

POUJOL

numéro spécial
3e congrès

hebdomadaire de la ligue communiste



à armes égales ?

Si vous avez raté l'émission "Armes égales" de mercredi dernier, voici pour vous consolider les dessins de Colru qui étaient dans le film de Krivine.

LE DERNIER "À ARMES ÉGALES" A FAIT SEULEMENT 25% D'ÉCOUTE...



- PAS ÉTONNANT... ON NE PRÉSENTE QUE DES NOTABLES ENTRE EUX... ON DEVRAIT CARRÉMENT INVITER DASSAULT DÉPUTÉ CONTRE DASSAULT FOURNISSEUR DE L'ÉTAT...



- IL FAUDRAIT UN TIXIER-VIGNANCOUR... EN PLUS JEUNE...

TAS DE BOLCHÉVIKS! SI VOUS CROYEZ QUE VOUS ALLEZ ME VENDRE UNE PAIRE DE CHAUSSURES...!



- OU MASSU... -... MASSU CONTRE QUI? -... CONTRE MACISTE!

- C'EST PAS TELLEMENT POLITIQUE, TOUT ÇA...



- AH! J'AI TROUVÉ! UN JEUNE LOUP QUI FERAIT PASSER LE MÊME MESSAGE, MAIS EN PLUS MODERNE:



STASI, DÉPUTÉ-MAIRE D'ÉPERNAY! IL MARIE SES ADMINISTRÉS AU FOND DE LA PISCINE, C'EST PAS MODERNE, ÇA?...

IL PLAÎT À TOUS LES PUBLICS...



ET ON DEVRAIT L'OPPOSER À KRIVINE!

KRI... KRIVINE? T'ES... T'ES FOU?

JE VAIS APPELER BAUDRIER!



KRIVINE! ...KRIVINE?



... NE PARLEZ PAS SI FORT!

QUOI? C'EST MAI 68 QUI RECOMMENCE OU QUOI?



NON, TOUT EST CALME...

ET APRÈS TOUT...

C'EST PEUT-ÊTRE PAS SI BÊTE... JE VAIS VOIR ARTHUR...



JUSTEMENT, MONSIEUR ARTHUR CONTE...

EN PÉRIODE ÉLECTORALE...



HÉ! HÉ! OUI... OUI... OUI...

EN DEMANDANT À LA MAQUILLEUSE DE LUI METTRE UN COUTEAU ENTRE LES DENTS...



... UN BEL ÉPouvANTAIL, HEIN?



LA GAUCHE AU POUVOIR

AUTO-GESTION



ON ESPÈRE SIMPLEMENT QU'EN MONTRANT LES DISSENSIONS DE LA GAUCHE UNIE, L'ÉLECTEUR SE REFUGIERA DANS LES BRAS DE LA DROITE UNIE...



CHERS TÉLESPECTATEURS, VOUS ALLEZ VOIR MAINTENANT UN GAUCHISTE! ÉLOIGNEZ VOS ENFANTS ET VOS PETITS CHATS...

en plein dans le 1000 !

Le fiasco fut total pour les Arthur Conte, Jacqueline Baudrier et consorts : du début jusqu'à la fin, pas une minute d'« anti-communisme », pas un signe qui puisse être interprété comme tel. Pourtant, c'était là le projet essentiel : à deux mois des législatives faire jouer la peur et faire diversion, utiliser notre présence comme repoussoir.

Au lieu de tomber dans ce piège grossier, nous avons choisi de nous servir de la tribune pour faire l'a.b.c. du travail de tout révolutionnaire : la dénonciation la plus systématique de la société et de l'exploitation capitaliste. Sur ce terrain là, nous pouvions apparaître plus efficaces, plus directs, plus précis que tous les réformistes qui nous avaient précédé dans le cadre de l'émission. Car tous ceux qui s'empêchent de légalité, qui entendent respecter la règle du jeu, qui veulent aménager ce qu'ils critiquent, se privent de porter le fer là où il le faut. Nous avons pu le faire sur l'information, sur la police, sur la justice, sur le parlement, sur les élections, sur l'Etat, sur la violence de l'exploitation.

En refusant le « cadre aimable du dialogue » nous avons condamné cette émission dans son principe : « A Armes Egales » était originellement conçue pour permettre aux représentants de la majorité de faire valoir leur politique. D'émission en émission, c'est le contraire qui s'est produit. Stasi fut lui-même, après d'autres, sur la défensive, ne pouvant répondre, ne pouvant se justifier et ne proférant que des impuissances : « des flics et des crêches ».

Dossiers en mains, tous objectifs définis, nous avons préparé le plan de bataille pour l'émission : presque tous les coups prévus ont atteint leur cible. Que répond Marcellin aux accusations contre son complot policier ? Que répond Arthur Conte à la proposition de face-à-face avec le personnel de l'ORTF ? Que fera Stasi pour conserver les voix des 45 % d'électeurs de « sa » circonscription qui gagnent moins de 1000 F par mois ? Que répond Debré à la preuve affirmée que les morts votent pour lui ? La Cour de Sécurité de l'Etat accusera-t-elle Alain Krivine pour avoir appelé à l'indépendance des TOM DOM ? L'émission sera-t-elle projetée à la Réunion et aux Antilles ? Où en est le beau portrait de libéral-non-lié-au-pouvoir que voulait se donner le représentant du groupuscule PDM ? Comment l'UDR fera-t-elle oublier la sottise bornée du questionneur qu'elle envoya pour demander si Krivine... était marié ? N'est-il pas évident pour tous que le Parlement n'a pas de fonction ? Que les sondages contribuent à tromper et à façonner l'opinion ?

La rage de la presse, les commentaires suscités à posteriori par Marcellin, les « tours de passe-passe »... de l'Humanité, rien de tout cela n'enlèvera plus du souvenir de plusieurs millions de téléspectateurs, l'image de ce que sont les révolutionnaires, image toute différente de celle des « casseurs » qui avait été fabriquée. Nous avons organisé des centaines et des centaines d'écoutes collectives, utilisant ainsi de façon militante, pédagogique, la rare occasion qui nous était donnée de nous exprimer.

Un détail symbolique de la solidarité générale que nous avons rencontrée avant, pendant et après l'émission : Stasi essayant de nous opposer le personnel de l'ORTF, en fut pour ses frais. Lorsque Krivine demanda que les caméras prennent en gros plan le « livre de Marcellin », Stasi prétendit que les caméramen « faisaient ce qu'ils voulaient ». Ce à quoi les caméramen placés hors de l'écran répondirent d'abord par des signes de dénégation adressés au public présent dans le studio, puis ensuite en se moquant de Stasi : lorsque celui-ci ironisa sur le livre de Krivine en montrant qu'il n'en demandait pas un gros plan... la caméra en fit un, immédiatement, par dérision. C'était à sa manière, le personnel de l'ORTF qui montrait de quel côté il était.

Nous remercions tous ceux qui nous ont aidés : les concours venus de partout prouvent que le travail de construction d'un parti révolutionnaire peut progresser à pas de géants en rassemblant dans une lutte commune tous ceux qui, en lutte contre une société d'oppression, ne voient d'autres espoirs que la révolution socialiste.

G. Filoche.

armes collectives

L'émission de l'ORTF, « A Armes Egales » avec son titre pompeux et son cérémonial glaçant, est un concentré de démocratie bourgeoise.

Pendant deux heures, deux « hommes politiques » vieux ou jeunes, de gauche ou de droite pour la circonstance, doivent poliment échanger leurs idées. Le meilleur, le vainqueur, celui dont les idées auront été le mieux exposées, avec tout le respect du à l'adversaire dans un combat loyal, qui n'est qu'un pâle reflet des joutes parlementaires d'antan.

Parce que notre camarade Alain Krivine, ne fait pas partie de cette « classe politique » (comprenez les politiciens professionnels, complices et interchangeables de la bourgeoisie), il n'avait pas la préoccupation de se mettre sur orbite électorale en utilisant ses deux heures d'antennes comme un tremplin personnel.

Aussi l'émission, dans sa conception comme dans sa préparation avait-elle rassemblé une équipe d'une trentaine de camarades du Comité Central et de ses commissions.

Trois membres du Bureau Politique et un camarade cinéaste professionnel ont travaillé d'arrache-pied pendant dix jours au tournage et au montage du film, avec le réalisateur Patrick Camus.

Des représentants de toutes les commissions du Comité Central (ouvrière, étudiante, enseignante, santé, etc...) ainsi que trois camarades du secrétariat de rédaction de Rouge, se sont réunis pour préparer les dossiers de l'émission. Un camarade du secrétariat de rédaction a ensuite réalisé la mise en fiches des dossiers et préparé cinquante dossiers de documents à distribuer à la presse après l'émission.

Puis trois autres membres du Bureau Politique, après avoir discuté avec Alain Krivine de l'orientation générale de l'émission, se sont transformés en Stasi et à tour de rôle ont plaidé l'ordre, la « légalité », la « paix sociale » et la « réforme des institutions dans le cadre de la majorité ».

Tous les arguments, toutes les réponses avaient été préparées en commun. Tous les pièges avaient été tendus des dizaines de fois avant l'émission et les réponses prévues.

Voilà pourquoi, c'est bien la Ligue Communiste qui s'exprimait mercredi soir, par la bouche de l'un de ses dirigeants.

Voilà aussi comment elle parlera aux travailleurs dans la campagne des législatives.

C. Michaloux.

une certaine presse : la haine de classe

La plus grande partie de la presse parisienne (où seuls, en fait, le Monde et Combat ont su retravailler dans leurs colonnes la dérouté du député Stasi) ne s'est pas trompée sur la nature de l'émission du 13 décembre. Le Parisien Libéré ayant préféré se taire, c'est à l'Aurore qu'est revenue la palme de la franchise réactionnaire :

« ... Ainsi avons-nous vu face à face, dans le climat presque insoutenable de hargne créé par Alain Krivine, d'une part le champion d'une « démocratie de masse » qui se rit du suffrage universel et ne rêve que de transformer la vie politique française en un gigantesque et permanent meeting répressif ; d'autre part le défenseur d'une civilisation respectueuse de l'individu et de toutes ses libertés ».

écrit un certain JVE, et Jean Grandmoujin prend un ton tout marcellinesque en précisant :

« Une nouvelle année va s'ouvrir. Il serait souhaitable qu'« A Armes Egales » s'en aille. Du moins sous sa forme actuelle. Une forme tellement incertaine qu'elle varie à chaque émission. Nul ne s'en plaindra. Nul ne versera de larmes ».

On ne sait, à ce stade, où finit le journaliste et où commence le flic. Peut-être ne sont-ils qu'une seule et même personne... Le Figaro, plus subtilement, reprend le même thème, celui du dialogue impossible avec « ceux qui veulent tout casser » :

« On espérait — malgré tout — un débat. On eut un spectacle. Si l'on voulait une émission animée, où les adversaires rivalisent de pugnacité, on ne fut pas déçu. Si l'on voulait un véritable dialogue, on ne peut être satisfait. M. Stasi et M. Krivine n'ont pas le même langage. Ils parlaient, souvent, de la même chose. C'est-à-dire, souvent, des « ratés » de notre société. Mais l'un voulait construire. L'autre voulait avant tout détruire... ».

Mais le Figaro n'argumente pas : en quoi l'un veut construire, en quoi l'autre détruire, n'intéresse pas le journal du Rond Point des Champs Elysées. Sous les phrases bien construites, avec des termes choisis, le propos du journaliste est clair : Krivine a tout attaqué, tout détruit, il a profité de la télévision pour attaquer le pouvoir, au lieu de dialoguer. C'est bien la preuve qu'on ne peut pas discuter avec ces gens là !

Quant à France-Soir, plus passionné par l'aspect match de boxe que confrontation politique, il ramène une fois de plus ses lecteurs à un niveau qu'il imagine être celui de tous les Français : l'événement de la soirée serait que Stasi, « ce sacré petit binoclard », passe, selon les techniciens de télé, merveilleusement l'écran ! Cela s'appelle de l'information : apprendre aux gens ce qu'ils ne pouvaient découvrir par eux-mêmes... Mais ce qui unit les trois journaux cités, c'est plus qu'un jugement débile, plus qu'une mésinformation de l'opinion : c'est une haine de classe féroce et implacable. Et puis aussi, jamais dite mais ô combien présente, la rancune des abrutis contre celui qui, pour une fois, a eu la possibilité de les dénoncer. Et nous nous en réjouissons fort.

Krivine anti-communiste ?

« L'Humanité » du jeudi 14 réussit, sous le titre « Un tour de passe-passe », à être deux fois incohérente en 36 lignes.

Tout d'abord en expliquant : « Krivine n'a pas été censuré. Il n'a pas quitté hier soir la scène de l'émission... ». Cela sent le reproche feutré fait à quelqu'un qui aurait joué le jeu.

« L'Humanité » semble oublier que les dirigeants du PCF qui ont participé à la même émission ne l'ont (à raison) jamais quittée. Elle semble oublier aussi que, lorsque Clavel, il y a un an jour pour jour, quitta « A Armes Egales », le journal du PC tira à boulets rouges sur cet « intellectuel qui refusait de s'adresser à la classe ouvrière »...

Il faut dire que ce qui gêne l'Huma, ce n'est pas que notre camarade soit resté une heure et demie à la Télé, c'est qu'il ait pu pendant 90 minutes s'adresser aux travailleurs et leur montrer une image des révolutionnaires que l'Huma n'a pas précisément l'habitude de présenter. C'est pourquoi, elle explique, sans pouvoir l'argumenter, que Krivine a fait le jeu du pouvoir... en attaquant un député de la majorité ! En d'autres circonstances, il faisait le jeu du pouvoir (dixit l'Huma) en attaquant le PCF. C'est à n'y plus rien comprendre. Fort heureusement, les millions de travailleurs qui regardaient leur petit écran le 13 décembre auront su rectifier d'eux-mêmes.



les éboueurs et les appelés face à l'armée briseuse de grève

Tous ceux qui au petit matin, dans la nuit et la saleté, sous les klaxons des automobilistes pressés, débarassent les Parisiens de leurs ordures sont en grève.

Ils en ont marre de bosser comme des... immigrés 7 jours d'affilée avec un « dimanche » toutes les 5 semaines !

Ils veulent surtout que cesse le scandale qui frappe les trois quarts d'entre eux ; les travailleurs étrangers et non titulaires sont considérés comme saisonniers ! Eh oui, saisonniers ! C'est-à-dire des travailleurs sans contrat durable ! On peut remercier et réembaucher au pied levé. C'est un statut qui économise sur les avantages maladie et congés... et peut s'adapter parfaitement à la circulaire Fontanet sur l'immigration !

Alors depuis une semaine les « boueurs » sont en grève : c'est une grève unanime. Elle est reconduite tous les matins en meeting à la Bourse du Travail. Mardi ils étaient là 4 000 et ils ont défilé de la Bourse à la Préfecture de Paris. Mardi la colère montait ! Depuis la veille, le Préfet de Paris, leur patron a trouvé une formule originale pour discuter de leurs revendications. Il a tout simplement demandé à son petit copain Debré d'organiser un exercice très particulier pour les troupes des camps d'Allemagne ou de l'Est ! Debré n'espérait pas pouvoir offrir aux « appelés » une corvée aussi éducative : il a donc envoyé vers Vincennes près d'un millier de jeunes travailleurs sous les drapeaux. Ils leur a mis entre les mains le matériel de leurs camarades éboueurs en grève. Et les bidasses sous l'œil vigilant de la police militaire et policière, 4 par camion, se coltinent l'éprouvant boulot des éboueurs ! Le cœur n'y est pas ! Ça chahute à Vincennes raconte radio-bidasses ! Il n'en reste pas moins que le boulot se fait vaille que vaille et que c'est un facteur de pourrissement important pour la grève !

Plus grave, cette utilisation de l'armée pour mettre à la raison les travailleurs récalcitrants a un petit côté exemplaire en cette période de large offensive ouvrière et de crise des équipes politiques des patrons !

Il serait très dangereux pour le développement de ces luttes que ce coup d'essai du pouvoir et de ses militaires se déroule sans qu'il ne leur en coûte très cher auprès de la population et des « appelés » eux-mêmes !

En effet, Debré prend cette initiative alors que le contingent se rebiffe assez largement contre le dressage militaire. Rapidement se développe chez les jeunes travailleurs et intellectuels la révolte contre l'abrutissant régime des casernes. L'utilisation de l'armée contre cette grève ne fait que dévoiler la véritable mission de l'armée et révéler la logique de sa discipline aveugle. On veut former le jeune soldat à la guerre civile contre ses frères de classe !

Nous avons là une occasion privilégiée d'éducation massive des travailleurs civils et sous l'uniforme sur les projets des patrons ! Ils se préparent, ils défendent durement leurs prétentions à l'exploitation ouvrière ! Les révolutionnaires comprennent facilement que les directions ouvrières réformistes ne tiennent pas du tout à s'emparer de cet exemple terriblement symbolique au moment où elles répandent chez les travailleurs l'illusion de victoires électorales et pacifiques sur le pouvoir armé des patrons !

Pourtant, une intervention plus explicative auprès des appelés et de la population laborieuse rencontre rapidement une large compréhension et contraint les directions réformistes à des explications insoutenables !

Oui, Messieurs les dirigeants de la CGT, « ça coûte cher au Ministre des Armées » ! « Ça risque de bouziller un matériel précieux » ! Mais le problème n'est pas là ! La bourgeoisie s'entraîne et voudrait entraîner ses troupes pour le jour où les travailleurs ne se contenteront ni de leurs miettes ni de vos promesses et prendront les moyens d'imposer leurs exigences !

C'est sur ce terrain qu'il faut répondre. Et la réponse, Messieurs les réformistes, vous la connaissez : il était facile d'interdire la prise des camions par piquets de grève à la sortie ou à l'entrée des garages ou des usines à ordures ! Dans la situation actuelle, le pouvoir ne pouvait s'offrir le luxe de lancer la police contre ces piquets !

Un appel des travailleurs en grève aux appelés était facile ! Leur soumission aux exigences des travailleurs et non aux ordres des chefs militaires aurait été alors protégé par la solidarité ouvrière !

Rien de tout cela ! La logique électorale a ses raisons que les revendications ouvrières et l'éducation du contingent doivent respecter !

Les révolutionnaires ont réagi avec leurs faibles forces. Mardi matin des groupes de militants du Comité de Défense des Appelés parcouraient Paris. Ils abordaient les benes avec un tract aux appelés et à la population. Ils laissaient sur les camions des messages indélébiles pour le casseur Debré et pour les éboueurs en grève.

« Debré brise la grève »

« Appelés-éboueurs, solidaires »

Trente camions ont été touchés et donc 120 « appelés » ! Ce n'est qu'un début !

Les révolutionnaires et tous ceux qui comprennent l'importance de ce travail peuvent faire beaucoup plus et beaucoup mieux.

Tous les contacts unitaires sont pris pour que tout entêtement du Préfet de Paris et de Debré soit traité comme il le doit !

« Appelés éboueurs solidaires »

C'est chaque fois la même chose. Qu'une grève se déclenche chez les éboueurs ou à la RATP, on fait appel à toi, on te mobilise pour transporter les parisiens ou déblayer les ordures.

Le gouvernement dit : « Pour ne pas gêner la population, nous utiliserons l'armée ». Tu sais que cette réponse est mensongère. Il y a un autre moyen, très simple, de ne pas gêner la population : satisfaire les revendications légitimes des grévistes !

Il cherche à t'utiliser, en te faisant ramasser les ordures, pour briser la grève des éboueurs. Dans les négociations, le gouvernement peut alors rester intransigent.

Camarade « appelé », les éboueurs sont, comme toi ou tes camarades, des travailleurs.

Leurs conditions de travail sont très dures, tu peux t'en apercevoir.

Ils exigent une amélioration de leurs horaires de repos après 6 jours de travail au lieu de 7 actuellement : 54 h 1/4 par semaine avec un dimanche de repos toutes les 5 semaines ; de leurs conditions de travail (un survêtement en cuir, pour se protéger du froid et des ordures), de leurs salaires (les débutants sont encore loin des 1 000 F par mois).

Parmi eux, il y a beaucoup de travailleurs immigrés : les éboueurs réclament des logements décentes (et non bidonvilles et foyers-taudis) pour les immigrés, des conditions de travail et de salaires égaux, quelle que soit leur origine.

Appelés, qui êtes et restez des travailleurs même sous l'uniforme, vous voyez au service de qui est l'armée française.

Comme l'ont montré les réactions des appelés parqués à Vincennes avant d'être envoyés contre la grève : le pouvoir n'utilisera pas facilement des travailleurs sous l'uniforme pour casser la grève de leurs camarades travailleurs éboueurs.

Travailleurs, appelés, éboueurs, solidaires !

Comité de Défense des Appelés



Distribution des tracts du CDA aux ouvriers

il faut savoir céder à temps

Mercredi matin, les négociations se sont précipitées ! L'administration a cédé sur la première revendication : l'amélioration du roulement ; on passe de 7 à 6 jours d'affilée pour 2 jours de repos.

Sur le reste, les 75 % de personnel sans statut obtiennent toute une série de petits avantages. Pour eux, on crée deux échelons supplémentaires : un 4ème échelon au premier janvier 73, apportant un supplément de 47 francs par mois, et un 5ème au premier octobre 73. Après maladie ou accident, les travailleurs doivent être réembauchés, avec maintien des avantages acquis. Pour les congés, les travailleurs immigrés devant retourner au pays peuvent « bénéficier » du cumul des congés.

On fera un effort pour le logement des immigrés dans des foyers.

Une commission administrative paritaire est constituée pour les problèmes disciplinaires.

Enfin, des cuirs de protection seront fournis à 836 travailleurs, en fonction non pas d'un coefficient de saleté, mais... d'ancienneté !

Nous sommes loin d'un succès total, mais le premier avantage acquis a été largement apprécié par les éboueurs !

Mercredi, à 16 heures, une Bourse du Travail archicomble a « voté » massivement la reprise dans une atmosphère de victoire.

Le pouvoir a très vite apprécié les données d'un affrontement qui ne serait pas longtemps resté isolé : le contingent appréciait autant ses conditions de travail (de 2 h à 18 h, avec un petit casse-croûte !...) que son rôle de briseur de grève, dévoilé énergiquement par les militants du CDA. Les éboueurs ne semblaient pas prêts à s'incliner bredouilles. L'utilisation de l'armée risquait de dégénérer dans la population et dans les casernes.

Le pouvoir a préféré céder très vite !...

L'opportunisme et son petit frère le sectarisme

à propos du travail anti-militariste de Révolution !

Révolution ! met le travail anti-militariste au poste de commande, le décrète une des priorités essentielles de son intervention : voilà qui en soi n'est pas nécessairement condamnable.

Dans cette optique, Révolution ! glane quelques intellectuels « décoratifs », se ménage les services du groupuscule maoïste Ligne Rouge, et lance une organisation anti-militariste, le CLAM (Comité de Lutte Anti-Militariste). Aussitôt cette organisation lance un bulletin qui en est aujourd'hui à son quatrième numéro.

Première surprise, les militants de Révolution ! ne se cachent pas, et c'est rassurant, d'être, en tant que militants révolutionnaires conséquents, convaincus que seul le travail révolutionnaire au sein du contingent est cohérent avec une perspective de renversement violent de l'Etat bourgeois... Quel n'est donc pas notre étonnement de constater que les bulletins du CLAM axent la totalité de leur propagande sur le soutien aux insoumis et aux objecteurs de conscience. Naturellement les luttes des insoumis et des objecteurs de conscience ont été nombreuses et spectaculaires dans la période récente. Naturellement, tous les anti-militaristes doivent se porter à leur défense lorsqu'ils sont réprimés par Debré. Mais, confondant allègrement soutien contre la répression et soutien tacite à une orientation anti-militariste confuse et illusoire sur le fond, Révolution ! au travers de son pseudopode le CLAM s'aligne par pur opportunisme sur une sensibilité considérée comme dominante parmi la jeunesse, et notamment dans les facs et les lycées. Grattez l'écorce de donneurs de leçons de fermeté révolutionnaire des ultimatismes de gauche disant en substance Trotsky, et vous trouverez l'opportunisme le plus plat. Bien plus, définissant sa plate-forme dans le premier numéro du « Bulletin de Liaison », Révolution ! n'hésite pas à pousser les concessions à la spontanéité de la jeunesse jusqu'à adopter le mot d'ordre « A bas le service militaire obligatoire ! ». Ce qui veut dire en clair : « oui à l'armée de métier » selon les vœux les plus chers d'un certain nombre de généraux de guerre civile de l'armée française !

Sur sa lancée, Révolution ! jette ses (maigres) forces dans un certain nombre de comités anti-militaristes, souvent apparus spontanément, regroupant largement les courants les plus divers de la lutte anti-militariste. D'accord en paroles sur le principe de comités de base larges, ouverts à tous les courants, les militants de Révolution ! ne vont pas tarder à révéler la singulière conception qu'ils se font de cette unité : là où ils sont majoritaires, comme à Colombes, dans la banlieue parisienne, ils imposent par vote la vente publique du bulletin du CLAM. Puis les opérations se précisent : on fait semblant de découvrir (non sans ravissement)

que se tiendra, on ne sait par quel miracle de la spontanéité des masses, une « réunion nationale des comités anti-militaristes » les 16 et 17 décembre à Paris. Assises du CLAM ? Comme l'annonçait Mahler, dirigeant de Révolution ! il y a encore trois semaines ? Non point ! Il s'agit d'assises « suscitées par la base », rien à voir avec le CLAM, ni un courant, ni une organisation quelconque ! D'ailleurs, le CLAM est déclaré dissout !

On reste pantois devant la grossièreté de la manœuvre. De telles manipulations, si elles permettent peut-être à Révolution ! d'abuser quelques spontex en rupture de ban, lui vaudront un discrédit proportionné à leur énormité. Et lorsque les militants de la Ligue dans les comités anti-militaristes de base dénoncent cette pitrerie, on les taxe d'« extérieurs au comité » et on brandit le spectre de leur exclusion. A Colombes, un représentant du CDA s'est vu interdit de parole par la clique de Révolution ! sur la question des 16 et 17 !

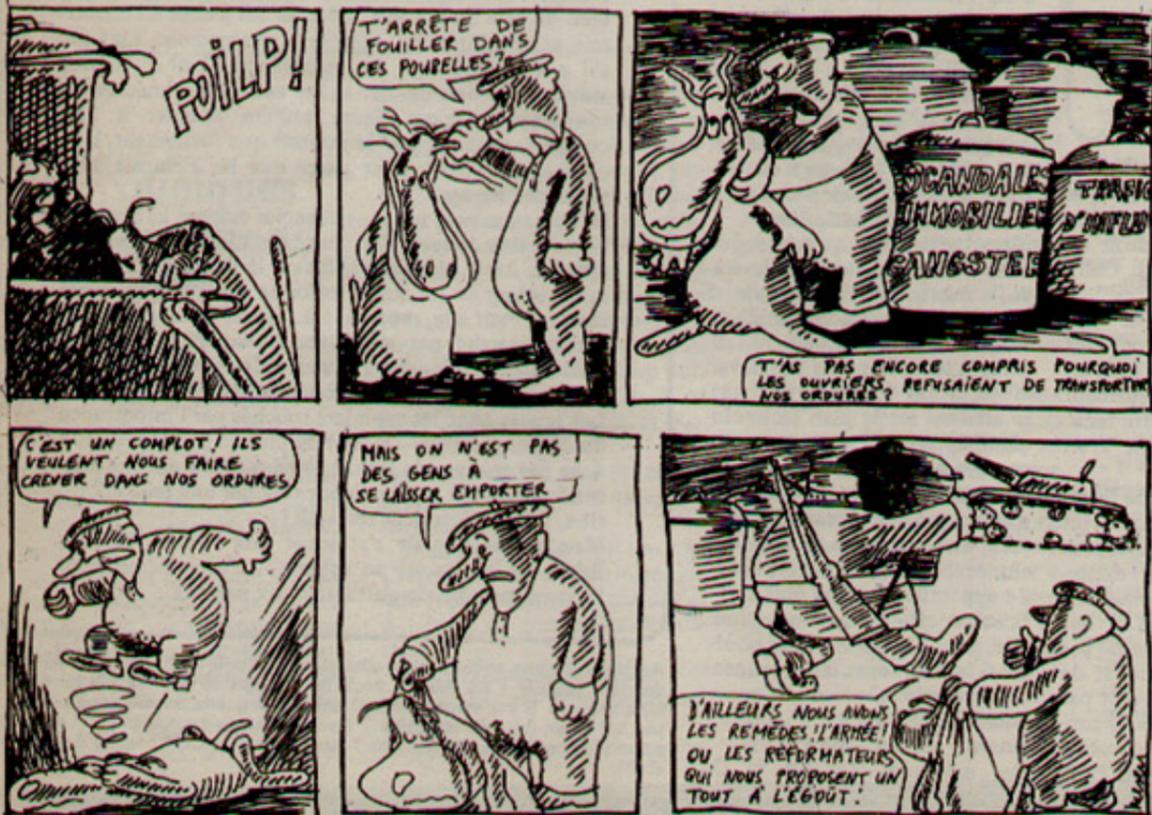
A Nanterre en revanche où Révolution ! est minoritaire, ses militants n'ont pas hésité à claquer la porte du CAM qui avait refusé d'adopter leur plate-forme !

La politique anti-militariste de Révolution ! joue sur les ambiguïtés. Pour se différencier du cadre unitaire et démocratique qu'est le CDA, ses militants affirment qu'il s'agit à travers les journées du 16 et 17 de construire un « mouvement anti-militariste révolutionnaire de lutte de classe ». Derrière la pompe de l'expression, le vide et la confusion. La plate-forme qu'avance Révolution ! pour ce mouvement n'est pas une plate-forme anti-militariste révolutionnaire conséquente. C'est un magma de mots d'ordre démocratiques élémentaires, semblables à ceux que défendent les militants du CDA et de mots d'ordre d'apparence plus « radicale » (« liberté politique pour les soldats », etc...). Mais c'est en vain qu'on chercherait un corps de mots d'ordre conséquents sur l'armement du prolétariat, les milices armées et leur rôle dans la crise révolutionnaire, autant de thèmes qui, bien évidemment, doivent être au cœur d'une plate-forme anti-militariste révolutionnaire conséquente. Mais Révolution !, dans son souci de drainer quelques dizaines d'anarchistes, de spontanistes et d'inorganisés plus ou moins confus, préfère une sage discrétion sur ce thème. A cheval entre le programme d'une organisation de défense démocratique des soldats et une organisation anti-militariste révolutionnaire, la « plate-forme » de Révolution ! est l'enfant bâtard d'une politique sans principes. Car le meilleur de tout, c'est que nulle part la plate-forme ne prend parti sur le type d'orientation que doivent prôner les anti-militaristes révolutionnaires : objection ? insoumission ? travail dans l'armée ? Motus ! Toujours le même souci de ménager un milieu confus et mal déterminé !

Selon nous, une « organisation anti-militariste révolutionnaire de lutte de classe » qui mérite ce titre doit non seulement prendre clairement position pour le travail dans le contingent, mais développer la perspective pratique de noyaux communistes dans l'armée. C'est pour cette raison que nous sommes convaincus qu'une telle organisation ne peut en aucun cas se créer par fédération de comités de base locaux, flous et composites. Dans l'état actuel des choses, seule une organisation révolutionnaire munie du programme révolutionnaire est à même d'entreprendre une telle tâche. Tout le reste n'est que bluff et malhonnêteté.

Il faut être carapaçonné d'opportunisme comme Révolution ! pour prétendre construire une telle organisation sous l'égide de personnages comme Daniel Guérin et Vidal-Naquet qui, à la tribune de la Mutualité le 9 novembre, développaient respectivement les fiers mots d'ordre de « l'armée c'est de la merde » et « à bas toutes les armées ». En fait, la seule chose qui intéresse Révolution ! c'est de mettre sur pied une organisation lui permettant de canaliser une partie de la sensibilité anti-militariste de la jeunesse scolarisée en France, qui lui serve de faire-valoir ; pour ce faire, un peu de surenchère « gauche » par rapport au CDA est évidemment indispensable. Voilà qui nous rappelle étrangement l'attitude de Révolution ! par rapport au FSI. Que tout ceci se fasse au prix de la plus grande confusion et aussi des plus grands dangers, car on ne joue pas avec le travail anti-militariste, est sans importance pour les stratèges de Révolution !...

Michel LENOIR



une inflation de paroles

Ça y est : la France lutte contre l'inflation.

« Le temps des demi-mesures est révolu... le gouvernement a choisi les grands moyens... L'ampleur des mesures est évidente ». C'est ainsi que France-Soir a présenté le plan de Giscard. Parlons-en : des mesures, il y en a effectivement, mais aucune qui s'attaque vraiment aux causes mêmes de l'inflation, c'est-à-dire aux profits capitalistes.

1) L'emprunt de 5 milliards de francs a pour but de canaliser l'épargne et de réduire la demande globale.

Mais à qui profite-t-il ? Aux gros porteurs évidemment, car étant indexé sur l'unité de compte européenne, les intérêts des dépôts seront considérables. C'est donc une nouvelle source de capitaux pour ceux qui en détiennent déjà !

2) Parallèlement le crédit sera freiné. Mais comme le souligne « Le Monde », ce seront surtout les prêts aux particuliers (logement etc...) qui seront réduits.

3) La troisième mesure, soi-disant très importante est la réduction de la TVA : 3 % de moins pour les produits industriels et 0,5 % de moins pour les produits alimentaires ! C'est vraiment pas énorme ! Mais il y a pire : pour Giscard, il faut cacher la forêt par l'arbre, en présentant cette mesure comme une concession importante du gouvernement, il veut masquer le scandale qu'est la TVA elle-même : en effet, les impôts indirects, sont payés par tous les consommateurs, indépendamment du niveau de leur revenus ; ils touchent donc en premier lieu les travailleurs. c'est ainsi que les grandes entreprises ne versent que 10 % du total des impôts indirects perçus par l'Etat ; les 90 % restants sont donc payés par les salariés. Quand on sait qu'en France, l'essentiel des rentrées fiscales est constitué par la fiscalité indirecte (la TVA à elle seule représente 50 % des rentrées de l'Etat), on se rend compte de l'injustice d'un tel système !

La mesure prise par Giscard n'est donc qu'une miette, dérisoire par rapport à la situation réelle : l'ampleur de la hausse des prix d'une part, le caractère de classe de la fiscalité française d'autre part.

4) Enfin et c'est le dernier aspect de la politique de Giscard : la « recommandation » de ne pas augmenter les salaires de plus de 6 % en un 1973. Le voilà le clou du train de mesures prises le 6 décembre : faire principalement payer aux travailleurs les frais de la politique « anti-inflationniste » du gouvernement.

Pourtant, Giscard prétend sans rire que le pouvoir d'achat progresse de 2 % en s'appuyant sur un calcul simple : grâce à toutes les mesures, les prix n'augmenteront que de 4 % en 73 ; avec 6 % de hausse des salaires, il suffit de faire la différence...

Mais cela, c'est du bluff :

— d'abord, 4 % d'augmentation des prix selon l'indice gouvernemental, cela veut dire beaucoup plus en réalité.

— ensuite, il s'agit d'une simple promesse pré-électorale, déjà, fin 71, Giscard promettait 3,9 % de hausse en 72. La hausse a en fait été de plus de 7 %. Alors, comment croire aux promesses d'aujourd'hui, d'autant que les seules mesures efficaces, celles qui portent atteinte aux profits capitalistes, ne sont pas prises ?

— enfin, en même temps qu'il organise l'austérité pour les travailleurs, il saupoudre copieusement de subventions les trusts capitalistes : par exemple, il est probable que les prêts de l'Etat accordés aux patrons de la sidérurgie pour l'usine de Fos, vont augmenter !

C'est donc clair : profits en augmentation, pouvoir d'achat en baisse et inflation de paroles pour enrober le tout.

Dans ces conditions, la seule réponse possible des travailleurs, c'est la lutte pour les salaires et pour la suppression totale de la fiscalité indirecte.

C.L.

Quand « l'Humanité » s'efforce de ne pas effrayer

A propos de la réforme du droit de licenciement, Edgar Faure a déclaré : « il s'agit de guérir la maladie sans tuer le malade. C'est mon seul point de désaccord avec le programme de la gauche ».

Passons sur la démagogie d'Edgar Faure ; le plus intéressant c'est le commentaire qu'en a fait « l'Humanité » : après

avoir décrit les mesures que prendrait un gouvernement de gauche en matière de droit de licenciement, Raymond Gelly explique :

« Le CNPF protesterait. Une discrète délégation se rendrait sans doute à Matignon. Mais on lui répondrait que l'engagement a été pris et qu'il doit être tenu. Le malade au demeurant, n'en mourrait pas ».

Croit-il réellement que le licenciement cessera d'être un droit discrétionnaire de l'employeur tant que les patrons existeront ? Sûrement pas ! Mais cela montre clairement que le but principal de Gelly est de ne pas effrayer les petits patrons, de bien montrer qu'il ne s'agit pas de tuer le capitalisme mais simplement de le guérir. Pour obtenir un meilleur capitalisme ?

des nationalisations qui promettent...

Dans la *Vie Ouvrière*, spéciale Programme Commun, on peut lire à propos des entreprises nationalisées : « *Même sur une jambe, elles battent les autres à la course* ». Autrement dit : malgré la mainmise du grand capital sur l'Etat qui dirige ces entreprises, leurs affaires vont bien. A preuve, la comparaison de Renault et Citroën :

Renault exporte 58 % de sa production contre 47 % à Citroën... De 56 à 71, Renault voit sa part dans le marché croître de 33 à 39 %, alors que Citroën décroît de 23 à 22 %... Renault a des usines dans 26 pays, alors que Citroën passe sous le contrôle de Fiat...

Autrement dit, la VO fonde ses opinions sur les résultats du marché ! Mais les résultats ne sont-ils pas en premier lieu le fruit de l'exploitation des salariés ? Les nationalisations prévues dans le programme commun se baseront-elles sur cette même exploitation ? Tout peut nous le laisser supposer.

Argumentation plus subtile dans *l'Humanité* du 28.11.72 : Est mise en avant l'« efficacité économique » des entreprises nationalisées, c'est-à-dire le rapport entre la « valeur ajoutée » (valeur des biens créés par les travailleurs de l'entreprise) et les « capitaux propres » de l'entreprise, selon les données de la revue patronale *Entreprise*.

Mais l'efficacité, qu'est-ce que c'est ? C'est le fait que le travail mort, capital concretisé sous forme de machines, d'usines, de biens d'équipement, absorbe plus ou moins de travail vivant. Ainsi donc, une entreprise arriérée sur le plan technologique apparaîtra selon ce critère comme plus « efficace » que les entreprises dotées de matériel sophistiqué et coûteux. Ou encore, une entreprise où les machines tournent 24 heures sur 24 apparaîtra comme plus « efficace ». En fait, ce que ne fait pas *l'Huma* — c'était pourtant facile avec les données d'*Entreprise* —, c'est de comparer l'« efficacité » d'entreprises... comparables ! Par exemple, Renault et Ci-

troën. L'« efficacité » y est sensiblement la même et ce n'est pas un hasard : ces deux entreprises concurrentes sur le même marché, ont véritablement un niveau technologique comparable et exploitent la classe ouvrière de façon similaire.

Mais au delà des inconséquences des rédacteurs de *l'Huma*, le plus inquiétant est le choix même de ces critères économiques pour justifier les nationalisations. Où sont les intérêts des travailleurs là dedans ? Les masses aspirent à de profonds changements de leurs conditions d'existence, au socialisme. Pas à la rentabilité ou à l'efficacité des entreprises où elles suent sang et eau à longueur d'année.

La logique des réformistes peut conduire très loin : aussi longtemps qu'ils concevront leurs nationalisations dans le cadre de la société capitaliste, ils ne peu-

vent que raisonner dans les mêmes termes que les capitalistes eux-mêmes.

Aussi longtemps que l'entreprise nationalisée est insérée dans le marché capitaliste, elle est obligée d'accumuler du capital, elle est obligée d'exploiter les salariés directement, ou indirectement (par l'impôt) sous peine de faillite.

On connaît le fameux slogan « Produire d'abord ! » lancé par Maurice Thorez en 45 à l'adresse des travailleurs qui se battaient pour leurs revendications. On connaît également l'hostilité des stalinien français aux revendications ouvrières, notamment là où ils peuvent s'y opposer directement : dans le secteur nationalisé.

Les stalinien français nous montrent dès aujourd'hui qu'ils entendent suivre la même voie : celle des gestionnaires zélés du capitalisme.

mobilité pour pas cher

La France est à « l'avant-garde du progrès social » c'est STIRN, député UDR, qui l'a dit à l'Assemblée en présentant la loi qui accorde une prime de mobilité pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi. Encore un qui n'a pas peur du ridicule ; car ce projet « d'avant-garde » consiste à donner 1000 F aux jeunes qui acceptent de se déplacer de plus de 30 km pour trouver un emploi.

Ainsi, pour que le jeune lorrain aille à Fos, on lui paye le voyage. Quelle veine ! 1000 F pour quitter une région où en sortant du CET on ne trouve pas de travail, 1000 F pour aller s'adapter ailleurs. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : adapter les jeunes à l'économie et non l'inverse ; pour le gouvernement, tant pis s'il y a du chômage, les travailleurs n'ont qu'à aller ailleurs. Au lieu de s'attaquer aux causes mêmes du sous-emploi, Edgar Faure préfère bricoler à bon compte ; tout ça pour démontrer que finalement, si le chômage subsiste, c'est parce que les Français n'aiment pas voyager.

Les patrons eux, peuvent licencier comme ils veulent, rien ne leur arrive : c'est aux travailleurs de chercher ailleurs. Ainsi, alors que la loi sur la prime de mobilité était votée, la loi sur la réforme du droit de licenciement était elle, repoussée à... après les élections ; le projet préparé par le gouvernement est si mauvais pour les travailleurs qu'il vaut mieux le mettre dans un tiroir en attendant des jours meilleurs.

Les jeunes sont les premiers touchés par l'importance du chômage actuel ils sont de plus en plus nombreux à ne pas trouver de travail, à ne recevoir aucune allocation-chômage puisque pour toucher une telle allocation, il faut avoir déjà travaillé !

Mais plutôt que de s'attaquer aux racines du mal, Edgar Faure « incite au voyage ». Pas question pour le gouvernement de s'attaquer aux patrons.

Rectificatif : une coquille s'est glissée dans l'article de Rouge de la semaine dernière intitulé « En France, seuls les discours ne coûtent pas cher » ; il fallait lire : « Il y a un an, Giscard annonçait que la hausse ne dépasserait pas 3,9 %. En fait, elle atteindra 7 % selon l'indice gouvernemental et 9,5 % selon l'indice CGT » (et non pas 7 % selon l'indice CGT comme il avait été écrit).



Le bidonville de Meaux.

Meaux : les immigrés sont relogés !

Les bidonvilles disparaissent, nous affirment successivement les différents ministres du travail. A Meaux, la Sté Immobilière Batir, entendait suivre les recommandations gouvernementales : raser les bidonvilles (sans reloger les habitants, bien sur !). Coincés entre le Monoprix et les grands ensembles Beauval, les immigrés du bidonville ont vu progressivement s'installer les baraques de chantier de la Sté Batir. Déjà on parlait d'expulsion ! La Société Immobilière était soutenue par la municipalité UDR.

Des vieux camions, quelques carcasses de voiture, des baraques de planches et de tôle, une fumée épaisse qui s'échappe d'un tuyau de poêle rouillé. Pas d'eau, pas d'électricité, des chauffages de fortune, le bourbier du terrain vague et des chantiers de construction.

Telles sont les conditions dans lesquelles vivent près de 60 personnes dont 6 familles nombreuses !

La riposte unitaire fait céder la municipalité

Face aux menaces d'expulsion, une campagne unitaire est organisée. Toutes les organisations démocratiques sont convoquées. Des tracts d'information sont distribués. Un meeting unitaire à la Bourse du Travail sera organisé par l'ASTI (Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés), l'AHB (Association des habitants de Beauval), le Parti Socialiste, le PSU, l'ULCFDT, et la Ligue Communiste. Ce meeting regroupera une soixantaine de personnes le vendredi 8 décembre.

Un meeting organisé par le Comité de Lutte lycéen regroupera plus de 200 lycéens le jeudi 7 décembre.

Devant la riposte, la municipalité prend peur et envoie ses flics aux bidonvilles. Vendredi, un contrôle d'identité de tous les immigrés sera fait (les flics espéraient sans doute trouver un immigré non en règle !).

Une délégation massive des organisations signataires est alors reçue par le maire et 5 adjoints. La municipalité a reculé !

- « 2 familles sont relogées immédiatement,
- les célibataires sont relogés dès l'ouverture du foyer (première semaine de janvier),
- les familles restantes devant être relogées dans les HLM de la ville.

Une nouvelle délégation se rendra samedi 16 décembre à la mairie pour demander des comptes sur le relogement de ces familles.

La municipalité a cédé, continuons le combat !

Communiqué

après une grève : procès de trois travailleurs immigrés

Le 7 décembre, Mamadou Dembele, Mody Drame, Adema Gandege, délégués du foyer de travailleurs africains de Pierrefitte, passent en procès. Les faits qui leur sont reprochés remontent au 30 juillet 71. Au 13ème mois de grève des loyers pour exiger l'amélioration des conditions de logement, les gardes mobiles pénétraient dans le foyer et sacageaient une chambre. Les trois délégués sont accusés d'avoir envahi le bureau du gérant. Tous les locataires l'ont fait pour protester contre cette attaque, pour exiger le départ du gérant et des gardes mobiles, pour défendre leur lutte et leurs revendications.

Alors qu'un travailleur immigré est tué dans un commissariat à Versailles, la justice, par ce procès, dans la lignée des procès de Berliet et Ferrodo, fait le procès des luttes des travailleurs immigrés pour le droit à des conditions de vie décentes.

C'est pourquoi nous exigeons l'acquittement pur et simple des trois délégués.

Ont signé le communiqué Jean Chesneaux, Michel Beaud, Daniel Guérin, Jacques Hassoun, Pierre Halbwachs, Alain Krivine, Isaac Johsua, Michel Leiris, Albert-Paul Lentin, François Maspéro, Gilbert Mury, Gisèle Reboul, Michel Rocard.

Pour tous renseignements, téléphoner à RIC 06 58.

Marcellin contre les travailleurs portugais

Main dans la main avec les tortionnaires du Portugal, Marcellin intensifie la répression

Depuis quelques mois, une vague répressive sans précédent s'abat sur les travailleurs portugais résidant en France. Les flics de Marcellin les surveillent, les arrêtent, interrogent et menacent d'expulsion, voire de les mettre dans les mains de la police politique portugaise (PIDE-DGS).

Cette répression, qui se développe de jour en jour, a un caractère très grave, d'autant plus que l'on calcule qu'il y a actuellement en France environ trente à quarante mille Portugais qui ne peuvent pas rentrer chez eux, soit parce qu'ils se sont enfuis de leur pays pour échapper aux persécutions politiques, soit parce qu'ils refusent de participer à la répression des populations africaines portugaises en lutte pour leur indépendance. Il apparaît de plus en plus clairement que la collaboration entre les gouvernements de Paris et de Lisbonne dans la répression des immigrés portugais s'est renforcée considérablement à la suite de l'accord sur l'immigration et la situation sociale en France des travailleurs portugais, accord paru dans le Journal Officiel du 31 octobre 71.

Très récemment encore les jeunes déserteurs et réfractaires, comme les travailleurs persécutés par la police politique portugaise, qui rentraient clandestinement en France ne trouvaient pas beaucoup d'obstacles à leur régularisation, à l'exemple de ce qui se passait avant avec les im-

migrés motivés uniquement pour des raisons économiques. Or, à partir de maintenant - la période de transition prévue par l'accord étant terminée - rien ne se passera plus comme avant. Désormais, les travailleurs portugais désirant travailler en France doivent obligatoirement posséder un passeport accordé par le gouvernement de Lisbonne, ce qui équivaut à dire que dorénavant ceux à qui le gouvernement portugais a donné sa permission pourront venir en France avec la certitude d'y être reçus. Comme le gouvernement de Lisbonne ne va sûrement pas faciliter la sortie du Portugal des déserteurs, des réfractaires et des persécutés politiques, on voit bien ce que signifie l'accord signé entre les gouvernements de Pompidou et Caetano.

Il est intéressant de remarquer que rien n'est prévu dans ces accords pour garantir, comme par le passé, la régularisation des déserteurs, des réfractaires et des persécutés politique portugais.

La circulaire Fontanet vient d'aggraver considérablement cette situation, puisqu'elle met un terme définitif à la régularisation des travailleurs entrés illégalement en France.

La politique de répression du gouvernement de Pompidou s'explique par deux raisons fondamentales :

- premièrement, parce que, depuis mai 68 en particulier, des travailleurs portugais participent de plus en plus à côté des travailleurs français à la lutte contre l'exploitation capitaliste et l'oppression bourgeoise ;
- deuxièmement, parce que la bourgeoisie possède de très gros intérêts économiques au Portugal et dans les colonies portugaises. Ce n'est pas par hasard que le gouvernement français est un des principaux fournisseurs d'armes du Portugal, comme nous l'avons démontré dans l'article intitulé : « Halte aux livraisons d'armes aux colonialismes portugais », paru dans « Rouge » le 1er juillet dernier.

Mais la collaboration des gouvernements de Paris et Lisbonne ne restera pas sans réponse : des travailleurs français sont avec des travailleurs portugais, prêts à répondre par des actions communes contre la répression et la collaboration de Marcellin avec les tortionnaires portugais.

Travailleurs portugais, français, unis !

Contre les accords signés entre Marcellin et Caetano !

Contre la circulaire Fontanet !

Contre la répression !

contrôle policier et immigration



la vérité sur la circulaire fontanet

document rouge 20

21



Photo Trix

Hachette peut payer

« Hachette peut payer ! », c'est sur ce mot d'ordre que s'est faite la mobilisation des travailleurs du trust vert : manifestations, assemblées d'information pour l'obtention du salaire minimum de 1500 F et d'une augmentation égale pour tous de 150 F ont débouché sur une grève générale des tous les centres à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la CFTC. Cette mobilisation se déroulait dans le contexte de hausse générale du coût de la vie, du refus de la direction d'augmenter les salaires pour permettre un rattrapage conséquent. Elle se déroulait aussi dans un contexte d'offensive du trust Hachette dans l'édition et la presse, à coups de millions et de milliards pour s'accaparer le maximum du marché et donc de bénéfices

Devant la crainte de voir des centaines de milliers de volumes bloqués, la direction, affolée, a lâché dès le premier jour 75 F pour tous (ce qui montre l'énormité des profits qu'elle réalise), mais elle n'a pas été la seule à être effrayée. Le lendemain, la CGT et la CFDT appellent à la reprise et cassent le mouvement unitaire engagé. « 75 F c'est pas mal, disent-ils, et le plancher à 1500 F on l'aura en avril, c'est une victoire ». Dès le vendredi, le vote est organisé sur les centres, pour ou contre la poursuite de la grève. Les bastions CGT votent contre à une faible majorité, les autres pour. Le total donne une faible majorité pour la continuation. Mais de fait c'est l'arrêt du mouvement, c'est la preuve faite à la direction que des syndicalistes « responsables » ne sont pas pour « l'aventure » et le lundi 11 décembre c'est la reprise du travail. Cette grève, bien que brève, a eu d'énormes conséquences. D'une part, elle a révélé le potentiel de combativité du personnel et la peur de la direction devant la mobilisation. Elle a montré aussi l'action de la fraction PCF au sein de la CGT qui n'a pas hésité, le jour même du déclenchement de la grève, à remettre en cause ses engagements et à organiser la démobilité

Cette attitude de la fraction PCF de la CGT a amené des départs de syndiqués pour la CFDT et a été accueillie par les éléments combattifs comme une trahison.

Belle illustration d'une ligne qui consiste à brader les luttes pour le miroir aux alouettes des élections de 73.

le 11.12.72
Correspondant

Haillan : 6ème semaine de grève

A l'école d'handicapés de Haillan, la grève du personnel en est maintenant à sa 6ème semaine.

Heureusement, ils ne sont pas isolés, un comité de soutien s'est créé... dans lequel l'UD-CGT et la CFDT sont engagées à fond.

Solidarité financière !
CHARTIER CCP 397-225
Bordeaux

Mention : Solidarité Haillan.

St Briec : 6 Mammouth en grève

la grève illimitée a débuté vendredi matin au Mammouth (Grands Magasins). Partie de la base, la CFDT (seul syndicat dans la boîte) rattrape tant bien que mal la situation. Un permanent descend de Paris, ce qui redonne confiance aux grévistes qui étaient restés seuls depuis le matin. Les revendications sont claires :

- 13ème mois
- Prime de transport de 30F (5F aujourd'hui)
- Réduction du prix des repas

Une trentaine de vendeuses continuent à travailler sur un effectif total de 137. Le premier problème pour les grévistes était de bloquer le magasin, qu'aucun client ne puisse entrer, c'était la meilleure façon de renforcer la grève, de la rendre efficace. Les grévistes distribuent un tract vendredi soir pour expliquer aux clients le sens de leur lutte. Samedi matin, l'entrée du magasin est bloquée par plusieurs rangées de caddies, un piquet de grève veille depuis 6h du matin. A 10h les flics interviennent pour dégager l'entrée. Une cinquantaine de grévistes présents sont repoussés, matraqués, les flics s'en prenant aux femmes plus particulièrement.

Une fois les flics repartis, les grévistes reprennent place devant l'entrée et empêchent à nouveau la vente. Des travailleurs de toutes les boîtes de la

ville (Joint Français, Sambre et Meuse, Chaffoteaux...) sont venus nombreux samedi après midi renforcer le piquet de grève.

Face aux flics, la solidarité ouvrière joue une fois de plus

L'intervention des flics n'a pas été profitable au patron.

Mardi la direction refuse toujours de négocier, mais organise un vote pour la reprise du travail :

Les grévistes refusent de voter, restent fermes sur leurs positions ; la direction en est réduite à faire voter cadres et jaunes.

Mercredi 10h, le patron appelle à nouveau les flics ; ils rouvrent le magasin, quelques clients entrent ; la plupart solidaires des grévistes refusent de faire leurs achats sous la protection des flics. Le Comité de soutien qui vient de se constituer regroupe la plupart des courants d'extrême-gauche et beaucoup de militants des boîtes et des lycées :

Les grévistes participent aussi au comité de soutien.

Un tract a été tiré à 10 000 exemplaires, popularise la lutte et dénonce l'intervention des flics.

Face à la répression policière, solidarité ouvrière !

Thionville : 2000 licenciements prévus

C'est officiel, Usinor rejoint Wendel-Sidelor pour participer au complexe sidérurgique de Solmer à Fos. Une fois de plus, les travailleurs vont faire les frais de cette « logique » capitaliste : 1500 à 2000 postes de travail vont sans doute disparaître à l'usine de Thionville ! Et pourtant, Messmer avait été affirmatif : « le nouvel adhérent de Solmer, Usinor, possède en Lorraine des établissements importants dans la région de Longwy et de Thionville... dont la bonne marche ne sera en rien affectée, au contraire, par la participation du groupe à Solmer ».

Décidément, la Lorraine va devenir un véritable désert économique ! Les travailleurs lorrains ne croient plus dans les promesses du gouvernement, mais les élections approchent et ce n'est pas un hasard si brusquement Pompidou se sent pris d'amitié pour leur région : le 19 il va à Valenciennes. CGT et

CFDT ont déjà lancé des mots d'ordre de grève de 24 heures pour l'accueillir.

La restructuration de l'industrie capitaliste ne doit pas se faire sur le dos des travailleurs !

Réduction du temps de travail ! Pas de licenciement sans reclassement préalable aux mêmes avantages !

le 13.12.72
Correspondant

grève du zèle à Hayange

Le service du TIM (service des Transports Intérieurs et Manutention) comprend 110 ouvriers organisés en trois tournées.

Leur travail : accrocher les wagons transportant les « poches » de laitier et les transporter soit au crassier, soit dans la fosse avant le concassage.

Depuis un mois, ils roulent au règlement pour obliger la Direction à céder sur leurs revendications :

- Augmentation des salaires de 200 F par mois
- Pas de salaire inférieur à 1 200 F par mois pour 40 h et 1 500 F pour les OS
- Echelle mobile des salaires
- Réduction du temps de travail sans perte de salaire
- Parité de la mensualisation avec tous les avantages des ouvriers - ETAM
- Maintien de l'autonomie du service TIM avec garantie des avantages actuels
- Obtention des classifications demandées à plusieurs reprises
- Embauche immédiate pour pallier au manque de personnel
- Retour à 24 jours de congés payés et aux 4 dimanches

- Augmentation de 0,20 F de l'heure pour l'ensemble des accrocheurs.

- Maintien du même salaire et de la classification au personnel déclassé à un poste inférieur

- Augmentation des primes de rendement

- Suppression des abattements de salaire en cas de grève

- Respect de la sécurité et de l'hygiène des conditions de travail et garantie de l'emploi

- respect et extension des droits syndicaux.

Telles sont les revendications que la direction « ayant autre chose à faire » refuse de discuter... ! Voilà pourquoi depuis un mois 120 ouvriers roulent au règlement :

- ils diminuent la vitesse des

convois jusqu'à 5 km/h alors qu'en temps normal on roule fréquemment jusqu'à 20 km/h - ils respectent strictement la sécurité violée en temps normal pour accélérer le travail : marche à pied à côté du train ; accrochage des wagons à l'arrêt seul des tracteurs.

Depuis un mois ils tiennent malgré les manœuvres de la direction ; cette dernière tente de diviser les tournées, utilise des camions privés, fait de l'intimidation auprès des chefs de train en leur fixant des minimums admissibles, met en place des panneaux de fin de limitation de vitesse en dehors des zones de

manœuvres malgré les dangers ! Bref, elle tente tout pour briser la combativité des ouvriers !

Mais cette lutte est partie intégrante des problèmes des travailleurs de la sidérurgie lorraine...

Seule l'action des travailleurs en lutte et la solidarité des autres secteurs fera céder la direction !

Le 12.12.72
Correspondant

Berliet recule

Sous la pression du gouvernement, Paul Berliet, penaud, doit déclarer forfait il renonce aux poursuites judiciaires contre les délégués CGT et CFDT qui devaient passer en jugement au titre de la loi anti-casseurs.

Mais ce n'est pas de plein gré qu'il a fait preuve de « clémence » ! C'est Edgar Faure lui-même qui est intervenu : à la veille des élections, il ne fait pas bon apparaître comme un patron de choc, il faut savoir lâcher du lest... surtout face à une réelle combativité, face à une mobilisation régionale importante.

Pour la première fois, la loi anti-casseurs était appliquée à des travailleurs, d'emblée cet événement avait une dimension nationale qui pouvait être dangereuse pour la majorité. Ainsi Popol a cédé sur ce point précis qui ne lui coûtait pas cher sinon un peu de prestige, mais il n'accorde rien sur les revendications des travailleurs de Berliet.

Les poursuites judiciaires sont arrêtées, mais la loi anti-casseurs demeure. Demain, elle peut de nouveau être appliquée. Le patronat a reculé, mais il garde ses armes en main.

Solidarité avec les ouvriers de Vénissieux !

Abolition de la loi anti-casseurs !

Correspondant

les 7,8,9,10 décembre

3e CONGRES DE LA LIGUE COMMUNISTE



Notre premier congrès a été celui de l'adhésion à la IVème Internationale. En votant cette adhésion, il nous engageait dans la construction d'une organisation révolutionnaire. Et marquait un coup d'arrêt dans la dispersion et la démobilité de l'après Mai.

Notre second congrès fut celui de la rupture avec l'amateurisme. La prise de conscience que nous avions désormais des responsabilités. Et que nous devons nous donner les moyens de répondre à ce qu'on attend de nous.

Ce troisième congrès a marqué un pas décisif en avant dans l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire. Il représente la synthèse, la systématisation, de trois ans d'intervention et d'expérience militantes.

Nous avons grandi en nombre, en capacités, donc en responsabilités. Désormais, il ne suffit plus de dénoncer les impasses auxquelles reconduisent inévitablement les voies réformistes. Il ne suffit plus de dire que les travailleurs ne conquerront pas ainsi le pouvoir. Il faut être capable de frayer notre propre voie. De construire un instrument efficace, à même de dénouer dans le sens de la révolution les contradictions qui étranglent la société capitaliste.

Construire un parti révolutionnaire qui ne s'installe pas dans la société telle qu'elle est, qui ne devienne pas l'opposition de gauche de la gauche, qui soit le levier dont ont besoin les masses pour en finir avec le pouvoir de la bourgeoisie, tel était le sens du débat sur les 22 thèses proposées au congrès.

Ces thèses définissent notre tactique de construction du parti à la lumière des buts que nous poursuivons. Il s'agit de s'enraciner dans la nouvelle avant-garde ouvrière qui se dégage dans les luttes. Une avant-garde ouvrière qui n'a pas rejoint en masse après 1968 les rangs du PCF, comme cela avait pu être le cas en 1936 ou 1945. Il s'agit de montrer à cette avant-garde la voie et les moyens de la bataille pour disputer aux bureaucraties réformistes la confiance des masses de travailleurs, dans les syndicats notamment. Il s'agit de construire une organisation qui utilise le terrain de la légalité bourgeoise sans en devenir l'otage, en gardant conscience que, par rapport aux lois de la bourgeoisie, nous sommes des hors-la-loi en sursis.

Pour nous, le problème du pouvoir n'est plus seul posé. Mais aussi le problème de ses solutions. A nous de construire une organisation capable de faire passer ces solutions dans la pratique. De ce point de vue,

l'adoption des thèses sur la construction du parti (par 229 voix contre 8 à la tendance bolchevique-léniniste, 2 à la tendance constituée par certains camarades de Dijon notamment, et 34 abstentions) constitue un pas décisif en avant.

L'adoption de la résolution politique sur l'Union de la Gauche et la crise de la bourgeoisie va dans le même sens.

Nous avons expliqué que, au cas où la campagne électorale manifesterait l'expression d'un profond courant unitaire chez les travailleurs autour du programme commun, nous n'hésiterons pas à appeler au second tour à voter pour l'Union de la Gauche, tout en dénonçant l'impasse des perspectives qu'elle prétend offrir.

Aussitôt, certains journalistes n'ont pas manqué de se poulécher en parlant de l'assagissement des gauchistes irréductibles de 68.

Ils se trompent lourdement.

Un groupe encore réduit, incapable de peser directement sur le cours des choses, soucieux avant tout d'éduquer ses militants et proches sympathisants, aurait pu prôner l'abstention. Nous sommes désormais en mesure de poser autrement la question. Nous pensons qu'un succès électoral, même limité, de l'Union de la Gauche sera perçu par les travailleurs comme une modification en leur faveur du rapport de forces entre les classes, comme un encouragement à la lutte ; nous pensons aussi qu'un tel succès pourrait précipiter la crise politique de la majorité.

Dans ces conditions, si nous sommes prêts à appeler à voter pour l'Union de la Gauche au second tour, c'est que nous nous sentons forts. Conscients qu'il ne s'agirait pas d'une solution réelle, mais d'une aggravation des tensions de classes actuelles, nous nous sentons prêts à en assumer toutes les conséquences par notre présence résolue dans la lutte. Nous nous sentons prêts à jouer un rôle moteur dans le sens d'un débordement du cadre légal auquel entend s'en tenir l'Union de la Gauche.

C'est cette position offensive qu'a adoptée notre congrès en votant la résolution politique par 191 voix contre 71 voix à la position qui défendait le vote en faveur du PCF au second tour, et 12 voix en faveur de l'abstention.

Maintenant, s'ouvrent à nous de nouvelles tâches.

Nous avons à intervenir de toutes nos forces dans les

luttes en cours pour développer et populariser les exemples de démocratie ouvrière, de comités de grève élus et révocables, qui constituent l'expérience d'auto-organisation la plus précieuse pour les travailleurs, à la veille de combats d'une toute autre envergure. Nous avons à montrer de façon concrète, à travers les comités de soutien par exemple, comment se noue une solidarité dans la lutte, autrement solide et cimentée que l'addition de bulletins de vote dans les urnes.

Nous avons à appuyer les expériences, même les plus embryonnaires, d'auto-défense ouvrière opposées aux interventions policières du pouvoir et de ses bandes parallèles ; et nous avons, contre les groupes fascistes et les syndicats jaunes, à prendre nous mêmes en charge l'organisation permanente de cette lutte.

Sur le front de l'organisation, nous devons consacrer davantage d'efforts à l'éducation. Les statistiques recensées à l'occasion du congrès manifestent l'ampleur des disparités dans nos rangs : différences de générations, d'histoire et d'expérience politique, d'origine organisationnelle. Toutes différences qu'il nous faut résorber si nous voulons une organisation trempée idéologiquement, seule garantie de la vie démocratique de l'organisation. C'est là la condition pour que les directions soient soumises au feu d'un réel débat interne, et ne sombrent pas dans le conservatisme et le paternalisme prudent par rapport à l'organisation elle-même.

Enfin, la somme et la qualité des saluts internationaux que nous avons reçu sont venus souligner l'ampleur de nos tâches internationalistes. Du soutien à la révolution indochinoise, au soutien de la lutte de libération dans les colonies portugaises. De la défense des travailleurs immigrés, victimes de la surexploitation capitaliste et du racisme, au développement de la solidarité ouvrière à l'échelle européenne. Notre IVème Congrès consacré aux débats préparatoires du Xème Congrès de la IVème Internationale, nous fournira l'occasion dans les mois qui viennent de nous armer pour ces tâches.

Le contenu des messages comme les discussions que nous avons pu avoir à cette occasion avec les délégués des différents continents, marquent très nettement les préoccupations et les problèmes communs d'une génération née de la même vague de montée révolutionnaire. Ils disent avoir à apprendre de notre expérience ; nous avons beaucoup à apprendre de la leur. C'est ensemble que nous trouverons les solutions, et que nous vaincrons.

qu'est-ce qu'un vote de classe ?

En ce qui concerne la tactique de la Ligue face aux élections de 1973, trois positions se sont affrontées au Congrès : la tendance « bolchevique-léniniste pour la prolétarisation » préconisait l'appel à l'abstention au premier et au second tour. Une minorité de l'ex-Comité Central proposait au second tour le désistement pour les seuls candidats du PC. La majorité défendait au second tour le vote pour les candidats de l'Union de la Gauche.

Chacune de ces positions renvoie à une appréciation différente de la conjoncture politique et de l'Union de la Gauche.

S'abstenir aux deux tours ?

Pour les camarades de la « tendance b-l-p » (tendance l), la période de l'après Mai 68 se caractérise par la distension des liens entre la classe ouvrière et ses organisations traditionnelles. Le blocage des luttes par le PCF développe chez les travailleurs la méfiance dans les solutions politiques préconisées par ce parti.

« Dans ces conditions », affirment ces camarades, « les élections de 1973 n'apparaissent pas comme pouvant grand chose aux yeux des travailleurs. Ce qui entraîne un relatif désintérêt pour l'accord PS-PC qui apparaît d'autant moins crédible que les travailleurs se souviennent comment la gauche explosa en mai 68 ». Par conséquent, cet accord et son score électoral sont incapables d'entraîner une quelconque dynamique. L'attentisme et le désarroi qu'il suscite dans la classe ouvrière se traduirait par une progression des abstentions. En prônant l'abstention aux deux tours, les marxistes révolutionnaires répondent donc au sentiment spontané de l'avant-garde ouvrière. Par ailleurs, la Ligue Communiste a mieux à faire aujourd'hui qu'à engager toutes ses forces sur le terrain électoral. Elle interviendra dans la bataille au moyen de l'activité régulière de ses cellules, sans rechercher la présentation systématique de candidats.

Pas n'importe quelles élections

De nombreux orateurs ont combattu cette position à la tribune du Congrès. Pour eux, les porte-paroles de la tendance commettent une lourde erreur d'analyse. Les élections de l'hiver 1973 ne sont pas, en effet, n'importe quelles élections. Il s'agit des premières élections législatives depuis la grève générale de mai-juin 68 et le départ du général de Gaulle.

Elles surviennent dans un contexte d'usure accentuée du régime, de crise de la coalition majoritaire, de montée de la combativité ouvrière, de mécontentement croissant des masses. Avec la signature du programme commun, apparaît en même temps une solution alternative crédible. Si une large avant-garde ouvrière, forte de dizaine de milliers de travailleurs est effectivement sceptique face à la stratégie d'Union de la Gauche. Si, à juste titre, elle doute que la victoire de l'Union de la Gauche ouvre la voie au socialisme, si, en conséquence, elle se montre particulièrement réceptive aux critiques que les marxistes révolutionnaires portent au programme commun ; il n'en demeure pas moins que le gros de la classe éduquée dans les illusions électoralistes adhère à cette perspective, et que l'avant-garde ouvrière elle-même, quelques soient ses réserves, voit dans la victoire de l'UG le seul moyen concret de chasser du pouvoir la mafia UDR et débloquent ainsi la situation.

Pour toutes ces raisons, s'il est vrai que l'Union de la Gauche ne déchaîne pas l'enthousiasme des travailleurs, il est absurde de prétendre qu'elle engendre leur « désintérêt relatif », et se trouve dénuée de toute crédibilité. Dire que les « élections de 73 » apparaissent comme « ne pouvant pas grand chose aux yeux des travailleurs », c'est commettre un contre-sens complet.

Un enjeu de première importance

Au contraire, en raison de la conjoncture politique dans laquelle elles s'insèrent, les élections de 73 constituent une bataille et un enjeu de première importance. L'évolution favorable du rapport de forces entre les classes, caractéristique de la période de l'après Mai 68, peut à cette occasion se traduire sur le plan électoral par une défaite sensible de la majorité et un succès de l'opposition de gauche. Cette modification des rapports de forces électoraux, dans un pays où la classe ouvrière est éduquée dans l'électoralisme, réagira à son tour sur l'évolution des rapports de forces entre les classes : un succès de l'Union de la Gauche sera interprété par les travailleurs comme une défaite de la bourgeoisie et un succès du mouvement

ouvrier. Il stimulera la combativité ouvrière, accentuant la contradiction qui oppose aujourd'hui les travailleurs combattifs aux appareils réformistes et favorisera par là même les possibilités de débordement. Une victoire (peu probable, mais non exclue) de l'UG, précipiterait à terme une crise politique majeure, susceptible de mener à une explosion généralisée des luttes et à une épreuve de forces entre le mouvement de masse et l'appareil d'Etat bourgeois.

C'est pourquoi par leur enjeu même, ces élections revêtent pour tous les partenaires une importance exceptionnelle. Elles vont donner lieu à des empoignades sévères. Elles polarisent totalement la vie politique française pendant les premières semaines de l'année. Au sein de la classe ouvrière, c'est ni plus, ni moins que le débat sur la société socialiste et la stratégie de conquête du pouvoir qui est posé. Les marxistes révolutionnaires doivent se donner tous les moyens pour être partie prenante, à part entière, de cette bataille. La présentation de candidats partout où la Ligue est implantée doit nous permettre de bénéficier de toutes les tribunes qu'offrent les institutions bourgeoises en période électorale (radio et presse régionale, etc...) afin de capter l'attention des travailleurs.

L'expérience a montré qu'il n'y a pas de campagne politique sérieuse possible, en période électorale, sans participation directe à la compétition. Ne pas présenter de candidats, c'est passer sous la table. Ainsi le veut la règle du jeu, dont nous ne sommes pas maîtres. Il est des élections ou un tel effacement relatif est possible et justifié (cf. municipales de 71). Mais eu égard à l'importance de la consultation prochaine, cette fois-ci, notre présence massive s'impose.

Voter PC seul ?

La résolution de la tendance l a été repoussée par 262 voix contre 12. Mais immédiatement un nouveau débat s'est développé au sein de cette majorité anti-abstentionniste, sur la tactique à adopter au second tour.

Approuvant la minorité de l'ex-Comité Central, certains camarades ont préconisé le refus de vote pour les candidats du PS et les radicaux de gauche au second tour, et donc le désistement pour le PC seul.

Ces camarades ont longuement dénoncé le projet politique du PS : dans la perspective d'une aggravation de la crise du régime, il s'agit de mettre sur pied une solution politique de rechange pour la grande bourgeoisie, intégrant la classe ouvrière par le biais de ses organisations les plus représentatives, et notamment le PCF et la CGT. Les institutions de la Vème République, le caractère semi-présidentiel du régime compensent et au-delà, l'infériorité du PS sur le plan de l'audience et des capacités d'organisation. Ce que prépare F. Mitterrand, ce sont les élections présidentielles de 1976, pour lesquelles les législatives de 73 ne constituent qu'un tremplin. Pour le premier secrétaire du Parti Socialiste, il s'agit en 1973 de s'imposer comme leader incontesté de la gauche unie. Ce qui implique non seulement de s'affirmer comme figure de proue, mais encore de créer au sein de l'UG un rapport de forces favorable avec le PCF, sans lequel, jamais la bourgeoisie n'acceptera d'agréer cette solution. Après quoi, dans la perspective des présidentielles, il sera toujours temps de s'ouvrir largement au centre-droit, pour consolider le rapport de forces et gagner définitivement la confiance des classes dominantes. A la tête du PS, Mitterrand s'efforce donc de grouper les voix de la classe ouvrière, au profit d'une solution de rechange bourgeoise-technocratique, de type Wilson-Brandt.

Les marxistes révolutionnaires ne doivent à aucun titre cautionner une telle opération. Leur consigne de vote doit permettre aux travailleurs de marquer leur défiance pour l'Union de la Gauche, solution de rechange bourgeoise à laquelle il convient d'opposer un authentique vote de classe. En appelant au désistement pour le PC seul, la Ligue Communiste exhorte les travailleurs à désavouer toute compromission avec les partis bourgeois. Par un tel vote, les électeurs communistes disent à leur direction : « Rompez avec les radicaux de gauche et le Parti Socialiste ! Rompez avec la bourgeoisie ! Appliquez votre programme ! Lutte pour le pouvoir sur une base de classe ! ». Au contraire, un désistement pour l'Union de la Gauche prise en bloc représente une caution donnée à l'opération Mitterrand, nous prive des moyens politiques de la dénoncer, nous contraint à appeler à voter pour des candidats bourgeois comme Deferre, Faure et bien d'autres. Bref, est opportuniste et reflète la pression que l'Union de la Gauche exerce sur l'organisation.

Une alternative réformatrice globale

Cette argumentation n'a pas convaincu le Congrès. De nombreux orateurs en ont souligné les glissements et les incohérences. En premier lieu, il n'est pas sérieux de caractériser l'Union de la Gauche par le seul projet Mitterrand. Ce projet est bien celui que les camarades minoritaires dénoncent.

Mais il n'est ni le seul, ni le projet dominant. L'Union de la Gauche est aujourd'hui l'enjeu de projets contradictoires (celui du PC, celui du PS) s'affrontant dans un rapport de forces incertain. Les espoirs de François Mitterrand sont une chose. Les réalités politiques et sociales de la France dans l'après Mai 68 en sont une autre. On ne peut analyser l'Union de la Gauche comme si le PS et Mitterrand y avaient d'ores et déjà assis leur hégémonie, alors qu'en signant le programme commun et en répudiant publiquement l'alliance centriste, ils sont en fait passés sous les fourches caudines du PC.

Par delà les considérations journalistiques, il faut analyser la réalité de classe que recouvre l'UG. Force est de constater que l'UG se différencie des expériences frontistes classiques (Front Populaire, Libération) en ce qu'elle ne représente pas une alliance de classes entre le prolétariat et une fraction dirigeante de la grande bourgeoisie, sous direction de cette dernière, mais une alternative réformatrice globale du mouvement ouvrier traditionnel. Il n'y a pas dans l'UG de partis réellement représentatifs du grand capital, comme le parti radical en 1936 ou le MRP en 1945. Les « radicaux de gauche » et le PS, groupements vestiges et marginaux, ne sont pas les partis de la grande bourgeoisie. Dans l'UG, c'est le PCF, parti ouvrier réformatrice, qui est aujourd'hui hégémonique. C'est lui qui a imposé ses conditions. C'est cette hégémonie du PC qui donne à l'ensemble de l'alliance sa nature de classe, et non la présence de tel ou tel politicien bourgeois (1).

La classe dominante dans son entier ne s'y trompe pas. Aucune de ses fractions ne soutient aujourd'hui l'UG. Au contraire, telle qu'elle existe en 1973, l'UG induit une polarisation de classes : d'un côté la classe ouvrière (représentée par ses organisations politiques et syndicales, CGT, FEN, CFDT, etc...), polarisant diverses couches petites bourgeoises. De l'autre côté, les diverses fractions de la classe dominante, polarisant également diverses couches de la moyenne et de la petite-bourgeoisie. C'est pourquoi la classe dominante craint et combat la dynamique de l'UG. Celle-ci ne constitue pas aujourd'hui une « solution de rechange bourgeoise » quand bien même la bourgeoisie peut se trouver contrainte de s'y rallier en cas de catastrophe, comme elle s'est résignée à la présence du PC au gouvernement en 1945. Dans ces conditions, il est clair que la critique de l'UG au nom du « Front Unique Ouvrier » — c'est-à-dire sur les mots d'ordre « camarades du PC appliquez votre programme ! Rompez avec la bourgeoisie ! Rompez avec le PS et les radicaux de gauche ! » n'a pas de sens : elle postule que le PC a trahi son programme prolétarien en capitulant devant le programme bourgeois du PS, alors qu'il s'agit de programmes de même nature et que la signature d'un tel programme commun constitue une rupture radicale avec la politique traditionnelle du Parti Socialiste.

La position de la majorité

Pour la majorité de l'ex-Comité Central, l'Union de la Gauche représente donc une solution réformatrice globale, prise en charge, bon gré mal gré, par l'ensemble du mouvement ouvrier organisé. Les travailleurs la perçoivent comme l'alternative ouvrière au pouvoir en place. Leur voterevêtera en conséquence, une signification de classe. Pour ces raisons, un succès électoral de l'UG, dans la conjoncture politique actuelle, constituerait un élément important d'aggravation de la crise politique du régime, en même temps qu'un puissant stimulant à la combativité populaire. Il est de l'intérêt des travailleurs (comme des marxistes-révolutionnaires) que la coalition majoritaire (assimilée par les masses au camp bourgeois) enregistre la plus grande défaite possible ; et que l'Union de la Gauche (assimilée par les masses au camp ouvrier) remporte le plus grand succès.

C'est pourquoi, si la Ligue Communiste doit mener au premier tour une intense campagne de dénonciation et d'explications politiques, soulignant en particulier l'impasse réformatrice de l'UG, forte de cette campagne de clarification elle doit appeler à voter nationalement (2) pour l'UG au second tour, parce que l'issue de ces élections aura un impact certain sur le rapport de forces entre les classes et qu'il ne nous est bien sûr pas indifférent que celui-ci évolue en faveur de la classe ouvrière ou de la bourgeoisie.

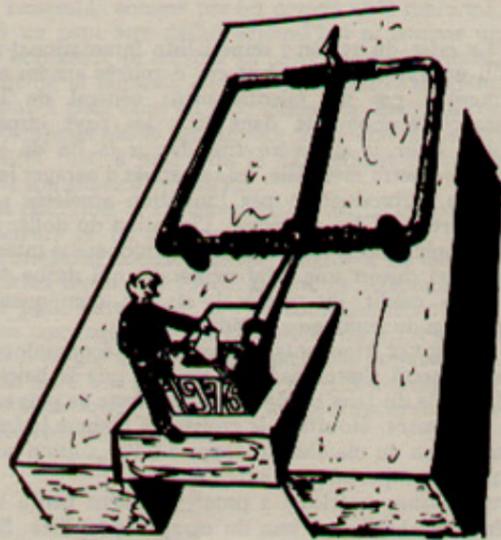
Cette position a été finalement votée par 191 voix contre 71 pour la minorité du CC et 12 pour les abstentionnistes.

H.W.

(1) N'en déplaise aux lambertistes, le ralliement des radicaux de gauche ne change rien à la nature de classe de l'UG, la caractéristique marginal de ces ralliés est attesté par le fait qu'ils n'ont même pas participé aux tractations sur le programme commun qu'il leur a fallu signer !

(2) Ce qui n'exclut pas certaines exceptions, sur proposition de ville et décision du Comité Central.

législatives accords ligue communiste lutte ouvrière au premier tour



Nous n'avons aucune position de principe vis-à-vis des élections : en juin 68 nous boycottons le scrutin qui devait permettre la « normalisation » après le mouvement de mai 68, en 69 nous boycottons le référendum qui devait contribuer au tour de passe-passe consistant à remplacer « légalement » De Gaulle par Pompidou sous l'œil approbateur du patronat, en 71 nous appelions à un vote de classe en faveur des candidats du PCF aux élections municipales, aux présidentielles nous nous emparâmes de la tribune de la télévision pour faire entendre la voix des révolutionnaires. Chaque fois nous déterminons concrètement, tactiquement, notre attitude. Ce qui guide notre choix ? La volonté de mettre en œuvre les meilleurs moyens pour élever la conscience des travailleurs en fonction de la situation concrète à laquelle ils sont confrontés massivement.

Nous avons fait à l'occasion des élections législatives de février 73 le choix de présenter des candidats révolutionnaires au premier tour. Parce que les règles du jeu des élections (découpage électoral, moyens d'expression télévisés, radiodiffusés, la presse, etc...) sont truqués d'avance, il nous faut réunir les meilleures conditions, sachant cela, pour nous faire entendre. Nous avons donc rencontré les autres organisations révolutionnaires pour élarger les difficultés qui pouvaient l'être : il était possible avec LO et l'OCI de réaliser un partage des circonscriptions et d'éviter ainsi une grande part de confusion. Nous avons tout fait pour cela : 7 mois de négociations qui pouvaient réussir sans le sectarisme et l'opportunisme de l'OCI. La déclaration commune de LO et de la LC que nous publions ci-dessous sanctionne ces négociations, ainsi que la liste des circonscriptions où nous présenterons — probablement — des candidats.

Le Comité Central élu par le IIIème Congrès devra lors de sa première session établir la liste nationale de nos candidats et de leurs suppléants : cette liste sera rendue publique au cours d'une conférence de presse la semaine prochaine.

Le 13 décembre 1972
Gérard FILOCHE

déclaration commune Ligue Communiste Lutte Ouvrière

Depuis Mai 1972, des négociations étaient en cours entre la Ligue Communiste, Lutte Ouvrière et l'Organisation Communiste Internationaliste, en vue d'un accord politique, comportant une répartition des circonscriptions entre les trois organisations. La Ligue Communiste, Lutte Ouvrière et l'Organisation Communiste Internationaliste étaient enfin parvenues à un projet de répartition accepté d'un commun accord, lorsque l'OCI a unilatéralement rompu ces négociations. Le représentant de l'OCI a en effet déclaré que son organisation se refusait à appeler à voter Ligue Communiste et Lutte Ouvrière au premier tour là où ces deux organisations seraient présentes et que l'OCI appellerait indifféremment à l'échelle nationale à soutenir les candidats du PCF, du PS... de Lutte Ouvrière ou de la Ligue Communiste. De plus, le représentant de l'OCI a ajouté que son organisation ne pouvait s'engager à préciser localement cette consigne. C'est-à-dire qu'il n'excluait pas le fait que les militants de l'OCI feraient campagne en faveur d'un vote pour les candidats du PS ou du PCF dans les circonscriptions où se présenteraient des candidats de la Ligue Communiste ou de Lutte Ouvrière.

D'un commun accord, la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière ont estimé que cette position, totalement dénuée de principes était rigoureusement inacceptable pour elles.

Puisque le représentant de l'OCI se refusait

à signer un texte commun avec la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière les représentants de ces organisations ont effectué une ultime tentative de conciliation, en demandant à l'OCI de publier, seule, un communiqué dont les termes lui seraient propres et qui appellerait à voter pour les candidats de la Ligue Communiste et de Lutte Ouvrière là où ils seraient présents. Le représentant de l'OCI a rejeté cette proposition, mettant ainsi un terme aux négociations engagées.

La présentation de candidats révolutionnaires lors des élections législatives de 1973, répond à la nécessité de permettre aux travailleurs d'affirmer contre les candidats réactionnaires et face aux candidats réformistes, leur volonté de lutte pour le socialisme. La position de l'OCI en mettant sur le même plan, révolutionnaires et réformistes retirait tout sens à cette intervention et transformait l'accord négocié en un vulgaire marchandage électoraliste. Elle impliquait de fait la neutralisation d'un certain nombre de candidatures révolutionnaires au profit des réformistes.

En prenant acte de cette rupture, la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière ont conclu entre elles deux, l'accord politique initialement prévu ainsi qu'une répartition des circonscriptions.

La Ligue Communiste et Lutte Ouvrière seront ainsi présentes dans plus de 300 circonscriptions et 80 départements.

Le 11 décembre 1972

Pour la Ligue Communiste
Charles Michaloux
Gérard Filoche

texte de l'accord LC-LO

« Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quels membres de la classe dirigeante foulera au pied, écrasera le peuple au Parlement, tel est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques ».

Ce qu'écrivit Lénine en 1917 n'a en rien vieilli quant au fond, et les élections législatives de 1973 qui se préparent en sont une excellente illustration.

D'un côté, les gaullistes au pouvoir depuis 14 ans, leurs alliés d'aujourd'hui, giscardiens et centristes, ainsi que les réformateurs qui se sont déjà déclarés prêts à se joindre demain à la majorité actuelle, se donnent ouvertement pour but, au delà de leurs querelles trompeuses, la défense des intérêts capitalistes.

De l'autre, les partis regroupés au sein de l'« Union de la Gauche », en prétendant vouloir « changer la vie », ne cherchent qu'à recueillir les suffrages des travailleurs pour accéder à leur tour au gouvernement, dans le cadre d'un Etat bourgeois et d'une société d'exploitation dont aucun des rouages, aucune des structures ne serait fondamentalement modifiés. Le contenu du programme commun qu'ils ont signé atteste de leur volonté de ne pas s'en prendre au capitalisme lui-même.

C'est pourquoi les révolutionnaires interviendront dans cette campagne pour affirmer que ce ne sont pas les élections, mais la lutte de classes qui mettra définitivement à bas le système capitaliste, pour défendre les perspectives de la révolution socialiste.

Les deux organisations, Ligue Communiste et Lutte Ouvrière, présenteront à elles-deux des candidats dans 300 circonscriptions. La Ligue Communiste et Lutte Ouvrière appellent les travailleurs à voter pour leurs candidats afin d'exprimer ainsi leur volonté d'en finir avec l'exploitation capitaliste, de ne pas se fourvoyer dans les impasses réformistes, stalinienne ou social-démocrate, et de s'engager ensemble sur la seule voie qui puisse mener à leur libération : celle de la révolution socialiste.

Camarades, la clôture des listes électorales est fixée au 31 novembre 72

Nos lecteurs, nos sympathisants ne sont pas souvent parmi ceux qui votent...

Nos militants sont plus à l'aise dans les luttes que sur le plan juridique des lois électorales.

Tout cela n'empêche pas qu'il va falloir préparer sérieusement la campagne révolutionnaire pour les législatives !

Mais pour être candidat, pour être suppléant, pour être électeur, il faut s'inscrire sur les listes électorales... celles-ci sont bientôt closes !

Sont électeurs ceux âgés de 21 ans accomplis. L'inscription peut avoir lieu lors de la première révision des listes qui suit leur vingt et unième année. La révision des listes électorales a lieu chaque année entre le 1er septembre et le 31 décembre. En dehors de cette période peuvent être inscrits ceux qui remplissent la condition d'âge après la clôture des délais d'inscription et jusqu'au dixième jour précédent celui du scrutin (idem pour les fonctionnaires qui prennent leur retraite et leur famille ainsi que pour les militaires renvoyés dans leurs foyers). Les inscriptions sont reçues dans les mairies et continueront à l'être jusqu'au 31 décembre 1972, tous les jours de la semaine, les samedis 16, 23 et 30 décembre, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

Les élections sont avancées (au 4 et 11 février). Il faut donc aller vite... Nous voulons sur le terrain des élections, contre la bourgeoisie, face aux réformistes, faire apparaître un pôle révolutionnaire... camarades ne négligez pas ces formalités. Ci-joint la liste des circonscriptions où Ligue Communiste et LO présenteront des candidats.

Camarades, dès maintenant préparons la campagne !

1

— La crise du système impérialiste international a connu un approfondissement ces dernières années et se marque par un ralentissement général de la croissance économique dans tous les pays impérialistes. Pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les tentatives d'enrayer les crises de surproduction par l'inflation accélérée se sont heurtées à des obstacles : l'inflation du dollar a fini par précipiter la ruine du système monétaire international et ouvert une crise monétaire qui risque de saper le crédit international et par conséquent l'expansion du commerce mondial.

Les principaux stimulants de l'expansion économique d'après guerre s'estompent ; il s'ensuit que la baisse tendancielle du taux de profit se manifeste de plus en plus nettement, étouffant la croissance comme le fait la restriction du marché par rapport à l'expansion colossale de la capacité productive.

L'impérialisme américain a progressivement perdu la supériorité absolue au sein du camp impérialiste. Sa part du marché mondial ne cesse de diminuer au profit de ses concurrents allemand, japonais et de la CEE. Au lieu d'atténuer la concurrence impérialiste, cette inflation, par les mesures protectionnistes qu'elle suscite de la part de l'impérialisme américain, ne peut que l'exacerber davantage.

2

— La fin de la longue période d'expansion a entraîné en Europe capitaliste l'aggravation des contradictions sociales qui, après mai 68, a pris la forme d'une crise sociale globale dans plusieurs pays (France, Italie, Espagne, Grande-Bretagne). Alors que des besoins nouveaux découlant de l'essor même des forces productives sont ressentis de manière particulièrement aiguë, la bourgeoisie européenne est de moins en moins capable de faire de nouvelles concessions aux masses laborieuses. Au contraire, elle se voit souvent contrainte de remettre en cause les conquêtes accordées lors de la phase précédente. La réapparition d'un chômage semi-massif (5 millions de chômeurs en Europe Occidentale) n'est que le reflet le plus spectaculaire de ce phénomène. Le grand capital cherche à restaurer le taux de profit au moyen d'une élévation du taux d'exploitation de la classe ouvrière. La classe ouvrière européenne a résisté à cette offensive en déclenchant les plus grandes grèves jamais vues depuis la grande régression des années 30. Mais cette remontée générale des luttes se situe dans un autre contexte. En effet, par suite de 15 années de déclin de l'armée de réserve industrielle, le prolétariat européen aborde cette phase avec des forces compactes, un degré d'organisation plus élevé, dans un contexte international marqué par la crise du camp stalinien et la défaite politico-militaire de l'impérialisme dominant en Indochine.

3

— Confronté à une situation économique difficile et à des contradictions sociales aiguës, le système politique bourgeois est entré à son tour en crise : crise des partis politiques, crise des formes de domination politique, (paralyse des gouvernements centre-gauche italiens, chute du bonapartisme gaulliste, décomposition du franquisme...).

Les bourgeoisies européennes sont ainsi placées devant un choix fondamental entre les tentatives « intégrationnistes » qui visent à démanteler la combativité ouvrière par des concessions qui renforcent les mécanismes de collaboration de classe mais qui sont chers économiquement, et un durcissement répressif comportant des attaques contre les libertés démocratiques, le droit de grève et la libre négociation des salaires.

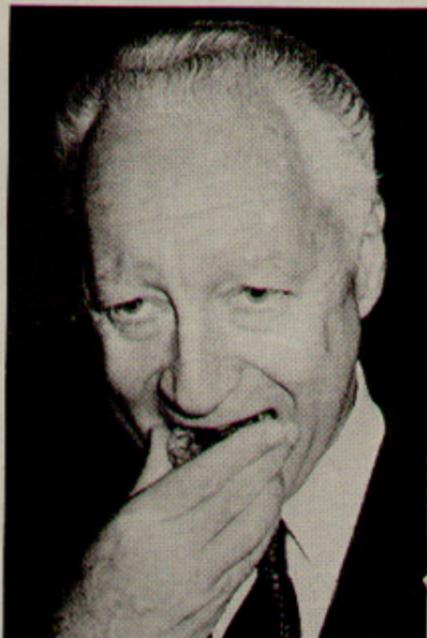
Ces deux variantes, utilisées aujourd'hui simultanément, accentuent le dépérissement de la démocratie parlementaire classique et déplacent le centre de gravité de l'Etat bourgeois vers un exécutif soustrait de plus en plus à tout contrôle, soulignant ainsi la tendance actuelle à l'instauration d'Etats forts, qui correspondent plus à la phase de capitalisme des monopoles qui marque notre époque.

La perspective politique la plus probable est celle d'une période prolongée d'instabilité qui verra se succéder des équipes alternatives bourgeoises et des tentatives réformistes menées par les organisations ouvrières traditionnelles.

4

— Une manifestation particulière de la crise de direction bourgeoise en Europe s'illustre parfaitement dans l'évolution cahotante de la politique d'unité européenne. L'extension de l'interpénétration européenne des capitaux, accentuée par l'élargissement de la CEE et l'exacerbation de la concur-

résolution polit



L'équipe Pompidou-Chaban n'est pas parvenue à stabiliser durablement le régime. Une nouvelle tentative de façade, la politique et les moyens restent les mêmes: l'échec est

Photo Pascal Lebrun

rence avec les capitalismes américain et japonais, milite en faveur d'un renforcement des superstructures pré-étatiques européennes. Mais chaque pas dans cette voie implique des sacrifices pour l'une ou l'autre des bourgeoisies « nationales », ce qui augmente, au fur et à mesure que l'on approche des échéances décisives, les hésitations, les contradictions sociales et les divisions politiques. L'unité européenne ne se fera pas dans le cadre du système capitaliste : sa réalisation amènerait probablement un ou plusieurs pays européens au bord d'une explosion sociale susceptible de se généraliser à l'ensemble de l'édifice et de le mettre à bas.

5

— En France, la crise de mai 68 révèle et précipite la faillite du régime bonapartiste gaulliste. Celui-ci, indispensable pour amener les différentes fractions de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie à accepter une politique plaçant la France au même niveau que ses concurrents européens, a accumulé des contradictions sociales qui finiront par exploser et le conduiront à sa perte.

Dans sa fraction la plus consciente, le grand capital envisage une révision réaliste de ses objectifs et une modification de ses formes de domination politique, notamment par une liquidation des formes bonapartistes de l'Etat fort.

Ainsi est né le « pompidolisme », dont la principale fonction est d'assurer la transition du régime bonapartiste né de la crise prolongée de la démocratie parlementaire, en un régime présidentiel.

La deuxième priorité de la politique pompidolienne, c'est de réaliser des objectifs de la bourgeoisie française plus en rapport avec sa réelle puissance économique. Cela revient à renoncer aux visions planétaires du gaullisme et à accepter de jouer le rôle d'un impérialisme secondaire tenant honorablement sa place, notamment en Europe. Ainsi s'explique le revirement pompidolien sur l'Europe.

6

— Après mai 68, la première tâche pour la bourgeoisie est de restaurer en sa faveur un rapport de forces qui s'est déplacé au profit de la classe ouvrière dont la combativité reste élevée depuis 4 années.

Le gouvernement Chaban-Delmas met au point une politique d'intégration du mouvement ouvrier. Elle s'appuie d'une part sur l'expansion exceptionnelle des années 68/70, consécutive à l'augmentation de la consommation intérieure, déclenchée par les avantages obtenus à Grenelle, et au développement des exportations, consécutif à la réévaluation du franc, et d'autre part sur la veulerie des organisations ouvrières qui ont peur de déclencher un nouveau mai en développant trop avant les actions revendicatives.

Malgré ces deux atouts, le bilan d'ensemble de la politique contractuelle reste médiocre. Elle est perpétuellement remise en cause par la combativité des travailleurs, entretenue en permanence par l'inflation et l'augmentation continue des prix que la bourgeoisie ne peut juguler sans casser les ressorts de l'expansion. Malgré tous ces efforts, la « nouvelle société » de Chaban, qui visait à obtenir l'adhésion volontaire des travailleurs aux fins et aux normes du système, n'a pas vu le jour. Le rapport de forces né en 68 n'a pu être résorbé.

Au contraire, la crise objective de la société porte la combativité des masses laborieuses à un niveau difficilement compatible avec le bon fonctionnement de la société capitaliste d'autant que des couches traditionnellement liées au pouvoir gaulliste sont entrées en lutte ouverte contre la politique de rationalisation dont le pouvoir pompidolien se veut l'agent actif. Conscients que cette politique les mène à leur liquidation progressive, les petits exploitants agricoles, les petits commerçants, etc... - les couches petites-bourgeoises archaïques - amorcent un mouvement qui les éloigne du pouvoir qui perd l'emprise qu'il avait sur elles.

Enfin, dans le cadre de la crise sociale et politique actuelle, le pouvoir tente d'assigner aux divers corps constituant l'appareil d'Etat des fonctions répressives et idéologiques de plus en plus ouvertement au service de sa politique. Ainsi sont nés les divers « malaises » de la police, de l'administration, de la magistrature, des mass média qui alimentent les scandales et sapent l'autorité du régime.

L'usure de celui-ci provient de la conjonction de plusieurs facteurs qui, tous, portent atteinte à l'autorité et la légalité de l'Etat bourgeois : nouvelles formes de lutte ouvrières, agitation de la petite-bourgeoisie, sécession de la jeunesse, crise des corps constitués, divulgation des scandales.

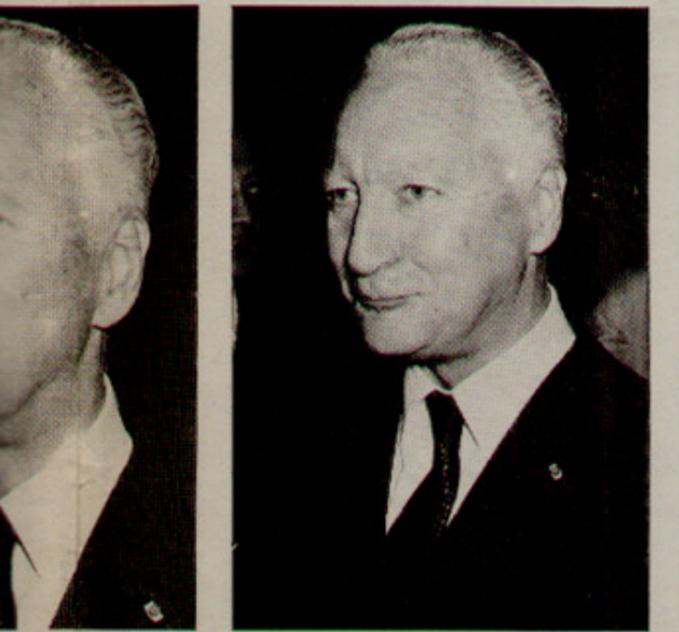
En définitive, l'équipe Pompidou-Chaban n'est pas parvenue à stabiliser durablement le régime. Une nouvelle tentative pré-électorale a vu le jour avec la constitution de l'équipe Messmer. Mais, derrière le



Photo Apis

Ravalier la façade pour les élections...

Politique



Régime. Une nouvelle tentative
échec est prévisible.

changement de façade, la politique et les moyens restent les mêmes : l'échec est tout aussi prévisible. C'est la raison pour laquelle, en l'absence de perspective révolutionnaire immédiatement crédible, on assiste à la mise en place de diverses solutions de rechange à plus long terme, tant du côté de la bourgeoisie que dans le camp du mouvement ouvrier traditionnel.

7

— Les formations alliées de l'UDR et les « réformateurs » (Lecanuët et JJ SS) n'ont pas d'objectif stratégique, tant sur le plan économique que sur le plan européen, qui soit différent de celui que poursuit l'équipe au pouvoir.

Mais elles mettent sérieusement en doute les capacités de l'UDR à le réaliser. L'UDR n'est qu'un appareil bureaucratique mal contrôlé par le grand capital, qui s'est façonné dans le sillage du bonaparte.

« Société du 10 décembre », ramassis hétéroclite de parvenus et d'incapables, de politiciens illuminés et d'hommes de main obtus, cette formation est incapable de se reconverter sans crise et de plonger des racines solides dans les couches bourgeoises et petites-bourgeoises qui constituent la base sociale du régime.

Le régime présidentiel qui se profile à l'horizon doit, pour voir le jour et se stabiliser, s'appuyer sur un grand parti conservateur moderne. L'objectif des frères ennemis centristes-giscardiens et « réformateurs » est de réaliser cette opération sans provoquer une cassure trop brutale de l'UDR qui ouvrirait une brèche dans l'édifice instable de l'après-gaullisme et permettrait au mouvement ouvrier de s'y engouffrer.

Ils ont choisi non de briser l'UDR, mais de le réduire progressivement et donc de déplacer le centre de gravité de la majorité actuelle par un renforcement de l'aile giscardienne, puis par le ralliement des centristes « d'opposition » que préparent de concert JJ SS et Lecanuët.

La voie est étroite, car tout discrédit de l'UDR porte atteinte au régime même qui a fait ses beaux jours et peut profiter à l'Union de la Gauche qui se présente comme une alternative globale au pouvoir en place.

Ainsi se dessine une polarisation croissante de la vie politique bourgeoise entre une majorité renouée et rééquilibrée et une Union de la Gauche dominée par le PCF. L'affrontement décisif se prépare pour 76.

Ainsi prendra fin la phase de transition post-bonapartiste. Si jusqu'à présent le pompidolisme a réussi à traverser le gué sans trop de heurts rien ne dit qu'il arrivera à bon port.

Si la restructuration des partis bourgeois peut s'opérer en douceur, la partie n'est pas jouée : on ne peut préjuger des réactions d'auto-défense des baroudeurs forcenés de l'UDR qui se verront imposer un reclassement forcé. Par ailleurs, l'Union de la Gauche

est elle-même porteuse de contradictions contraignantes et d'une dynamique qui peut échapper au contrôle des appareils bureaucratiques qui l'ont conçue.

8

— L'accord conclu entre le PCF et le PS constitue la réponse de deux partis réformistes à la volonté de changement politique apparue depuis mai 68 dans la classe ouvrière, dans le cadre d'un Etat fort qui a considérablement réduit les marges de manœuvre parlementaires.

Le programme commun n'est en rien un programme de transition anti-capitaliste auquel il ne manquerait que la volonté et les moyens d'aboutir. Il s'inscrit explicitement dans le cadre de l'Etat bourgeois et même de la Ve République, qu'il prétend réformer de l'intérieur sans faire appel à une mobilisation et une structuration autonome de la classe ouvrière. Dans une période de lutte de classes intense ou la bourgeoisie se trouverait acculée, ce programme pourrait être la dernière carte à laquelle se résignerait une fraction de la bourgeoisie pour empêcher le succès d'un processus révolutionnaire. Mais à l'heure actuelle, l'accord PC PS ne peut être présenté comme une machination consciente de la bourgeoisie ou de l'une de ses fractions significatives. La situation, même difficile, ne justifie pas le risque qu'il y aurait pour elle à accepter une solution gouvernementale avec participation du PCF. Certaines fractions de la bourgeoisie ne seront disposées à envisager une solution bonapartiste incarnée par Mitterrand que lorsqu'il aura prouvé sa capacité à utiliser à son profit, comme en 1965, la force d'un PCF réduit à un rôle d'otage. L'accord PC-PS change dans un premier temps le rapport de forces et retire temporairement à Mitterrand les soutiens de droite défiants qu'il escompte regagner dans la perspective des présidentielles de 1976.

9

— L'accord PC-PS constitue le point de rencontre de deux programmes réformistes portés par des partis qui ont des projets distincts. La direction du PCF était contrainte d'apporter, de concrétiser une solution politique face aux exigences d'un mouvement ouvrier combatif. La grève générale de 1968, l'invasion de la Tchécoslovaquie, la croissance des organisations révolutionnaires, nécessitaient une telle initiative. La limitation par l'Etat fort du jeu parlementaire, la perte d'audience dans la classe ouvrière, ont contraint les dirigeants de la vieille SFIO à comprendre que la bourgeoisie n'aurait jamais plus intérêt à leur confier le pouvoir. Sans perspective gouvernementale crédible, le PS partait à la dérive. La débâcle électorale de Deferre en 69 ne laissait que deux possibilités de survie : ou bien une alliance avec le centre permettant de constituer une solution de rechange à l'UDR. Mais la polarisation politique actuelle rendait l'opération trop aléatoire. Le centre apparaissant, de la candidature Poher à la croisade de JJ SS, comme un pôle trop fragile pour la bourgeoisie inquiète de l'effritement de l'UDR.

Ou bien une alliance avec le PCF, avec l'espoir de reconquérir dans certaines couches hautement qualifiées du prolétariat et dans les couches moyennes une base sociale plus large. L'abandon de FO au profit de la CFDT est un élément de ce projet. Pour tenter cette opération de renflouement, la SFIO accepte quasi unanimement l'opération de Mitterrand et sa droite majoritaire laisse à la gauche la charge de l'élaboration programmatique pour le programme du parti comme pour le programme commun.

La signature du programme commun lui permet donc de redorer son blason, de se renforcer vis à vis du PC et de préparer les présidentielles de 76 où Mitterrand bénéficierait dans la classe ouvrière de la caution liée aux campagnes de 65 et 73. Il pourrait alors utiliser la constitution gaulliste de 58, qui confère au président un poste d'arbitrage lui garantissant une indépendance relative envers ses alliés, et empocher ainsi au second tour les voix centristes.

Si l'accord PC PS n'est pas dans l'immédiat une solution acceptable pour la bourgeoisie, en raison de la dynamique sociale qui peut s'y engouffrer, il prépare dans l'optique des dirigeants PS, au prix de risques certains, l'opération bonapartiste de Mitterrand qui peut devenir une solution pour 76.

10

— Les contradictions d'un tel jeu sont multiples. Un échec des listes PS en 73 renforcerait la droite de ce parti, qui pourrait alors ouvrir la bataille pour la rupture avec le PC au profit d'une alliance avec les

centristes. Le PS risquerait alors de connaître une nouvelle scission. Parti composite par les courants qu'il rassemble comme par les projets qu'il renferme, le PS ne peut être défini aujourd'hui ni comme un parti bourgeois, ni comme un parti ouvrier bourgeois du fait de la faiblesse de son implantation ouvrière. L'essentiel pour nous est la fonction que, incapable de se recomposer sur le seul terrain parlementaire réduit de l'Etat fort, il joue dans le mouvement ouvrier à travers son alliance avec le PC.

Par sa politique, le PC cherche à accréditer auprès des travailleurs le PS comme force indispensable de la transformation sociale, indépendamment de son implantation réelle. Dès 1965, les travailleurs votaient en masse pour Mitterrand. Si l'on considère donc le caractère contradictoire et transitoire du PS, l'accord PC PS n'est pas un accord de type Front Populaire qui mettrait le PC à la remorque d'un parti bourgeois. Pour la première fois, il est même obligé d'entrouvrir une perspective socialiste.

11

— En effet, dans le contexte actuel, si une victoire électorale de la Gauche demeure improbable, un succès relatif pourrait suffire à accélérer le déclenchement d'une crise politique en encourageant la mobilisation ouvrière et en aggravant les divisions de la bourgeoisie. De ce point de vue, la campagne anti-communiste que mène la bourgeoisie manifeste moins une crainte devant les projets du PCF qu'une crainte réelle de la dynamique sociale qui peut s'engouffrer derrière celle de l'accord PC-PS.

La solution politique avancée par l'accord PC-PS nécessite des mobilisations contrôlées et canalisées par la bureaucratie qui doit en même temps bloquer les luttes qui risqueraient de déborder le cadre fixé. Cette contradiction est d'autant plus vive aujourd'hui que la bureaucratie ouvrière n'a plus à redouter seulement les débordements spontanés, mais aussi le rôle conscient et actif que joue dans les luttes l'extrême-gauche, organisée ou non, et nous en particulier.

Face à cette contradiction, le plus probable, c'est de voir la bureaucratie stalinienne rythmer la période pré-électorale de mobilisations nationales et de journées d'action dont la double fonction est de préparer les élections et de canaliser et dévoyer l'énergie qui peut s'accumuler dans la classe ouvrière en utilisant particulièrement la CGT qu'elle contrôle comme un agent électoral auprès des masses. La bureaucratie s'efforcera de faire de ces mobilisations centrales, hors des lieux de travail, des mobilisations d'opinion pré-électorales toutes différentes de réelles mobilisations de classe.

Néanmoins, dans la mesure où de telles mobilisations exprimeraient aussi les espérances de milliers de travailleurs soumis à une intense éducation électoraliste et parlementariste, leur combinaison avec le déclenchement de luttes dures, même localisées, doit fournir un terrain très favorable à l'intervention et à l'implantation des révolutionnaires dans la classe ouvrière ; et ce même si la bataille d'explication et de dénonciation des illusions électorales s'annonce difficile du fait que la signature de l'accord PC-PS rendra une certaine crédibilité au projet du PC.

La CFDT ne ménagera pas ses critiques au Programme Commun pour consacrer aussi bien son autonomie à l'égard de la CGT que son rôle politique propre. Elle s'efforcera de gagner ainsi un certain prestige sur la base des critiques verbales de l'Union de la Gauche. Mais, incapable organisationnellement et politiquement d'avancer la moindre solution de rechange, elle sera réduite à des batailles tactiques visant son renforcement dans les luttes d'une part et un ralliement de fait à l'Union de la Gauche.



Photo Kagan

Mitterrand: redorer le blason du PS par l'Union de la gauche pour affronter les présidentielles de 1976...

dossier

3ème congrès

Dans les mois qui viennent, la campagne pré-électorale ouvrira une période de débats politiques qui ne seront pas exclusivement dominés par l'accord PC-PS. Les deux alliés devront s'efforcer de capter le maximum de suffrages pour le premier tour, le PC insistant sur le rôle de la classe ouvrière et le PS se donnant par une série d'escarmouches politiques peu coûteuses le rôle de garant démocratique de l'accord (d'où les interventions de Mitterrand sur la Tchécoslovaquie, les Juifs d'URSS).

12

— Le Congrès approuve la décision du CC de présenter des candidats aux législatives. Face aux illusions réformistes du Programme Commun, il importe d'opposer les perspectives marxistes-révolutionnaires.

13

— Au second tour notre consigne de vote doit concrétiser notre analyse de l'accord PC-PS comme une alternative réformiste globale à l'Etat Fort et non comme un nouveau Front Populaire. Au deuxième tour, nous appellerons à voter nationalement, sauf exception sur proposition des villes et décision du Comité Central, pour l'Union de la Gauche. Nous ne présentons pas pour autant un éventuel gouvernement PS-PC comme un gouvernement des travailleurs, nous expliquons seulement aux masses qui croient encore en cette voie électorale que notre défection ne pourra être utilisée par les traîtres réformistes pour expliquer leur échec de demain.

Il est peu probable que d'ici les élections apparaîtront nettement les effets de l'Union de la Gauche dans le mouvement ouvrier. Et quand bien même des indices apparaîtraient, ce n'est pas seulement à partir d'eux que nous pourrions définir une politique. En effet, l'influence de l'Union de la Gauche sur les luttes peut se traduire davantage après un succès relatif ou a fortiori une victoire électorale que dans la campagne pré-électorale. Nous devons nous rappeler que l'érosion de la majorité gaulliste aux législatives de 67 n'a pas été indifférente à la préparation de 68. C'est ce que nous devons évaluer. Ce n'est que dans le cas où la campagne électorale se solderait de la part du PC et du PS par un passage spectaculaire des luttes que l'attitude à l'égard du second tour se poserait en termes nouveaux. Mais dans ce cas, comme en Juin 68, la réponse la plus claire à une opération électorale directement opposée aux luttes serait une abstention motivée et non un vote PC. C'est là le cadre de notre démarche pour le second tour.

Il est entendu que, s'agissant de tactique électorale et non de questions de principe, la réponse définitive ne peut survenir qu'à l'issue du premier tour qui donne la dernière indication sur l'attitude des masses par rapport à la bataille électorale.

14

XIV.— Dans cette situation, il conviendra de ne pas s'engager dans une discussion du Programme Commun réforme par réforme pour trancher séparément de leur caractère anti-capitaliste ou pas. Il faut partir d'une caractérisation globale du Programme et du projet qui le sous-tend, discuter les réformes particulières surtout du point de vue du problème du pouvoir auquel elles n'apportent pas de réponse et dénoncer le caractère fallacieux de la perspective socialiste qu'il évoque.

15

XV.— Cette polémique doit donner un souffle nouveau à notre propagande pour un gouvernement des travailleurs tel qu'il est défini dans notre Manifeste. Cependant, nous devons être conscients que, face aux illusions que peut alimenter l'accord PC-PS, cette propagande, qui ne se concrétise pas par une formule de gouvernement alternative, restera assez abstraite. La meilleure façon de lui donner un répondant pratique sera d'intensifier, à partir d'exemples précis, notre agitation sur les thèmes des comités de grève, des comités de soutien et de l'auto-défense ouvrière, ainsi que notre propagande pour un authentique pouvoir prolétarien, qui, en aucun cas, ne peut être parlementaire, c'est à dire exister sans structures pyramidales d'organismes de pouvoir qui l'appuient et le contrôlent.

16

— Dans les conditions présentes, les élections de 1973 vont sans doute accentuer la crise politique en amplifiant le déséquilibre dans lequel se trouve la

bourgeoisie. Une forte poussée de l'Union de la Gauche, faisant perdre la majorité absolue à l'UDR, affaiblira l'Etat fort et amènera l'UDR à composer avec les autres forces de la bourgeoisie dans une optique de répression accentuée contre le mouvement ouvrier.

En cas de victoire de l'Union de la Gauche, on peut s'attendre au développement de luttes ouvrières et à une crise des institutions politiques mises en place par le gaullisme. Dans une telle situation, marquée par menace d'un coup de force de la bourgeoisie, la Ligue Communiste mettra toutes ses forces pour déborder le cadre imposé par l'Union de la Gauche en poussant au maximum les luttes sur deux thèmes centraux, celui de l'auto-organisation de la classe allant dans une perspective de double pouvoir (occupation, comités de grève, contrôle ouvrier sur l'entreprise) et celui de l'armement du prolétariat, capable de protéger les premières conquêtes contre la réaction et d'en imposer de nouvelles. Dans cette perspective seront mis en avant des mots d'ordre de mise sur pied des milices d'auto-défense ouvrière.

Annexe : sur le vote au premier tour

Le premier tour sera conçu comme une bataille anti-électorale et de clarification programmatique. Dans l'état actuel de l'extrême-gauche et de développement de la Ligue, l'affirmation d'un courant révolutionnaire, en opposition avec le Programme d'Union de la Gauche, ne peut se réaliser sous la forme d'un front politique commun des diverses composantes de l'extrême-gauche. Un tel front, s'il était praticable, serait confusionniste et contradictoire avec notre tactique de clarification de l'extrême-gauche.

Elle ne peut se réaliser davantage à travers un accord politique entre Lutte Ouvrière, l'OCI et la Ligue, incluant un vote mutuel au premier tour. Une telle « solution » combine tous les inconvénients, elle crée la confusion en accréditant l'idée journalistique de la « famille trotskyste ». De plus, un tel vote « trotskyste » ne permet pas de polariser l'ensemble des voix d'extrême-gauche pour faire apparaître sur le terrain électorale un courant en rupture avec l'Union de la Gauche.

Au premier tour, l'apparition d'une force en rupture avec l'Union de la Gauche — même au niveau limité du terrain électorale — ne nous est pas indifférente (cf. notre analyse du vote PSU LO aux municipales). Là où la Ligue Communiste n'est pas présente, nous appellerons prioritairement à voter LO. Partout ailleurs, nous appellerons à voter au premier tour pour les candidats d'extrême-gauche, c'est à dire les candidats qui refusent les voies électorales et pacifiques de passage au socialisme.

La bataille politique que nous menons sur notre programme, notre refus d'un front des révolutionnaires

flou sont la garantie que cet appel à voter extrême-gauche au premier tour ne développera pas des illusions unitaristes.

Cet appel au vote d'extrême-gauche signifie que nous pourrions appeler à voter pour des candidats AJS, certains candidats PSU ou « indépendants » (sous contrôle du Comité Central).





La Ligue Communiste et Lutte Ouvrière le 15 et 16 mai 71 pour le centenaire de la Commune.

Répartition des candidatures

1 - AIN 1ère Bourg en BresseLC 3ème Ambérieu-TrévouxLO	26 - DROME 1ère ValenceLO	27 - EURE 1ère EvreuxLC 3ème LouviersLC 4ème VernonLC	28 - EURE ET LOIR 1ère ChartresLO 2ème DreuxLC	29 - FINISTERE 1ère QuimperLO 2ème BrestLC	30 - GARD 1ère NîmesLC 2ème UzèsLC 3ème AlèsLC 4ème AlèsLO	31 - HAUTE GARONNE 1ère ToulouseLC 2ème ToulouseLC 3ème ToulouseLO 4ème ToulouseLO 5ème MuretLO 6ème St GaudensLO	32 - GERS 2ème CondomLC	33 - GIRONDE 1ère BordeauxLC 2ème BordeauxLO 3ème BordeauxLC 4ème BordeauxLO 6ème MérignacLO 7ème ArcachonLO 9ème LibourneLO	34 - HERAULT 1ère MontpellierLC 2ème MontpellierLC 3ème SèteLC 4ème BéziersLO 5ème BéziersLO	35 - ILLE ET VILAINE 1ère RennesLO 2ème RennesLC 4ème RedonLO 5ème FougèresLO	36 - INDRE 1ère ChâteaurouxLO 2ème IssoudunLO	37 - INDRE ET LOIRE 1ère ToursLO 2ème ToursLC 3ème ToursLC 4ème ToursLC	38 - ISERE 1ère GrenobleLO 2ème GrenobleLC 3ème Villars de LansLO 5ème VienneLO 6ème VienneLO	39 - JURA 2ème DoleLO	40 - LANDES 1ère Mont de MarsanLC 2ème DaxLO	41 - LOIR ET CHER 1ère BloisLC 2ème RomorantinLO	42 - LOIRE 1ère Saint-EtienneLO 2ème Saint-EtienneLC 3ème Saint-ChamondLO 4ème FirminyLO 5ème RoanneLO	44 - LOIRE ATLANTIQUE 1ère NantesLC 2ème NantesLC 3ème NantesLO 6ème Saint-NazaireLO	45 - LOIRET 1ère OrléansLO 2ème OrléansLC 4ème MontargisLC	46 - LOT 1ère CahorsLO	47 - LOT ET GARONNE 1ère AgenLC 3ème FumelLO	49 - MAINE ET LOIRE 1ère AngersLC 2ème AngersLO 5ème CholetLO 6ème AngersLO	50 - MANCHE 5ème CherbourgLC	51 - MARNE 1ère ReimsLC 2ème ReimsLO 3ème Châlons sur MarneLO	52 - HAUTE MARNE 2ème St DizierLO	54 - MEURTHE ET MOSELLE 1ère NancyLO 2ème NancyLC 3ème NancyLC 4ème LunévilleLO 7ème LongwyLO	56 - MORBIHAN 1ère VannesLC 5ème LorientLO	57 - MOSELLE 1ère MetzLC 2ème MetzLO 3ème HayangeLC 4ème ThionvilleLO 6ème ForbachLC	58 - NIEVRE 1ère NeversLO 3ème Château-ChinonLO	59 - NORD 1ère LilleLO 2ème LilleLC 3ème LilleLO 4ème LilleLO 5ème La Bassée HaubourdinLO 7ème RoubaixLO 8ème RoubaixLO 9ème TourcoingLC 10ème TourcoingLC 11ème DunkerqueLC 14ème DouaiLO 15ème DouaiLO 16ème CambraiLO 18ème ValenciennesLO 19ème ValenciennesLO 20ème ValenciennesLO 22ème MaubeugeLO	60 - OISE 1ère BeauvaisLC 3ème ClermontLC 4ème SenlisLC 5ème MéruLC	62 - PAS DE CALAIS 1ère ArrasLO 5ème BoulogneLO 6ème BoulogneLO 7ème CalaisLO 13ème LensLO 14ème Hénin-LiétardLC	63 - PUY DE DOME 1ère Clermont-FerrandLC 2ème Clermont-FerrandLO 3ème IssoireLO 4ème ThiersLO 5ème RiomLO	64 - PYRENEES ATLANTIQUES 1ère PauLC 2ème OloronLC 4ème BayonneLO	65 - HAUTES PYRENEES 1ère TarbesLC	2ème TarbesLC	66 - PYRENEES ORIENTALES 1ère PerpignanLC 2ème PerpignanLO	67 - BAS RHIN 1ère StrasbourgLO 2ème StrasbourgLC	68 - HAUT RHIN 4ème MulhouseLO	69 - RHONE 1ère LyonLO 2ème Lyon-VaiseLC 3ème LyonLC 4ème LyonLC 5ème LyonLO 6ème VilleurbanneLO 7ème CaluireLO 9ème TarareLC 10ème VillefrancheLO 11ème VénissieuxLO 12ème TassinLO 13ème BronLO	70 - HAUTE SAONE 2ème LureLO	71 - SAONE ET LOIRE 1ère MâconLC 3ème Le CreusotLO 4ème Châlons sur SaôneLO 5ème Châlons sur SaôneLO	72 - SARTHE 1ère Le MansLC 2ème Le MansLO 4ème Le MansLC	73 - SAVOIE 1ère ChambéryLO	74 - HAUTE SAVOIE 1ère AnnecyLO	76 - SEINE MARITIME 1ère RouenLC 2ème ElbeufLO suppléant LC 3ème RouenLC 4ème Mont-Saint-AignanLO 5ème BolbecLC 6ème Le HavreLC 7ème Le HavreLC 9ème DieppeLC	77 - SEINE ET MARNE 1ère MelunLC 2ème LagnyLC 3ème MeauxLO 4ème MontereauLO	79 - DEUX SEVRES 1ère NiortLO	80 - SOMME 1ère AmiensLC	81 - TARN 1ère AlbiLC	82 - TARN ET GARONNE 1ère MontaubanLC 2ème CastelsarrasinLO	83 - VAR 3ème ToulonLC 4ème ToulonLO	84 - VAUCLUSE 1ère AvignonLO	86 - VIENNE 1ère PoitiersLC 2ème ChâtellerautLC	87 - HAUTE VIENNE 1ère LimogesLO 3ème LimogesLO	88 - VOSGES 1ère EpinalLC 2ème St DiéLO	89 - YONNE 1ère AuxerreLC	2ème TonerreLC 3ème SensLC	90 - TERRITOIRE DE BELFORT 1ère BelfortLO 2ème DelleLO	91 - ESSONNE 1ère Corbeil NordLO 2ème EtampesLO 3ème MassyLC 4ème OrsayLC	92 - HAUTES DE SEINE 1ère GennevilliersLC 2ème AsnièresLO 3ème ColombesLO 4ème ClichyLC 5ème CourbevoieLO 6ème PuteauxLO 7ème NanterreLC 8ème St CloudLC 9ème MeudonLO 10ème Boulogne BillancourtLO 11ème Issy les MoulineauxLO 12ème Chatenay MalabryLO 13ème MontrougeLC	93 - SEINE SAINT DENIS 1ère St OuenLC 2ème St DenisLC 3ème AubervilliersLO 4ème Le BourgetLO 5ème RomainvilleLO 6ème PantinLO 7ème MontreuilLC 8ème Aulnay s/BoisLO 9ème GagnyLC	94 - VAL DE MARNE 1ère CachanLC 2ème OrlyLO 3ème Ivry sur SeineLC 4ème Maisons AlfortLO 5ème CréteilLC 6ème ChampignyLC 7ème VincennesLO 8ème Villeneuve St GeorgesLC	95 - VAL D'OISE 1ère PontoiseLO 2ème Cormeilles en ParisisLO 3ème ArgenteuilLO 4ème MontmorencyLC 5ème Sarcelles-CentreLC	78 - YVELINES 1ère HouillesLC 2ème St Germain en LayeLC 3ème MeulanLO 4ème La Celle St CloudLO 5ème Versailles-NordLO 6ème Versailles-SudLO 7ème Mantes la JolieLO 8ème TrappesLC	75 - PARIS 1ère 1er4èmeLC 2ème 2ème-3èmeLC 3ème 5èmeLC 4ème 6èmeLO 5ème 7èmeLO 6ème 8èmeLO 7ème 9èmeLO 8ème 10èmeLO 9ème 11èmeLO 10ème 11èmeLO 11ème 12èmeLC 12ème 12èmeLC 13ème 13èmeLC 14ème 13èmeLO 15ème 14èmeLC 16ème 14èmeLO 17ème 15èmeLC 18ème 15èmeLC 19ème 15èmeLO 20ème 16èmeLC 21ème 16èmeLC 22ème 17èmeLO 23ème 17èmeLO 24ème 17èmeLO 25ème 18èmeLC 26ème 18èmeLO 27ème 18èmeLC 28ème 19èmeLC 29ème 19èmeLC 30ème 20èmeLO 31ème 20èmeLC
--	------------------------------------	--	--	--	--	---	----------------------------------	---	---	---	---	---	--	--------------------------------	--	--	---	--	---	---------------------------------	--	---	---------------------------------------	--	--	--	--	---	---	---	---	--	--	--	---	---------------------	--	---	---	---	---------------------------------------	--	---	--------------------------------------	--	--	---	--	-----------------------------------	--------------------------------	---	--	---------------------------------------	---	---	---	------------------------------------	---	--	---	---	---	---	--	---	---

**dîtes-nous
ce qui se passe
dans
votre maison de verre ?**

La Ligue organise aujourd'hui 5000 personnes, chiffre, officiellement, la police. Ce n'est pas faux.

Il y a 32 % de stagiaires et 68 % de titulaires.

Il y a 35 % de salariés et 65 % d'enseignants, d'étudiants, de lycéens.

Il y a un millier de lycéens dans les CR et aussi un millier d'étudiants.

4 % des militants proviennent du PCI, 8 % de la JCR, 12,5 % ont adhéré en mai 68, 11,5 % entre mai 68 et le 1er Congrès, 31,5 % entre le 1er et le 2ème et 32,5 % entre le 2ème et 3ème Congrès. 52 % des membres de la LC ont entre 20 et 24 ans, 17 % ont entre 15 et 19 ans, 24 % entre 25 et 30 ans, 4,5 % entre 31 et 34 ans, 2,5 % de plus de 35 ans.

Il y a 30 % de femmes et 70 % d'hommes.

Il y a 50 militants en provenance de la JEC et de la JOC, 150 en provenance du PCF, 80 de la JC, 50 de l'UEC. 150 en provenance du PSU, 30 en provenance des maoïstes, 50 en provenance de Lutte Ouvrière, 25 de l'AJS-OCI, 30 des anars, 25 du Secours Rouge, 2 du Parti Socialiste, 57 d'organisations spontanéistes diverses.

Soit environ 600 à 700 militants qui sont passés par d'autres organisations de gauche ou d'extrême-gauche avant de rejoindre la Ligue.

Il y a trois fois plus de militants de la LC syndiqués à la CGT qu'à la CFDT. Au total, il y a 25 % de syndiqués à la CGT et à la CFDT, auxquels il faut ajouter 500 salariés organisés aux « Groupes Taube Rouge » et syndiqués pour la plupart.

Nous intervenons à l'intérieur de 270 entreprises où nous avons des militants ou des cellules. Nous faisons une propagande régulière sur 180 autres entreprises.

« Rouge » se vend en moyenne entre 10 000 et 15 000 exemplaires. Il y a plus de 50 permanents salariés de l'organisation à Paris et en province. Les ressources principales sont les cotisations des militants qui sont très élevées (assez pour qu'elles gênent le niveau de vie des militants, elles sont discutées en cellule et fixées proportionnellement aux ressources du camarade). Le total des cotisations ainsi perçues sur les militants dépasse 100 millions d'anciens francs par an. Cette somme est insuffisante pour couvrir les frais de propagande, de justice, d'amende, de fonctionnement, de voyages, de loyers, d'édition, de papier, de machines, de cotisations à l'Internationale (5 F de chaque cotisation versée par militant va à l'Internationale).

Voilà, vous savez tout ce qu'il nous est possible de dire.



Local et librairie de la Ligue au 10 impasse Guéméné Paris 4

les statistiques du Congrès

287 délégués. La plus jeune a 17 ans, le plus âgé 42 ans. Moyenne : 23 ans.

176 salariés.

100 étudiants et 11 lycéens.

Les délégués représentent 386 cellules, 80 villes, 18 sections de Paris.

messages au congrès de tous les continents

Le 3ème Congrès reçut près d'une trentaine de messages. Certains furent lus, d'autres exposés par des camarades qui assistèrent aux travaux du Congrès comme observateurs. Venus quatre coins du monde, nombreux étaient les représentants d'autres continents : d'Amérique Latine, d'Afrique, du Japon. Des organisations françaises nous parvinrent un salut fraternel du collectif responsable d'Unir-Débat. Les camarades y déclaraient notamment :

« Les militants qui luttent avec nous depuis vingt ans, dans le PCF ou à ses côtés, pour aider leurs camarades à prendre conscience de la nécessité d'une rénovation révolutionnaire et démocratique du mouvement communiste, ont tenu à dire à votre Congrès qu'ils considéraient votre Ligue comme partie intégrante de ce mouvement.

« Les plus anciens d'entre nous regrettent profondément l'excès de confiance qu'ils accordèrent à des directions stalinienne et l'aveuglement qui les amena à accepter les calomnies déversées contre les militants trotskystes, sans chercher à s'informer par eux-mêmes.

« Quelques-uns d'entre nous ont pris conscience de cette aberration lorsqu'ils refusèrent, dans les camps d'extermination nazis, d'appliquer l'infâme directive leur enjoignant de liquider leurs compagnons de souffrance trotskystes. D'autres l'ont enfin réalisé après que, tardivement et incomplètement, le XXème Congrès du PC de l'Union Soviétique eut dénoncé les crimes de Staline et réhabilité partiellement ses victimes.

« Le socialisme ne sera pas instauré sans l'extrême-gauche dont la Ligue Communiste est l'une des forces marquantes. Il ne sera pas non plus édifié sans la participation des dizaines de milliers de révolutionnaires authentiques qui sont membres du PCF ou influencés par lui, et qu'une direction réformiste dévoie actuellement ».

D'Europe, la plupart des sections de la IVème Internationale étaient présentes. Des messages furent lus de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (Belgique), de la Ligue Marxiste Révolutionnaire (Suisse), des Gruppi Communisti Rivoluzionari (Italie), de la Ligue Communiste Révolutionnaire (Luxembourg), de la Ligue des Socialistes Révolutionnaires du Danemark, des Revolutionära Marxisterna Forbund de Suède, du Groupe Internationale Marxisten et de la Revolutionær Kommunistische Jugend (GIM et RKJ, Allemagne), des militants et sympathisants portugais de la IVème Internationale, et enfin de la Liga Comunista Revolucionaria d'Espagne.

Les messages latino-américains furent aussi nombreux : du POR (section bolivienne), du POC (Brésil), du Front de la Gauche Révolutionnaire (FIR), section péruvienne, organisation qui avec le camarade Hugo Blanco à sa tête dirigea les fabuleuses mobilisations paysannes de 1962 :

« Notre intention était qu'Hugo Blanco, personnellement, se présente à votre congrès et soit porteur de ce message. Mais la répression du gouvernement péruvien qui maintient notre dirigeant hors du pays, tout comme la répression internationale ont empêché la réalisation de ce désir.

« Toutefois, recevez par ce message le salut même d'Hugo Blanco et la juste reconnaissance du trotskisme péruvien et latino-américain ».

Par ailleurs, la section chilienne, le Partido Socialista

Revolucionario, créé récemment par la fusion en novembre 1972 des deux secteurs trotskystes du pays, assistait au congrès et envoya un message. Il y était déclaré notamment :

« Le processus révolutionnaire chilien est entré dans une étape décisive. S'il est sûr, actuellement, que la bourgeoisie nationale se regroupe et prépare sa contre-attaque la plus sérieuse, il est aussi évident qu'une nouvelle offensive des masses beaucoup plus large, plus profonde et plus ambitieuse, est fermement décidée à se défendre et à lutter jusqu'à la victoire finale ; jusqu'au pouvoir Ouvrier et Paysan. Cette perspective révolutionnaire, inscrite objectivement dans la pratique des masses exploitées du Chili, est bloquée et déviée par l'opportunisme et la capitulation de la direction réformiste du Parti Communiste et du Parti Socialiste.

« L'unité récente du mouvement trotskyste de notre pays marque une étape importante vers la construction du Parti Révolutionnaire dont les travailleurs ont besoin pour vaincre ».

De même, des militants du Grupo Comunista Internacional du Mexique étaient présents au congrès.

D'Amérique Latine toujours, le Congrès reçut un message du groupe « Espartaco » de Colombie, ainsi que du PRT-La Verdad, groupe sympathisant de la IVème Internationale en Argentine. Enfin, du message de la section argentine, le PRT, aile marchante de l'ERP (Armée Révolutionnaire du Peuple), nous extrayons le passage suivant :

« Notre organisation est entrée depuis 1969 dans une nouvelle étape, elle a avancé sur le chemin de la fusion révolutionnaire avec les masses au moyen de la guerre révolutionnaire. Nous sommes tous conscients que c'est un chemin difficile, barré d'obstacles et de nombreux dangers mais nous sommes fermement décidés à lutter avec décision et énergie, armés de l'idéologie du prolétariat en comptant avec les instruments fondamentaux que sont le parti et l'armée révolutionnaire. Nous atteindrons notre but : le socialisme et le communisme ».

Le Congrès salua debout un représentant du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola, organisation qui lutte en Afrique depuis plus de dix ans, les armes à la main, contre le colonialisme portugais soutenu par l'impérialisme français. La même ovation fut réservée au camarade Sakai, dirigeant de la section japonaise de la IVème Internationale, et au camarade Andrew Pulley, du Socialist Workers Party, notre organisation sœur aux Etats Unis, qui au côté de Linda Jenness mena la campagne révolutionnaire et anti-électorale de nos camarades américains lors des dernières présidentielles.

Le Congrès reçut également le salut de la Ligue Socialiste des Travailleurs et de la Ligue Communiste d'Australie.

Clôturant les messages internationaux, le camarade Christian Courbain, du Groupe Révolution Socialiste (Antilles) dénonça le colonialisme français et proclama le combat de son organisation pour l'indépendance et le socialisme.

Enfin, du Moyen Orient, le Congrès reçut deux messages : l'un du groupe communiste révolutionnaire « Al Mounadel », regroupant les trotskystes arabes, l'autre de l'Organisation Socialiste Israélienne (Matzpen marxiste).

après
le VIIème Congrès
à
Toulouse



photo Pascal LEBRUN

le psu réunifié ?

Il y a un peu plus d'un an, au Congrès de Lille, Michel Rocard l'emportait par 53 % des mandats. A Toulouse, pour le VIIIème Congrès du PSU, c'est 84 % des voix qu'il a cette fois-ci recueillis. Il est vrai qu'exclusions, départs et dissolutions de fédérations avaient auparavant « déblayé » le terrain. Des oppositions précédentes, seule subsistait en effet la « Gauche Ouvrière et Paysanne » (issue du courant 5), affaiblie par la dissolution de la principale fédération qu'elle contrôlait – celle de la région parisienne – et dont les principaux leaders, Bernard Lambert et Henri Leclercq avaient annoncé quelques jours auparavant leur intention de quitter le PSU.

Au manifeste du Bureau National « Contrôler aujourd'hui pour décider demain » (voir Rouge No 180 et 182), la GOP opposait son propre texte « Vers le Communisme ». Mais ce texte, qui portait de nombreuses traces de ce que furent les conceptions populistes de ce courant (mouvement politique de masse, etc...), se présentait bien plus comme un catalogue décrivant « les luttes » que comme une alternative stratégique aux thèses de la direction. L'affrontement entre le brouet « mouvement politique de masse » et le ragoût autogestionnaire n'apparut guère clarificateur aux délégués, pas plus que les vives attaques portées contre diverses prestations de Michel Rocard (1) n'ébranlèrent la conviction de la majorité d'entre eux. De plus, les tenants du texte « GOP » étaient ouvertement divisés sur les perspectives : si certaines fédérations de province ne cachaient pas leur intention, à l'instar de 38 militants GOP de Meurthe et Moselle, de quitter le PSU dans les mois qui viennent, d'autres fédérations, comme celle du Rhône, avaient annoncé qu'elles resteraient au PSU « même minoritaires », parce que « dans les mois qui viennent, les révolutionnaires ouvriers n'ont pas d'autre solution que de travailler dans le magma auto-gestionnaire ».

Ni Marx, ni Servan-Schreiber ?

Deux autres problèmes s'étaient trouvés posés au Congrès dans les dernières semaines. D'abord, l'apparition d'un texte qui réclamait l'intégration, sans autre forme de procès, du PSU dans l'Union de la Gauche. Curieux mélange de stalinien bon teint et d'anciens mendésistes, réunis dans la même ferveur pour la révolution par étapes et l'hystérie anti-gauchiste, cette orientation fut un bide retentissant : deux mandats. Enfin, les camarades de l'ex-courant marxiste révolutionnaire qui ont choisi de demeurer au PSU (Craipeau, Simon) avaient décidé de manifester au dernier moment leur originalité en publiant un long texte critique « Pour un programme marxiste ». Les critiques y sont sévères. Selon eux :

« Deux orientations se dégagent à travers tout le texte, quelquefois à l'intérieur d'un même paragraphe et sous la plume du même camarade :

1) une orientation marxiste qui se propose de mobiliser et d'unir les travailleurs pour briser l'Etat bourgeois et orienter la société vers le communisme ;

2) une orientation idéaliste et libérale qui propose un modèle de société capable de séduire tous les hommes de bonne volonté et qui efface l'opposition avec les réformistes sur la manière d'y parvenir

Et plus loin, ils ajoutent, à propos du problème de l'Etat :

« Confondre Marx avec Servan-Schreiber, cela dénote un fort degré de myopie ».

De manière générale d'ailleurs les amendements qu'ils proposaient étaient tout à fait corrects. Sur l'autogestion, ils soulignaient avant le Congrès que :

« Le PSU reprend à son compte, dans l'entreprise, l'aspiration des « travailleurs qualifiés, professionnels, techniciens, ingénieurs » qui contestent l'arbitraire du pouvoir du capital dans l'entreprise et aspirent à des formes nouvelles du pouvoir dans l'entreprise respectant à la fois la compétence, la responsabilité et la démocratie (...). C'est bien cette forme de l'autogestion que les réformistes appuient ».

Sur la prise du pouvoir, ils notaient à aussi juste titre que le texte proposé :

« fait l'impasse sur une évidence de l'histoire : jamais les classes dirigeantes ne cèdent le pouvoir sans résister ; jamais elles ne se laissent déposer sans répondre par la violence de leurs appareils de répression et de leurs bandes armées. (...) Cacher cette réalité aux travailleurs, c'est les désarmer. C'est les laisser sans défense contre la violence des classes possédantes ».

Ces remarques les conduisaient à conclure :

« Le Congrès montrera si ces ambiguïtés découlent d'une position délibérée ou non. S'il en était ainsi, il serait illusoire d'écrire : « Nous partageons cet objectif avec certaines des organisations révolutionnaires actuelles ». Le PSU ne pourrait trouver d'alliés qu'en Objectif Socialiste ou le PS. Avec les révolutionnaires, le maintien même d'une « unité d'action croissante » serait improbable ».

Seul problème : ces camarades étaient co-rédacteurs du texte qu'ils critiquaient si justement... Cela ne contribuera pas à éclaircir leur position réelle. Et surtout, là n'étaient pas les enjeux du Congrès : Rocard laissa volontiers batifoler ces camarades. Il lui suffisait d'obtenir sa confortable majorité que sanctionne par ailleurs un Bureau National quasiment inchangé.

Rocard : myopie ou réformisme ?

Bref, un Congrès sans surprises, consolidant la position de Michel Rocard dans un parti que la plupart des éléments « de gauche » ont aujourd'hui quitté.

L'erreur serait ici d'accorder trop d'importance aux batailles d'amendements et aux textes qui en sont issus : la direction du PSU a suffisamment montré, dans le passé, le peu de cas qu'elle faisait des résolutions de congrès, et elle a aujourd'hui les mains libres. Il reste que des camarades croient que c'est par myopie que la direction du PSU confond Marx et Servan-Schreiber. Nous pensons qu'ils se trompent : la direction du PSU n'est pas myope ; simplement, elle ne regarde pas dans la même direction que les révolutionnaires. Le projet politique de Michel Rocard n'a pas changé : miser sur l'échec au moins relatif de l'Union de la Gauche, restructurer alors, avec le CERES, et en bénéficiant de l'appui complaisant de la CFDT, une grande force socialiste moderne et autogestionnaire.

Cette « stratégie » nécessite cependant quelques précautions :

1) Il importe d'abord de se situer dans le même « champ politique » que l'Union de la Gauche, de ne

pas apparaître en quoi que ce soit comme des « diviseurs », sur le dos desquels on pourrait ensuite faire retomber, fut-ce partiellement, les raisons de la défaite. Il faut au contraire apparaître comme des hommes de bonne volonté, « ceux qui l'avaient bien dit ». D'où l'insistance sur la nécessité d'un « combat commun » contre le capitalisme et contre le régime et la demande au PCF de « reconnaître l'existence » du PSU.

2) Cette attitude est d'autant plus nécessaire que – dit-on – le « courant passe ». Et puisque une victoire électorale de la gauche ne saurait donc être exclue, Michel Rocard précise donc dans l'Express à quelles conditions il accepterait des responsabilités ministérielles. A tout hasard.

3) Pour que cette stratégie ait une chance, encore faut-il que le PSU ait quelques crédibilités. Il y a là un passage difficile : les élections. Sans députés, le PSU aurait bien du mal à concrétiser ce projet politique. D'où les – discrètes – négociations avec le PS.

L'enjeu, au fond, reste le même : la gauche non-communiste sera-t-elle toujours dirigée par un PS soumis aux habiletés manœuvrières et bonapartistes de François Mitterrand, ou par le courant « autogestionnaire » ?

C'est dans ce contexte que vont évoluer, dans les mois qui viennent, les militants du PSU. Et sur trois problèmes au moins il faut se garder de jugements par trop hâtifs :

– le départ du PSU des militants révolutionnaires n'a pas changé fondamentalement la nature du PSU. Elle permet simplement d'appréhender celle-ci sans écrans, comme lieu de rencontre entre le populisme chrétien et la social-technocratie moderniste.

– compte-tenu de la sensibilité qu'il exprime, il n'y aura pas, dans les mois qui viennent, de ralliement inconditionnel du PSU à l'Union de la Gauche. Certains dirigeants le souhaitent peut-être, mais les risques seraient trop grands.

– le PSU ne disparaîtra pas de la « carte politique » dans les mois qui viennent. Certes, il est aujourd'hui très affaibli. Et surtout, il ne peut plus prétendre, comme il y a quelques années, être le seul outil politique à la disposition des chrétiens de gauche et des technocrates socialisants. A des titres divers, le PS et la CFDT prétendent aussi à ce rôle. Mais les contraintes qui pèsent sur ces deux organisations font que ni l'une, ni l'autre ne peuvent assumer pleinement ce rôle pour le moment. Cette situation ne se dénouera que par l'hégémonie de l'une de ces organisations ou par une restructuration générale. Tant que cela ne sera pas réalisé, le PSU pourra continuer à vivre, même chichement. La décantation qui vient de se produire permet simplement de comprendre comment un parti à base sociale chrétienne, au-delà des aspects ultra-gauches qu'il peut sécréter, n'a d'autre situation historique qu'à l'intérieur du camp réformiste, dont il constitue d'ailleurs une composante activiste et chaleureuse.

C'est maintenant en toute clarté que le PSU occupe ce qui est toujours resté sa vraie place : la gauche de la gauche non-communiste.

Jacques HUBERT

(1) Notamment à propos d'une interview accordée au journal « Détective » où Michel Rocard explique que la « Charte du 3ème âge » dont il fut le rapporteur à l'Assemblée Nationale, n'était entachée d'aucune arrière pensée politique...

Monsieur foyer améliore la condition féminine

Les élections sont trop proches, le sondage de la SOFRES trop alarmant (45 % auraient une « intention » favorable à l'Union de la Gauche) pour que Foyer ne juge pas opportun de ranger les matraques de l'Ordre dans les repis d'une large démagogie.

Il agite d'une main, sans conviction, le hochet d'« améliorations raisonnables de la loi actuelle » sur l'avortement, de l'autre l'épouvantail du déclin démographique. Pour toute perspective Foyer fait mine de croire à la solution du « contrat de progrès » pour les familles préconisé par Pompidou, afin d'« enrayer la dégradation des Allocations Familiales ».

Mais où est le progrès de ce contrat, de quel bilan social le pouvoir prétend-il se féliciter envers la moitié de son électoral : les femmes ?

Allocation de salaire unique, allocation de mère au foyer, allocation de garde d'enfant : trois allocations présentées à l'Assemblée par l'UDR comme « une des plus importantes réformes sociales qui ait vu le jour depuis la libération » et destinée à donner une « liberté nouvelle face au travail ».

L'allocation de salaire unique

Pour la bourgeoisie, de toute évidence la liberté des femmes ne vaut pas cher :

— L'allocation de salaire unique, qui est attribuée aux femmes qui ne bénéficient que d'un seul revenu professionnel (en général l'homme) représente en fait la reconnaissance de la fonction sociale de la maternité en société capitaliste. Elle est l'expression tarifée de l'incitation à assumer de préférence l'élevage des enfants, l'entretien de la force de travail du mari. Un tarif qui laisse une économie de coûts sociaux plus que confortable et le profit que tire le capitalisme de ce travail quasiment gratuit. Car si le « maintien de la santé du pays repose sur les familles de trois enfants et plus », pour Foyer et son gouvernement, trois enfants signifient aussi 70 heures de travail domestique par semaine pour la femme... pour 97,25 F par mois et ceci à condition que le salaire du mari n'excède par 3360 F par mois. Mais par contre, pour recevoir la majoration, le fameux grand progrès, c'est-à-dire une allocation de 194,50 F, il faut gagner moins de 1195 F par mois !

Pourtant aussi ridicule qu'en apparaisse le montant, cette allocation a atteint son objectif en maintenant les femmes au foyer une fois les comptes faits, en fonction du salaire d'appoint qu'elles recevraient, du coût de la garde des enfants et des impôts supplémentaires.

C'est ainsi que s'expliquent, dans une période de besoin croissant du travail des femmes, et le montant de l'allocation de mère au foyer et celui de l'allocation de garde d'enfant, identique à l'allocation de salaire unique, et les modalités particulières d'attribution de ces allocations.

L'allocation de la mère au foyer

Celle-ci concerne le cas où la femme bénéficie d'un revenu professionnel discret. Mais elle n'est maintenue qu'à la condition que le revenu de la femme soit cantonné dans une fourchette de salaires comprise entre 600 et 1200 F par mois. Les femmes « libres » de travailler sont donc bien celles dont la bourgeoisie a besoin, celles qu'elle peut sur-exploiter à loisir, la main d'œuvre sous qualifiée payée au rabais et qu'il sera toujours temps de renvoyer au foyer, sa structure d'accueil « naturelle », au gré de la rentabilité et du profit maximum.

L'allocation pour frais de garde

Celle-ci s'inscrit dans ce cadre d'appel à la production, tout en n'impliquant pratiquement aucun investissement à la charge du pouvoir. D'une part, elle n'est attribuée qu'aux couples gagnant moins de 1674 F par mois (avec trois enfants) ; d'autre part, elle ne concerne que la garde des enfants de moins de trois ans. Alors qu'il faut parfois inscrire les enfants avant leur naissance pour obtenir une place à l'école maternelle avant qu'ils n'aient quatre ans. Elle ne différencie pas d'ailleurs, selon qu'il s'agit de la garde d'un ou de deux enfants.

Mais surtout, elle n'est attribuée qu'à la condition que la garde soit effectuée par une nourrice agréée (coût réel 600 F par mois), soit au sein de crèches familiales collectives ou de jardin d'enfants. Or il n'existe de fait que 29 000 places de crèches pour toute la France... Quand 800 000 enfants naissent chaque année. Enfin, elle implique obligatoirement pour être payée intégralement une activité à plein temps de la femme : minimum 120 heures et 18 jours de travail par mois. Belle liberté vraiment !

Cette démagogie autour du bilan social du gouvernement qui ne s'alimente que de paroles et de principes vides et abstraits, comme l'égalité des salaires féminins et masculins, doit être radicalement et systématiquement dénoncée.

Laurence MARTIN



Au Marché Convention, les fafs vendent à l'ombre des matraques !

Curieuses « coïncidences » à Chambéry

A Chambéry, la police n'a toujours pas expliqué la mort mystérieuse de Jean-Pierre Thévenin dans ses locaux.

A Chambéry, Touvier, criminel nazi, vivait tranquille depuis vingt ans.

A Chambéry, trois militants révolutionnaires, Pierre Quaix, Jean-Paul Laine et Jean-Pierre Guerrini, passent en assises le 14 décembre. Ils risquent cinq à dix ans de prison.

Motif ? Une histoire rocambolesque en décembre 1970, au moment de la campagne contre le procès de Burgos : la caissière du Crédit Agricole de la ZUP prétend reconnaître en eux les agresseurs de sa banque.

Depuis deux ans, ils clament leur innocence. Ils n'en ont pas moins fait trois ans de prison... pour les besoins de l'enquête ! C'est qu'il ne fait pas bon être un « gauchiste » connu à Chambéry. Le commissaire Sute (1) dira même à Guerrini (coupable en plus d'être italien !) : « on serait bien content, nous, d'apprendre ton suicide en prison » ! Cette véritable machination policière ne doit pas rester sans riposte. Acquitez les trois de Chambéry !

C.T.

(1) Rappelons que Sute, plus spécialement chargé des affaires politiques au commissariat, était l'un des collaborateurs du commissaire Moissinac au moment de la mort de Thévenin. Ce dernier, récemment muté à Argenteuil, a été accueilli comme il se doit par le « Comité J.P. Thévenin ».

le Sud-Est menacé de la peste

En province, il se confirme que les fascistes veulent faire du Sud-Est, une base brune. Cette région présente pour eux cer-

tains avantages : proximité de l'Italie et possibilité de faire appel au MSI quand de sévères raclées éclaircissent leurs rangs ; concentration de nombreux ex-OAS prêts à reprendre du service anti-bicot et anti-coco ; municipalité de Nice tenue par Jacques Médecin, ami de la CFT et mécène d'Ordre Nouveau par l'intermédiaire du CLAN.

Nice : après les incidents du resta-U (Cf. Rouge n° 179) et la campagne anti-fasciste qui s'en suivit, Ordre Nouveau a voulu reprendre l'initiative et prévoyait un meeting à la fac de lettres pour le 4 décembre. L'extrême-gauche mobilisée sur le parvis de la fac, a empêché Ordre Nouveau d'entrer après une sévère bagarre qui a envoyé 10 fascistes à l'hôpital. Trois révolutionnaires ont été blessés. A noter : l'attitude de l'UEC qui a établi un cordon devant la masse des étudiants, laissant les révolutionnaires seuls face aux cogneurs fascistes.

Marseille : il y a quinze jours, les fascistes pénétrèrent dans une AG de grévistes de la fac de médecine Ayant ordonné à l'Assemblée générale de se disperser dans les cinq minutes, ils frappèrent brutalement. (Cf. Rouge n° 183). Mauvaise affaire pour eux : dans l'AG, il n'y avait pas de militants révolutionnaires, simplement des étudiants grévistes pour la plupart modérés ou apolitiques. Cette cécité politico-militaire semble indiquer que ON renonce à l'implantation dans le milieu, au profit d'une apparition purement terroriste de mercenaires.

Toulon : attaques de diffuseurs de Rouge sur le marché. Pour mémoire, la même chose s'était déjà produite à Aix il y a quelques semaines

Cette nouvelle tactique des fascistes n'est pas due au fait que leur feuille « Pour un Ordre Nouveau » qui soi-disant devait devenir hebdomadaire, n'a pas paru depuis un bon mois. Découle-t-elle du bide que le ramassis d'extrême-droite connu sous le nom de « Front National » est en train de ramasser ? Leur meeting du 7 novembre à la mutualité n'a pas eu les honneurs de la presse Le « Front » draine paraît-il, beaucoup moins de « personnalités » qu'il n'avait espéré. D'où des débats internes angoissés à Ordre Nouveau, qui se demande si son hypocrite façade démocratique paie.

Jusqu'aux élections, il est probable qu'ON jouera d'un côté la

carte démocratique du « Front National » et de l'autre, la carte terroriste du « GIN ». Ce qui s'est passé ces dernières semaines montre en tout cas la faiblesse profonde des fascistes : il leur est impossible de s'implanter et de ratonner à la fois. Attaquer les marchés les oblige à abandonner leurs ventes. C'est évident par exemple au marché Convention dans le 15^{ème} arrondissement : après une apparition prolongée en septembre, les vendeurs d'ON ont disparu. Ils préfèrent sans doute les petites promenades en voitures, de Duplex à Blanqui, que les épuisantes stations debout sous la protection des gardes mobiles. A nous de nous organiser, localement et de façon unitaire, pour qu'ils se mettent à regretter aussi leur nouvelle méthode.

Y.C.

chassés des marchés et des facs, Ordre Nouveau mise de plus en plus sur la matraque

Depuis plusieurs semaines, à Paris et en Province, Ordre Nouveau joue systématiquement de la matraque.

A Paris, renonçant à vendre leur torchon raciste, renonçant à s'implanter, ils sillonnent en voiture les marchés le dimanche matin. Le 3 décembre, ils se sont attaqués à Duplex, Blanqui et Porte de St Cloud. Leur but : surprendre les militants révolutionnaires, en tabasser quelques uns et s'éclipser. Peu leur importe l'effet sur la population, c'est une pure et simple politique de terreur. Les actions ne sont d'ailleurs pas signées « Ordre Nouveau » mais « GIN » (Groupe d'Intervention Nationaliste).

Parallèlement à des campagnes locales pour l'unité d'action anti-fasciste rassemblant toutes les organisations ouvrières, les révolutionnaires ont répondu en interdisant à certains nervis connus de se pointer dans leur lycée. Ainsi à Buffon et Ste Barbe.



Photo Trix

4 ans de vente au marché convention

La vente de « Rouge » au marché Convention (15ème), c'est l'histoire d'une lutte, déjà longue, contre les flics et les fascistes pour y imposer la liberté d'expression.

Contre les flics

Dès le lendemain de 68, c'est le chassé-croisé entre les vendeurs de Rouge et les flics. En dépit des manœuvres d'intimidation, nous tenons bon et imposons le retrait des flics.

Contre les fascistes

Ce que les flics n'ont pu imposer, les fascistes vont tenter de le faire : ils s'installent en masse sur le marché, avec armes et bagages. En dépit de cela, les anti-fascistes les affrontent le dimanche suivant et les chassent : la première tentative d'« implantation » des nazillons est morte née. Parallèlement, la vente des exemplaires de « Rouge » augmente : de 15 à 20 numéros par dimanche. Ce qui prouve que l'organisation de l'auto-défense sur le marché est comprise par la population du quartier et les commerçants.

Suit une période de répit dont nous profitons pour perfectionner nos techniques de vente, notamment en introduisant systématiquement les panneaux, en faisant de brèves et nombreuses prises de parole, en venant et partant à heures fixes (9 h 30-12 h 30). D'où un nouveau bond des chiffres de vente : de 20 à 30 numéros par semaine.

Le 18 juin 1972, une trentaine de nervis d'Ordre Nouveau, casqués, masqués et armés, attaque les vendeurs de « Rouge ». Un camarade devra être hospitalisé, ainsi que deux commerçants et une vieille femme qui s'étaient interposés. Quatre blessés donc ce jour là, mais les commerçants et la population du quartier n'oublieront pas le vrai visage d'Ordre Nouveau.

Aussi, quand les nazillons reviendront, au début du mois d'août, vendre « démocra-

tiquement » leur torchon, ils ne devront qu'à la police de M. Marcellin de ne pas se faire écharper.

Contre les flics et les fascistes unis

Car c'est sous la protection évidente des CRS et gardiens de la paix patrouillant sur le marché avec casques, matraques et boucliers, au milieu des cars de police et des autos-radio, qu'Ordre Nouveau réapparaît. Les flics ne se contenteront d'ailleurs pas de protéger les nazis, ils leur prépareront leur nid en tentant d'expulser les vendeurs de « Rouge », en chargeant violemment les anti-fascistes. Bien mieux, un militant de la Ligue est jeté en prison pour « violence à agent », tandis que les nervis qui ont agressé chez lui un de nos camarades peuvent parader en toute liberté sur le marché.

Mais encore une fois, la bourgeoisie avait mal calculé son coup : la mobilisation qui s'est réalisée contre les flics et les fascistes a été très ample : plus de 300 personnes ont assisté au meeting anti-fasciste le dimanche 17 septembre sur le marché, qui s'est conclu par une manifestation massive.

Pendant tout le temps qu'a duré la présence des fascistes sur le marché, nous avons vendu en moyenne 70 « Rouge » par semaine (en août où « Rouge » avait cessé de paraître, nous avons vendu un nombre important également d'un « Rouge » spécial XIVème-XVème arrondissements que nous avions sorti afin d'affirmer notre permanence politique sur le quartier ; vu le problème fasciste, il nous aura servi au-delà de nos espérances). Les fascistes ont dû abandonner le marché une nouvelle fois. Ils n'ont tiré aucun avantage de leur présence sur le marché.

Après la mobilisation et le départ des fascistes, la diffusion est vite tombée à 40 numéros par semaine. Cependant, elle devrait pouvoir remonter à 50 numéros réguliers chaque dimanche.

sion, les anti-fascistes occupent en force la faculté d'Assas, que les flics font évacuer. A la réouverture, trois enseignants du SNE-Sup mettront des affiches pour protester contre la collusion flics-fascistes. Ils sont agressés par une trentaine de nervis d'Ordre Nouveau, en présence de trois professeurs, Ducros, Passet et Bourjol. Les trois militants du SNE-Sup portent plainte contre deux de leurs agresseurs, Duprat et Robert (encore lui).

Les deux affaires sont venues en procès ensemble, le 5 décembre dernier.

— Pour la première, Robert et Ciriés sont condamnés à 400 francs d'amende chacun et à 1 franc de dommages et intérêts.

— Pour la deuxième affaire, Robert et Duprat sont purement relaxés.

Deux observations à ce propos.

— Dans les attendus du jugement, les trois enseignants témoins de la bagarre assurent que c'est Ordre Nouveau qui a attaqué, que Duprat et Robert étaient présents, mais qu'ils ne peuvent assurer avec certitude que Robert et Duprat ont effectivement participé à l'attaque. Curieux ! Mais alors, pourquoi ne pas appliquer la loi anti-casseurs à Ordre Nouveau ?

— Cette affaire est jugée deux ans et demi après les faits, alors qu'elle était classée « affaire urgente ». Le juge d'instruction chargé de ces affaires urgentes n'en a pourtant eu que deux sur son bureau en deux ans : celle-ci et l'affaire Aranda. Pourquoi si peu de précipitation. Parce que Robert est vice-président du Front National ? Juste derrière le tortionnaire Le Pen ? Parce qu'il a succédé à Duprat dans le poste de secrétaire général d'Ordre Nouveau ? ...

quelques questions autour d'un procès

Le 4 mai 1970, un militant d'Ordre Nouveau, Jean Noël Prade, est défenestré à Nanterre.

Une semaine plus tard, les fascistes attaquent à la faculté d'Assas un de nos camarades, Markovitch, qui porte plainte contre deux militants d'Ordre Nouveau, Ciriés et Alain Robert, pour coups et blessures et vol. En riposte à cette agres-

A Sciences-PO, les représentants de l'Europe des trusts sont bien accueillis !



Sciences-Po à bas l'Europe des trusts

L'Institut d'Études Politiques, ou se forme, comme chacun sait, l'« élite de la nation » (? !), fête la semaine dernière son centenaire. Il est, en effet, l'héritier de l'École Libre des Sciences Politiques, créée au lendemain de la guerre de 1870, pour « redresser » la France par l'intermédiaire de sa jeunesse bourgeoise.

Pompidou a profité de l'occasion pour lancer sa campagne électorale, en déblatérant sur les institutions. Puis s'est tenue une mini « foire du livre politique ». Enfin, lundi soir, le « Bureau des Elèves » organisait un débat sur « L'Europe en 1980 », avec Raymond Aron et diverses « personnalités », dont le chef du gouvernement luxembourgeois.

Le Comité du Contre-Centenaire, lancé à l'initiative de militants de la Ligue, décida de ne pas laisser ce « débat » truqué se dérouler dans la « sérénité ». Dès le début, des « bombes aux œufs » volaient vers la tribune et une banderole « Vive l'Europe Rouge » apparaissait au balcon de l'amphi Boutmy. Très vite, les honorables participants quittèrent les lieux, ne pouvant sans doute supporter des jaunes d'œufs sur leurs crânes polis !

Les petits étudiants fascistes qui prospèrent encore à Sciences-Po crurent pouvoir en profiter pour appeler à la création de milices de « videurs musclés » munis de brassards... Malheureusement pour eux, cette tentative d'instaurer à Sciences PO les « méthodes d'Assas » ne fut pas du goût des étudiants.

Inutile de dire que les deux UNEF se retrouvèrent pour dénoncer les « provocations » gauchistes qui permettent aux fascistes, etc, etc...

Et pourtant, la seule réponse à la mascarade du « Centenaire », c'était la dérision et l'affirmation que l'Europe des trusts sera un jour balayée par l'Europe des travailleurs. Et pas seulement à coup de jaunes d'œufs...

C.T.

Versailles : pour la vérité sur la mort de Diab

Après la mort de l'ouvrier algérien Mohamed Diab, dans un commissariat de Versailles, un comité d'une cinquantaine de personnes s'est constitué à Versailles « pour la vérité sur la mort de M. Diab ». Il regroupe la Ligue Communiste, le PS, des militants du PSU, de la CDP Révolution !, Front Libertaire et des militants chrétiens.

Il a publié un appel exigeant la vérité et appuyant la plainte déposée par la famille, qu'il a distribué à dix mille exemplaires à Versailles (gares, etc...), Buc, Viroflay, Parly II. Mercredi 13, devait se tenir une réunion du comité décidant d'un meeting sur Versailles. Exigeons la vérité sur la mort de Diab !



Vent d'Ouest

Vent d'Ouest a besoin d'argent. Vent d'Ouest est un journal militant qui relate les luttes en Bretagne, des grèves du Joint à la grève du lait. Les difficultés financières du journal sont dues pour une bonne part à la répression qui s'abat sur les organisations qui jusqu'ici le soutenaient en le diffusant (CDJA, CRJAO).

Comment aider :

1) souscription de 30, 50 ou 100 F

abonnement de soutien de 50 F 2) répondre à l'emprunt qui vient d'être lancé, remboursement d'ici deux ans au plus tôt.

Vent d'Ouest 46 bis rue des Hauts-Pavés

B.P. 1 141 - 44-NANTES

le 23ème congrès du S.N.C.S.

Le SNCS (Syndicat National des Chercheurs Scientifiques, affilié à la FEN) a tenu son XVIIIème Congrès les 1, 2 et 3 décembre à Paris. Ce congrès s'annonçait sans histoire. Le Bureau National, aux mains de la tendance « syndicale et unitaire » (obéissant à l'influence du PCF) avait publié un copieux rapport d'activité destiné à persuader les syndiqués que tout allait pour le mieux, grâce aux efforts fructueux de la direction en place.

Malheureusement pour elle, au moment même où sortait cette presse rassurante, la direction du CNRS faisait officiellement connaître ses intentions en matière de statut des chercheurs en contradiction parfaite avec les revendications du syndicat. Au même moment, le pouvoir lance un décret concernant les enseignants d'Université, inspiré de la même veine.

L'offensive est donc importante. Elle est d'autant plus insidieuse que le pouvoir s'efforce, dans ce projet, de flatter les instincts technocratiques naturels du milieu, au moins pour les couches supérieures. Mais le sens de la réforme est clair : insécurité de l'emploi accentuée, extension du chômage pour les travailleurs scientifiques, utilisation accrue de ces derniers à des postes de larbins du système, extra-scientifiques.

Le projet gouvernemental est un projet de longue haleine. La stratégie de la direction du syndicat, couplée avec celle des autres syndicats du secteur, n'a guère assuré les personnels contre lui : découragement des initiatives locales, clivages jalousement entretenus entre les différentes catégories de personnel, en particulier entre les chercheurs « en place » (environ 6000, dont 3000 syndiqués au SNCS) et la masse des travailleurs scientifiques qui attendent vainement un poste dans les labos pendant des années ou qui ne trouvent que des contrats d'un ou deux ans. Résultat : la direction du syndicat se réfugie de plus en plus désespérément dans la seule perspective de l'Union de la Gauche, présentée comme une véritable potion miracle, au fur et à mesure que le rapport de forces se dégrade sur le terrain, en raison de cette fausse stratégie.

L'offensive gouvernementale a obligé le Bureau National du syndicat à agir. C'est ce qui explique que — fait remarquable dans les annales — un texte de compromis ait été voté unanimement au congrès à propos du statut des chercheurs et des actions à entreprendre à ce sujet. C'est ainsi que les chercheurs ont manifesté relativement massivement au siège du CNRS et à Bellevue en moins d'une semaine.

Malheureusement, cela ne liquide pas le très lourd passif et ce sursaut forcé de la direction ne peut être que très passager. Il faut souligner que la tendance « syndicale et unitaire » a refusé, une fois encore, de syndiquer les travailleurs scientifiques dans les laboratoires qui n'ont pas pu obtenir encore de rémunération ! Et ce malgré les nombreuses interventions de la tendance « pour une orientation révolutionnaire ». Par ailleurs, la campagne électorale est déjà virtuellement commencée avec ses effets profondément démobilisateurs. La grande bataille entre technocrates staliniens et technocrates bourgeois (avec les « Assises Nationales de la Recherche » prévues pour février) ira en s'accroissant au détriment des possibilités de lutte — importantes — du secteur.

Mais peut-être les événements ne laisseront-ils pas les bureaucrates complètement maîtres de la politique du syndicat dans les mois qui viennent...

(1) Résultats électoraux des tendances (chiffres approximatifs)

« Unitaire et syndicale » : 62 %
« Pour une orientation révolutionnaire » : 25 %
« Communications » (proche de la direction de la FEN) : 10 %
« Unitaire et pour les revendications » (proche du F.U.O.) : 4 %
Malgré un départ important de chercheurs de la tendance « Pour une orientation révolutionnaire » vers le SGEN, cette tendance maintient ses positions. La tendance animée par le PCF baisse un peu en chiffres absolus, mais maintient aussi ses positions du fait d'un plus grand nombre d'abstentions.

les cercles rouges LYCEENS contre l'ordre moral



les obsédés

« Je n'ai pas de grands moyens mais je les utilise à plein. »

Marcellin

Devant le lycée de filles de Belfort, un comité d'action distribue un tract qui reprend le texte du Dr Carpentier « apprenons à faire l'amour ». Le samedi 2 décembre, l'ensemble de la classe de Terminale I demande à son professeur de Philo une lecture et une discussion sur le tract. Jusque là, rien de plus conforme aux conclusions de la « commission des sages », qui préconisaient d'« ouvrir les lycées sur la vie ». C'était ne pas compter sur le zèle d'un père d'une des élèves — colonel ! — dont « la pudeur avait été profondément choquée » : le lendemain, à 9 h du matin, les flics viennent annoncer au prof qu'elle est inculpée pour « outrage aux bonnes mœurs ». Bien mieux : dans la journée, ce sont onze des 19 élèves de la classe que les flics viendront interroger, chez eux : et les questions qu'ils posent sont instructives : « quelle attitude avait-elle ? », « quels livres vous recommandait-elle ? ». Le procureur de la République ira même lui reprocher de parler de... Freud en classe, alors qu'il figure sur la liste du programme officiel ! On ne sait plus, dans cette histoire, lequel, du scandaleux ou du grotesque, l'emporte sur l'autre. A Belfort, devant la grève active, décidée par les élèves, devant le soutien proclamé des syndicats enseignants, le recteur décidait, le 9 décembre, de fermer tous les lycées. Plusieurs manifestations de soutien sont prévues pour l'arrêt de toute poursuite : le samedi 9, c'est plus de 3 000 personnes qui manifestaient leur soutien au professeur, Mme Mercier.

La peur du Sexe

Ce scandale n'est pas le premier du même genre : il y a deux ans, c'était un professeur de philo du lycée Rodin, à Paris qui se faisait exclure pour avoir parlé de... W. Reich à ses élèves ! Pourquoi une telle attitude ? Laissons la parole à M. Pelleray (député de l'Orne, républicain indépendant), qui posait, le 28 juin 72, une question au ministre de l'Éducation Nationale, à propos d'un « tract qui, sous couvert d'éducation sexuelle, constitue en fait un texte bassement pornographique de nature

à impressionner et choquer gravement les esprits de jeunes garçons et filles. (...) Il ne fait pas de doute que de tels agissements constituent l'un des aspects d'une entreprise délibérée d'avilissement de la jeunesse de notre pays et de la destruction des valeurs auxquelles l'immense majorité du pays reste encore attachée ». Quel souci de moralité pour le tenant d'un régime dont les flics et les députés se sont révélés être... les principaux intéressés dans l'affaire des bordels de Lyon !

Contre l'Ordre Moral !

Tous ont peur de voir la jeunesse s'opposer à la famille. Car la famille est la pierre de base de l'édifice capitaliste. C'est là que se reproduit la force de travail du prolétariat. C'est aussi là où, atomisé, coupé de sa classe, le travailleur est soumis à l'intoxication bourgeoise : TV, radio, publicité, tiercé... C'est là que se reproduisent et que sont inculquées à l'enfant toutes les valeurs qui en feront un « bon citoyen » : « le respect du père », « préfigurant » le « respect du prof » que suivra « le respect de l'adjudant », qui précédera enfin « le respect du patron », avec, éventuellement, « le respect du prêtre », et forcément, « le respect du flic ». La famille est, pour le lycéen, pour l'apprenti, pour le jeune travailleur, la continuité du lycée, du CET, de l'usine : mêmes cadres oppressants dont il veut se dégager, mêmes structures qu'il combat.

Il s'agit aujourd'hui de se battre pied à pied contre la bourgeoisie, de lui arracher, une à une, des concessions : le droit à l'information sexuelle — et pas seulement faite par des professeurs de sciences naturelles ne parlant que des différents stades du fœtus ; le droit à la contraception, l'avortement libre et gratuit, et la riposte à chaque cas de répression sexuelle dont l'affaire de Belfort est un nouvel exemple.

La lutte contre la répression sexuelle est partie prenante de la lutte contre toutes les formes d'embrigadement de la jeunesse : famille, école, sport, armée, loisirs.

Michel BEAUCHAMP

médecine

la brèche est ouverte la lutte continue

Après un mois et demi de mobilisation générale en Médecine, Foyer, ministre de la Santé, reçoit une gifle : à Marseille le concours guillotine est supprimé !

Alors que tout le monde pensait avoir enterré la lutte en Médecine contre la sélection, dès le début de l'année, la lutte reprenait dans de nombreuses facultés, à Paris et en Province.

A St Antoine, dès les premiers jours, des luttes de masse se déclenchent sur le problème des locaux et des crédits. C'était là le signe avant-coureur des luttes à venir.

A Rouen, 15 jours de grève, amenant un millier d'étudiants à riposter pied à pied contre la sélection.

A Marseille, en faisant la grève de la faim, les premières victimes du concours montrèrent la voie. Dans leur sillage des secteurs entiers emboîtent le pas, soit en faisant eux-mêmes la grève de la faim, soit en entrant en grève de solidarité. Par exemple à : Clermont-Ferrand, Strasbourg, Poitiers, Tour, Toulouse, Montpellier, Bordeaux, et encore la semaine dernière, Brest. A Paris, 12 étudiants (Cochin, Lariboisière) entamèrent une grève de la faim, soutenue massivement par sept CHU en grève : mobilisation culminant par deux manifs centrales de 1000 et 1500 étudiants.

Un rapport de forces offensif

Si le pouvoir a reculé (Cochin, Marseille : réintégration des grévistes), c'est qu'il avait à faire face à un mouvement étudiant radicalisé, déterminé à construire un rapport de forces conséquent face au pouvoir. Comment s'est construit le rapport de forces ?

Malgré la volonté du pouvoir d'étouffer notre lutte, le mouvement a percé. La mobilisation a trouvé un écho favorable dans la presse. A la fois parce qu'elle intégrait le problème de la sélection au problème global de la médecine de profit. Et aussi parce qu'elle s'inscrivait dans une période où les problèmes de santé, à la suite des différentes affaires : Carpentier, Marie-



Plus de 3000 manifestants à Belfort le 6 Décembre, à l'appel du Comité de Soutien pour la levée de l'inculpation de Nicole Mercier.



ce que rouge n'a pas la place décrire se trouve dans nos brochures

Claire, blâme du professeur Milliez ; étaient à la une de l'actualité. Seule l'intervention des révolutionnaires faisant clivage avec les réformistes (UEC) et autres suivistes (AJS) sur le problème de la radicalisation du mouvement, devait démontrer que la force du mouvement était la mobilisation sur le terrain politique, et non sur le marais du corporatisme. Elle a permis de dégager une frange radicalisée, consciente de l'ensemble du projet du pouvoir à l'université, moteur essentiel de la mobilisation, et force vive des luttes de demain.

Elargir la brèche

C'est grâce à la portée de tout le mouvement en Médecine que les étudiants ont acculé leur doyen à supprimer le concours à Marseille.

Aujourd'hui, le mouvement doit reprendre à son compte l'issue victorieuse de Marseille en entamant dès la rentrée la lutte contre le concours.

D'autant qu'en période pré-électorale, le pouvoir n'est pas prêt à laisser s'embraser le front étudiant. Il est clair que le mouvement du premier trimestre a péché par son caractère éclaté, non coordonné, sans dimension nationale. Face à cela, les diverses structures du milieu, comité de lutte, comité d'action médecine à Paris, doivent se coordonner pour donner une arme supplémentaire au mouvement dès la rentrée : celui de sa cohérence nationale.

Dénonçons la Médecine de profit !

Elargissons la brèche !

Comme à Marseille, partout le concours abrogé !

Non au numerus clausus !

La Santé aux travailleurs !

Jordan RODEZ

Saint-Etienne : grève en médecine

Mercredi 6 décembre, une manifestation a rassemblé près d'un millier de personnes, étudiants, enseignants, médecins-hospitaliers.

Avant la manifestation, la préfecture avait fait savoir que la police « se verrait obligée d'intervenir », si la manifestation ne se dispersait pas à l'hôtel de ville et essayait d'atteindre la préfecture. La manifestation eut lieu dans le calme, les mots d'ordre les plus souvent repris étant :

— La santé, un droit pour tous.

— Politique de santé, politique de misère, nous voulons une UER.

— Non au numerus clausus.

— Non à la médecine de profit. A l'Hôtel de Ville, une centaine d'étudiants « enfonça » le très mince cordon de police pour aller à la Préfecture. La dispersion se fit sans incident.

A la Préfecture, une délégation du comité de grève s'est vue refoulée, « aucun représentant des pouvoirs publics ne pouvant les recevoir ».

Les membres du comité de grève envisagent de former après la grève un comité de lutte, dont l'une des tâches serait de recueillir toutes les informations, photos, films sur les hôpitaux de la région stéphanoise pour constituer un dossier ou même monter un film qui serait à la disposition de toutes les organisations.

9.12.1972

Saint-Etienne

CHU St Louis Lariboisière : une semaine de consultations et de soins gratuits

En même temps que se développe la lutte contre la sélection et le numerus clausus dans les premières années d'études médicales, les externes du CHU St Louis-Lariboisière (étudiants en fin d'études médicales) à leur tour son rentrés en lutte. Motif : la décision par l'A.P. (assistance Publique) de réduire le nombre de postes d'externat payés sur ce CHU.

Simultanément les étudiants de Broussais-Hotel-Dieu se mettaient en grève pour la même

raison.

Dans un premier temps, la grève fut votée en AG, un comité de grève élu (un délégué par service hospitalier), les urgences seules étant assurées. Une délégation massive envoyée à la Direction de l'AP resta sans résultat.

Devant l'intransigeance de l'AP, le blocage des caisses fut décidé. Par des piquets de grève devant chaque caisse importante, les étudiants empêchèrent tout paiement de consultation, soins, ou examens complémentaires pendant près d'une semaine et ceci sur 5 hôpitaux : Lariboisière, St Louis, St Lazare, Hérold et Fernand Widal. L'AP était ainsi frappée à son point sensible, les malades et consultants eux, n'étaient pas lésés puisque soignés gratuitement. Sur l'hôpital Lariboisière, 9 millions d'AF furent ainsi perdus en 5 jours par l'AP.

Le personnel hospitalier, par sa neutralité plus que bienveillante a permis que cette action se déroule dans de bonnes conditions. Pour beaucoup, la réalisation concrète de cette grève administrative et son efficacité contrastait avec les sempiternelles journées d'action-délégations-pétitions qui semble sur l'AP la seule forme de lutte connue par les bureaucrates CGT. Prenant d'ailleurs le « danger » la secrétaire CGT-Lariboisière débarquant à une AG, nous déclara sans rire que le personnel nous était hostile et que par ailleurs la CGT restait opposée par principe à ce type d'action qui violait « la liberté du travail » !!

Mais ce que cette lutte a mis en lumière, c'est la logique enclenchée par la direction de l'AP qui a préféré perdre plusieurs millions plutôt que continuer à payer quelques dizaines d'externes à 300 F par mois. Ceci montre bien la volonté de revenir à l'ancien externat où quelques externes nommés par concours étaient payés, le reste des étudiants devenant de simples stagiaires, non payés, aucune formation hospitalière ne leur étant donnée. Ainsi, un nouvel aspect de la politique de rentabilisation de la santé a été soulevé.

L'absence de généralisation de la lutte aux autres CHU a incontestablement limité l'efficacité de notre action et le blocage des caisses dut être arrêté après satisfaction très partielle de nos revendications. Seule la garantie que nous serions tous payés jusqu'en Mars fut obtenue. Mais tôt ou tard, le problème se reposera et nous saurons réemployer ce moyen le moment venu.

Caen

premier bilan d'une lutte étudiante

Dès la rentrée universitaire, le fac de Caen connut son point noir. Le ministère avait refusé l'accord de près de 200 h complémentaires. Cela avait pour conséquence la suppression de groupes de TD, voire de certaines UV.

Les pièges

Conseils d'Université et d'UER commencèrent à s'agiter. Les enseignants de Langues décidèrent de suspendre leur TD, ceux de Lettres parlèrent de les suspendre une semaine sur deux tant qu'aucune solution satisfaisante ne serait avancée. Mais toujours les explications restèrent sur un plan technique, dénonçant les effets de ces mesures par rapport au bon fonctionnement de l'université.

Le CL

Un CL se forma mi-novembre, pour envisager d'éventuelles actions. Notamment, le CL décida de porter d'emblée la bataille à son niveau réel, à savoir contre les projets de Fontanet, qui s'il ne se livre pas à une attaque frontale (CFPM) n'en prend pas moins une série de mesures tout aussi efficaces en ce qui concerne la rentabilisation de l'Université, mais de façon éclatée, fac par fac, pour ne pas permettre de réponse nationale.

Le CL engagea la bataille pour :

- Le libre choix pour les étudiants entre le contrôle continu et l'examen terminal (la suppression de TD rendant obligatoire l'examen terminal) ;
- Heures d'enseignement aussi nombreuses que nécessaires ;
- La création de postes ;
- L'unité enseignants-étudiants.

Le jeudi 23, à 11 h, le directeur d'un UER décida de convoquer une AG des enseignants sur le problème. Le CL décide alors de la transformer en AG étudiants-enseignants qui se réunissent, débattent des mots d'ordre et des formes d'action, et votent le boycott actif des cours, avec comme perspective l'élargissement du mouvement aux autres UER et une AG pour le mercredi suivant. Un comité de liaison chargé de réaliser les décisions de l'AG est mis en place. L'UNEF, quant à elle,

après avoir vaillamment défendu la participation comme moyen d'action, propose un télégramme, puis deux, l'un au ministère, l'autre au rectorat. Pendant toute une semaine, les militants du CL et ceux du comité de liaison organisent le boycott actif des cours en fac de Lettres. Des interventions eurent lieu aussi en Droit, Sciences Eco, Sciences, Médecine.

L'AG du 29 doit alors trancher entre positions :

UNEF : manif au rectorat ; GR : manif en ville, mais sans l'UNEF ;

CL : manif en ville, sur des mots d'ordre clairs, capables de sensibiliser la population, d'exprimer la mobilisation étudiante, et par là même de peser sur le rapport des forces.

Le CL proposait de façon complémentaire que soient convoquées des AG des différentes UER, afin qu'il y soit débattu des modalités d'action et de la grève.

La manif était convoquée pour le lendemain. Oh ! surprise, l'UNEF (UEC) décide de maintenir malgré tout sa manif au rectorat, diffuse un tract commun avec le SNESup et fait ses propres affiches et arrache celles du CL. A 14 h, une AG se tint, convoquée par l'UNEF et le SNESup, pour préparer la longue marche au rectorat. Un militant du CL y intervient, en dénonçant ces pratiques antidémocratiques, qui rompaient de fait l'unité du mouvement, et appelait à la manif. Su. les 200 présents, 39 restèrent dans l'amphi !

C'est dans ces conditions que malgré tout se tint la manif, contre l'UNEF, contre la GR qui explique que la manif se tient sur des mots d'ordre réformistes.

250 étudiants manifestèrent en ville aux cris de « Fontanet au service du patronat ! », « Fontanet, pénurie, Izard (président de l'université), participation, seule la lutte paiera ! ».

Et maintenant ?

Pour les militants des CL, la manif n'a été qu'un moment dans la mobilisation.

Des Ag des différentes UER sont convoquées pour poser le problème de la grève, face aux solutions des réformistes, qui se contentent de gérer la pénurie en opposant les différentes UER, pour s'arracher les maigres crédits existants.

Face aux tentatives de division des universitaires, seule la lutte unie paiera !

Correspondant

indochine:

vers une lutte politique de masse

Il est possible que, lorsque « Rouge » paraîtra, la signature d'un accord américano-vietnamien ait été annoncée. Si le détail des dernières négociations et de leur résultat ne sont pas aujourd'hui connus, nous pouvons néanmoins revenir sur ce qu'une telle signature impliquerait. Toutes les informations parvenues ces derniers jours confirment en effet l'analyse que « Rouge » avait développée au lendemain de la publication des 9 points Kissinger-Le Duc Tho : la signature d'accord du type de ceux d'octobre, tout en enregistrant et permettant une évolution du rapport de force favorable aux forces révolutionnaires, ouvrirait une période de lutte intense dont l'issue dépendra de la solution de la question du pouvoir au Sud Vietnam. Tant la politique US que celle des forces révolutionnaires indochinoises l'illustrent.

Les USA ont profité du répit que leur a accordé l'élection triomphale de Nixon le 7 novembre — comme la passivité de l'URSS et de la Chine — pour tenter d'obtenir des concessions importantes des combattants vietnamiens. « Washington s'est servi de l'administration Nguyen Van Thieu pour présenter des revendications absurdes, allant à l'encontre des principes fondamentaux de l'accord et ne tenant pas compte des réalités du Vietnam du Sud », a dénoncé dernièrement encore Mme Binh lors de la conférence de Paris (« Le Monde » du 8 décembre). Et le Nhan Dan avait fermement souligné que « si les Etats Unis refusent de prouver par des actes qu'ils respectent les accords d'octobre et cherchent à « rejouer la partie », il ne restera plus au peuple vietnamien qu'à poursuivre dans la voie qu'il suit depuis plusieurs années et donc à combattre » (« Le Monde » du 26-27 novembre). Si le caractère largement secret des négociations ne facilite pas l'armement politique des militants, il est clair que l'appret de l'affrontement « diplomatique » qui a opposé ces dernières semaines l'impérialisme US au GRP et à la RDV reflète l'ampleur des mesures que l'un et l'autre prennent pour continuer la lutte sous de nouvelles formes.

Les mesures américaines sont bien connues désormais : pilonage du 17ème parallèle jusqu'à la dernière minute, soutien économique et financier, réarmement de l'armée fantoche, utilisation de la commission de contrôle internationale, envoi de conseillers « civils », isolement diplomatique du GRP, menace sur les prisonniers politiques au Sud, possibilité permanente de reprise de l'escalade au Vietnam en cas d'un éventuel cessez-le-feu. Par contre, il est important de revenir sur les mesures prises par le FNL et le GRP au Sud Vietnam. Un effort considérable de préparation politique d'un « après-cessez-le-feu » est engagé depuis des semaines qui vise à promouvoir une lutte politique de masse intense et à accentuer la désagrégation du pouvoir fantoche. Ainsi :

* La liste des prisonniers politiques à Saïgon est établie aussi soigneusement que possible et les familles d'emprisonnés sont invitées à demander à voir leurs proches dès l'application du cessez-le-feu. Ces mesures doivent permettre d'appuyer la lutte pour la libération des prisonniers politiques à Saïgon qui sera très probablement une des questions clefs d'alors.

* Le pouvoir révolutionnaire doit être renforcé et apparaître ouvertement dans les villages contestés. La réforme agraire, pour ce faire, doit être accélérée, l'appareil politique, administratif, médical, etc... du FNL recensé. Des cours politiques seront organisés et les liens avec le Nord seront renforcés par l'envoi d'enfants et d'étudiants de villages du Sud au Nord.

* Une énorme travail de démoralisation de l'armée fantoche — où l'indiscipline, le scepticisme et les désertions augmentent d'ores et déjà rapidement — est organisé. Chaque famille devra demander aux autorités le rapatriement des soldats de l'armée fantoche dans leur foyer. Des campagnes politiques seront dirigées en direction de ces derniers pour qu'ils déposent les armes et désertent. Un lopin de terre leur sera réservé lors du partage, mais risque de leur être confisqué en cas de refus.

* La lutte revendicative devra se déployer pour demander une augmentation des pensions pour les veuves de guerre, de nouveaux logements, une réduction des impôts. La population devra empêcher toute répression policière.

* Chaque village et chaque hameau doit se préparer à une reprise de la lutte armée généralisée en enterrant matériel, radio et armement de guerrilla.

L'ensemble de ces mesures forment un démenti cinglant à l'égard de ceux qui analysent les négociations américano-vietnamiennes comme un recul, un arrêt de la lutte des révolutionnaires vietnamiens. Il apparaît toujours plus clairement, alors qu'au Cambodge la situation militaire se dégrade toujours plus pour Lon Nol, alors qu'au Laos les échéances politiques se précisent, c'est à la poursuite du combat par de nouveaux moyens que le FNL et le GRP se préparent.

Pierre ROUSSET

PHOTO APIS



Le Duc Tho à la sortie d'une des dernières entrevues avec Kissinger.

une manœuvre sans lendemain

L'article publié dans « Le Monde » du 25 novembre, sous la plume de J.C. Pomonti, et informant d'un prétendu « coup d'état » avorté au sein du FNL a créé dans une partie de l'extrême-gauche un malaise certain. Nous publions ici un article, paru dans « Afrique Asie » N° 19, de Wilfred Burchett, journaliste australien qui connaît particulièrement bien les maquis du Vietnam pour y avoir été à plusieurs reprises. Il met à nu nombre d'incohérences internes de l'article de J.C. Pomonti qui — au-delà de la bonne foi possible de son auteur — permettent d'affirmer sa non-vérité. Non-vérité confirmée par le silence général qui s'est appesanti sur ces « informations » après les démentis du GRP, de Hanoï, des services US et du régime Thieu !

« En ces jours où se discute âprement le sort de la paix au Vietnam, une étrange information, publiée à Paris (1), « de source digne de foi et très bien informée », a quelque peu attiré l'attention sur le genre de manœuvres qui fleurissent autour des sales guerres finissantes. Il ne s'agissait rien moins que de la rébellion « d'une fraction extrémiste de l'armée nord-vietnamienne » visant à « éliminer les dirigeants du GRP partisans d'une négociation équitable ».

Qui peut croire à une telle fantasmagorie ? Mais la tentative appelle cependant quelques remarques. Qui peut donc imaginer que l'affrontement de six bataillons adverses, utilisant des mitrailleuses et des roquettes, « dans un secteur proche de la capitale », pouvait avoir lieu sans que les services américains de Saïgon en sachent quelque chose ? Et pourtant, l'administration Thieu comme l'ambassade américaine à Saïgon ont affirmé tout ignorer d'une telle affaire.

Et comment peut-on croire que même une « fraction extrémiste » ait voulu prendre la responsabilité d'exposer un des secrets les mieux gardés de la guerre, l'état-major de la résistance, à une attaque aérienne dans les minutes suivantes ? Et en attaquant « à l'aube », contrairement à la tactique de la guerre de partisans !

Mais quel observateur sérieux pouvait croire, également, que le GRP et ses alliés de l'Alliance des forces nationales démocratiques et de paix aient pu commettre l'imprudence incroyable de concentrer leurs principaux dirigeants, en un seul lieu, « proche de la capitale », alors qu'ils risquaient d'être tous anéantis d'un seul coup par un simple bombardement ! Tous ceux qui ont visité les régions libérées savent, au contraire, que la dispersion maximale des dirigeants a toujours été une règle intangible.

Mais, pour faire plus « vrai », on précisait que le Dr Duong Quynh Hoa, ministre de la Santé publique du GRP, avait « été évacuée sur Paris où elle est devenue le conseiller de Mme Nguyen Thi Binh ». Un simple contrôle effectué soit auprès de la délégation du GRP

à Paris, soit au Quai d'Orsay aurait pu, cependant, montrer que cela est absolument faux. Mais il y a bien d'autres choses. De vieux militants révolutionnaires tels que Vo Chi Cong ou Tran Bach Dang auraient-ils pu, comme on l'a prétendu, se retourner contre leurs camarades parce qu'ils défendaient une « négociation équitable » alors que l'issue négociée de la guerre a été une ligne constante de la résistance ? (Incidentement, il se trouve que l'épouse de Tran Bach Dang, Nguyen Thi Chon, est un membre responsable de la délégation du GRP à Paris). Mais on sait, de plus, que l'unité et la discipline ont été l'une des caractéristiques absolues de la résistance vietnamienne depuis son origine.

Et la « source digne de foi » peut-elle expliquer comment une délégation, dirigée par le vice-président du GRP « Pham Van Cung » (en réalité Phung Van Cung) aurait pu quitter le quartier général du FNL le 16 novembre, pour Hanoï depuis un « secteur proche de la capitale » ? Par les moyens habituels, c'est-à-dire par la voie terrestre, à travers les régions libérées, il eût fallu des mois pour atteindre Hanoï.

Passons sur le ridicule de faire état d'intervention de « leaders montagnards » tels que Ybih Aleo ou Rochon Brieu, dans un quartier général « proche de la capitale », alors qu'on sait qu'ils dirigent la résistance sur les hauts-plateaux du Centre.

On avait voulu donner des détails qui fassent « authentiques », mais on en a donné un peu trop.

Le porte-parole du GRP à Paris, M. Ly Van Sau, a pu, justement, dénoncer dans cette affaire une « machination ridicule ». Et il rappela l'annonce, il y a un an, également avec force détails, de la (fausse) capture du Premier ministre du GRP, M. Huynh Tan Phat. Quant au président Nguyen Huu Tho, soi-disant « atteint au mollet et affaibli par une hémorragie », il est, en fait, en excellente santé. Mais alors on peut se demander quels sont les gens « dignes de foi et bien informés », qui avaient intérêt à lancer de tels bombards en ce moment précis ? ».

W.B.

f.s.i.

Strasbourg : le 7 décembre, 100 personnes à la maison des syndicats pour un meeting de soutien à l'Indochine, organisé par le Mouvement de la Paix, le PCF, le PS, la CGT. Le FSI y appela par tract et put prendre la parole. Vingt « Solidarité Indochine » furent vendus. La proposition d'une manifestation, faite par l'orateur du FSI reçut un accueil favorable dans la salle.

Melun : les militants du comité FSI sont intervenus lors de la projection du film « Les Bérés Verts », film à la gloire de l'armée US au Vietnam.



solidarité
indochine

LE NUMÉRO 7
EST
PARU

Toute correspondance :
Boîte Postale 43 05 - Paris
CCP : Laurent Schwartz
Paris 15 017 42

suisse

Lausanne : les militants de la Ligue Marxiste Révolutionnaire jugés pour avoir tendu, le 6 novembre 1971, une banderole « FNL vaincra » entre les clochers de la cathédrale de Lausanne, ont tous bénéficié du sursis. Ils ont néanmoins été condamnés à 1 à 10 jours d'arrêts et des peines d'amendes. Les accusés ont agi en cédant à un « mobile honorable » conclut la Cour. Notre camarade Udry, membre du Bureau Politique de la L.M.R., section suisse de la IVème Internationale, a conclu, au nom de tous les accusés en déclarant : « on ne peut pas attaquer la L.M.R., alors on se retourne contre des personnes. Le sursis représente un chantage sur la libre activité politique des militants. Quant aux amendes, elles sont décidées pour empêcher le fonctionnement d'une organisation politique ».



Da-Nang: La population est déportée dans ces camps de réfugiés.

les prisons de Thieu doivent s'ouvrir !

LIBERTÉ POUR LES 300 000 PRISONNIERS POLITIQUES DU SUD-VIETNAM !

C'est par des massacres que commença le régime Diem, c'est par des massacres qu'il s'établit, c'est par des massacres que s'illustrèrent les régimes qui lui succédèrent et c'est par des massacres que le régime Thieu compte prolonger sa survie.

300 000 prisonniers politiques, des milliers de cadres notamment urbains du FNL, mais aussi des représentants de toutes les forces politiques qui à un moment ou à un autre de ces 18 dernières années se sont opposées à l'impérialisme américain et à ses serviteurs au Sud Vietnam, peuplent les prisons de Thieu. Progressistes, démocrates, bouddhistes, catholiques, aux côtés des militants du Parti Populaire Révolutionnaire... mais aussi des dizaines de milliers de personnes jetées dans les geôles sur simple soupçon d'être « communiste » ou de nourrir des sympathies pour le FNL.

La campagne pour la libération des prisonniers que nous nous sommes engagés à mener avec le Front Solidarité Indochine n'a pas qu'une résonance humanitaire. Son intérêt politique est capital. La question des prisonniers politiques est au centre des préoccupations des révolutionnaires vietnamiens. Le cadre des accords d'octobre ne garantit pas la libération immédiate des prisonniers politiques, c'est la principale concession faite par le GRP depuis le plan en 7 points (juillet 71). C'est un accord entre le régime de Saïgon et le GRP qui décidera après le cessez-le-feu de la libération des prisonniers politiques. Cet accord n'est pas signé et la lutte révolutionnaire dans les villes est d'autant différée. En effet, c'est par une terreur policière sans pareil dans le monde entier que le régime Thieu tient les principales villes du Vietnam. A la mi-novembre, les services de police saïgonnais se sont vantés de 7000 arrestations en une semaine. On évaluait courant juin à 5000 le nombre d'arrestations hebdomadaires. Que le régime Thieu en soit amené à intensifier la répression est signe de l'ampleur du mouvement d'opposition dans les villes. Et ce n'est pas le moindre aspect de la lutte révolutionnaire au Sud Vietnam que ce renouvellement constant de la lutte urbaine malgré les centaines de milliers d'arrestations opérées par les régimes à la solde des Etats-Unis qui se sont succédés à Saïgon. Cependant il est clair que la répression du mouvement urbain a considérablement restreint les capacités révolutionnaires actuelles de celui-ci. Depuis 1954, des milliers de

cadres révolutionnaires des plus expérimentés ont été enfermés dans les bagnes où ils croupissent lorsqu'ils n'ont pas encore été liquidés. Il est clair que même dans l'état actuel de délabrement physique total de ces prisonniers, comparable à celui des survivants des camps de concentration nazis, la libération des prisonniers dans les mois qui suivent le cessez-le-feu serait un besoin pour le mouvement de lutte urbaine. Thieu l'a compris de longue date, d'où le minage des prisons les plus « marquées » politiquement, celles où représentants de la troisième tendance et cadres du FNL sont en plus grand nombre. D'où la multiplication des liquidations individuelles ou des massacres. Thieu sait qu'il doit compter avec l'opinion publique mondiale, il masque avec efficacité la liquidation des prisonniers du Sud. Et pour sa « solution finale », les crédits américains continuent d'affluer. Le budget de l'AID (Agence pour l'Aide et le Développement) accordé au système policier de Thieu est en augmentation et planifié jusqu'en 1976 !

L'on connaît aujourd'hui le chapelet de crimes qui accompagna l'installation de Diem au pouvoir, de par la grâce des Etats-Unis, mais on ignore les crimes plus fréquents, plus nombreux que le régime Thieu aujourd'hui perpète contre les prisonniers politiques.

Nous publions un document récent sur la vie quotidienne dans la prison de Cay Dua, l'un des principaux camps de concentration au Sud Vietnam avec le bague de Poulo Condore.

C.P.

la vie quotidienne dans la province de Cay Dua

La prison de Cay Dua se trouve dans la partie méridionale de Phu Quoc, une île du golfe de Thaïlande, à l'ouest du Nam Bo, à 70 km de la capitale provinciale Ha Tien.

Depuis 1966, le régime US-Saïgon a transformé cette île en une grande prison, avec son terrain d'aviation, son débarcadère, ses barraques pour les gardes et la police militaire et enfin ses nombreux camps de détention.

C'est au début de 1967 que les premiers contingents de prisonniers furent déportés sur l'île. Il y avait à ce moment là 2 000 détenus. Vers la fin de la même année, ce nombre est monté à 15 000, à la date d'octobre 1970 on compte 28 000 détenus enfermés dans les 20 blocs des 10 camps de Phu Quoc.

Au fur et à mesure que cette prison s'est agrandie, son cimetière s'est élargi proportionnellement : en 1967, il y avait environ 70 à 100 tombes de prisonniers. Dans la seule année 1969, on estime en moyenne le nombre de morts dans chaque bloc à 9 % et celui des détenus revenus infirmes à la suite des tortures à 15 %. Actuellement, le cimetière est divisé en de nombreux lots avec chacun plus de 200 tombes, sans compter des centaines d'autres détenus liquidés secrètement.

Cette prison est gardée par 9 bataillons de gardes, 5 bataillons de police militaire dans la partie interne du camp et 4 bataillons de gardes de sécurité, stationnés dans les postes de la ceinture externe. Toutes ces

unités sont placées sous le commandement du lieutenant-colonel Phuoc.

Chaque camp est formé par 18 salles, chaque salle, de 10 m de long sur 5 m de large, renferme de 80 à 100 détenus. Ces camps sont distants de 4 m les uns des autres, protégés par 16 rangées de clôtures électrifiées, 4 rangées de fils de fer barbelés munis d'ampoules électriques et de mines. Tout ceci est complété par un champ de mines de 30 m de large et 30 postes de gardes hérissés de mitrailleuses.

Les prisonniers doivent accomplir tous leurs besoins physiologiques sur place même. Chacun d'eux dispose de si peu de place qu'ils dorment les uns contre les autres. Comme nourriture, on leur donne une ration insuffisante, à base de riz moisi et du poisson pourri. Les personnes déportées depuis 1968 disent qu'en plus de deux ans elles n'ont jamais vu la couleur d'un morceau de viande, même les jours de fête. La ration journalière d'eau n'excède jamais un litre et demi. Pas d'eau pour la toilette. Les détenus doivent attendre la saison des pluies pour pouvoir se laver.

Durant les journées ensoleillées, les prisonniers sont contraints au « lavage à sec », c'est-à-dire à s'exposer au soleil jusqu'à ce qu'ils puissent laver leurs habits avec la sueur. Pour vêtement, chaque détenu a un ensemble, mais toutes les manches des chemises ont été déchirées par les gardes aux coudes et les pantalons aux genoux. Par suite du lourd travail imposé aux détenus et des fréquentes bastonnades, ces vête-

ments sont en loques. Nombreuses sont les personnes qui doivent garder des morceaux de sacs de jute pour s'en couvrir, faute de mieux.

Vivant dans de telles conditions, la plupart des détenus souffrent de graves maladies : bérubéri, tuberculose, dysenterie, diarrhée chronique, maladie de la peau... Ainsi, par exemple, en février 1969, dans le camp n. 3, 400 personnes ont eu la dysenterie en même temps.

Des tortures multiples et barbares ont été pratiquées sur les détenus : on leur brûle le ventre, on leur arrache les dents, on leur taillade des morceaux dans leur chair, on leur enfonce des aiguilles dans les ongles, la langue, les organes génitaux, on leur attache les membres pour les immerger dans l'eau, on les met dans des sacs remplis de sable, puis on les expose au soleil jusqu'à ce que mort s'en suive, on fait feu dans le tas dans les geôles, on les frappe sur les parties les plus sensibles du corps à l'aide de bâtons, crosses de fusil, ceintures cloutées, marteaux, on empoisonne leur eau, on les saigne jusqu'à la mort...

Les US-fantoches ont également construit une sorte de « cage à tigres » à ciel ouvert, couverte de fils de fer barbelés juste assez haut pour que les détenus puissent rester accroupis. En mars 1970, ils ont ainsi mis 21 détenus du camp n. 4, subdivision C, pour la plupart infirmes, dans une cage à tigres de ce genre de 5 m². Les personnes ainsi enfermées doivent se serrer les unes contre les autres afin que celles qui sont sur le bord de la cage ne soient pas blessées par les fils de fer barbelés, et celles qui sont de grande taille doivent se courber afin de ne pas toucher le toit de barbelés. Cette torture inhumaine a duré des journées et des nuits entières. Les jours de canicule et de soleil, afin d'exaspérer leur supplice de tantale, les gardes leur donnent du riz trop salé et réduisent la ration d'eau. Comme de nombreux détenus s'évanouissent sous l'action de la chaleur torride du soleil, les gardes versent de l'eau sur le sol brûlant autour des cages afin de mieux étouffer les victimes dans la vapeur ainsi dégagée. La nuit, le vent froid et le brouillard qui viennent de la mer et la pluie augmentent encore les souffrances endurées par les détenus affamés et grelottant de froid. Ce supplice a duré pendant trois semaines.

Voici quelques exemples de répression typiques dans la prison Cay Dua.

En août 1968, des gardes sanguinaires ont fait irruption dans le camp n. 3, salle 2 pour battre les détenus (dont la plupart sont déjà invalides) avec des marteaux, des fouets, des bâtons. Ils firent de nombreux blessés. Nguyen Van Son bourré de coups, a perdu connaissance. Comme les autres détenus du camp protestaient violemment contre cette répression, la police militaire dans les miradors a fait feu sur eux et blessé 5 personnes.

En mai 69, la direction de la prison a mobilisé des forces de la police militaire, quatre mitrailleuses, des miradors et des véhicules armés pour donner l'assaut au camp n. 6 : 26 détenus ont été tués et 30 autres blessés.

En août 1969, les gardes ont battu jusqu'au sang 12 détenus du camp 08, puis les ont enfermés dans une cage à tigres exposée aux pluies, 6 des victimes ont succombé à ce supplice.

En novembre 1969, Long, un garde de la subdivision, a torturé un détenu dans le bloc en enfonçant des clous de 10 cm dans le tibia de la victime qui mourut une heure après ce supplice. En même temps dans le bloc A6, 9 prisonniers élus comme chefs du bloc et 9 autres comme chefs-adjoints ont été battus jusqu'au sang puis ont été jetés dans des cages à tigres. Comme leurs camarades protestaient contre cette répression, les gardes ont ouvert le feu dans le bloc et ont tué 35 personnes et blessé 27 autres.

Le 19 mai 1970, les gardes ont tiré sur les détenus du bloc 1, ils ont fait 5 morts et 49 blessés. Puis 2 compagnies de police militaire ont fait usage de matraques et de grenades lacrymogènes pour réprimer les prisonniers, faisant 2 autres morts et plus de 100 blessés.

En juin 1970, ils ont tiré sur les détenus du bloc A4, tuant 7 d'entre eux et blessant 4 autres.

Le 28 août : 13 détenus furent tués.

Le 7 septembre 1970, à 9 h, autre répression dans le bloc C3, faisant de nombreuses victimes.

Le 13 septembre 1970, les gardes ont de nouveau tiré sur les détenus du bloc D4 : 1 mort et 2 blessés. Puis la police militaire a blessé 20 autres détenus.

Le 19 septembre 1970, ils tirent de nouveau sur le bloc D4, faisant 1 mort et 20 blessés. A la même époque, Zuong, l'intendant en chef et Tong, le chef-adjoint des gardes, jetèrent 3 détenus dans des sacs qu'ils arrosèrent d'essence et brûlèrent. Les mêmes individus se sont également illustrés en jetant 3 prisonniers dans un chaudron d'eau bouillante : 2 victimes ont succombé à ce supplice et le 3ème a été écorché sur toute la surface du corps.

Le 6 mai 1972, sous le prétexte de « non obéissance au statut de la prison » les troupes de Thieu ont tiré sur les patriotes détenus à Cay Dua et ont fait des centaines de victimes.

Plus récemment, le 11 octobre 1972, les représentants du régime Thieu ont fait un rapport mensonger selon lequel les « prisonniers se sont emparés des fusils des gardiens et se sont enfuis au cours de la corvée du ramassage de bois » pour justifier la sanglante liquidation des patriotes détenus. La plupart de ceux-ci ont été tués. Telle est la vie quotidienne dans les prisons de Thieu.

l'attentat

après l'attentat contre le délégué de l'OLP à Paris

« Un palestinien pas si tranquille que ça », qui « voyageait beaucoup », un « cerveau », « qui se serait trouvé près de Munich au moment de l'attentat des jeux olympiques », « on n'exclut pas qu'il ait été le cerveau »,... l'intox se déverse à grands flots. Et son racisme habituel : « J'ai cru que tout l'immeuble s'effondrait. Je me suis dit : « Cette explosion ne peut venir que de chez l'arabe ». C'est la concierge qui parle dans France-Soir.

Le vendredi 8 décembre, à 8 H 30, Mahmoud El Hamchari, représentant en France de l'Organisation de Libération de la Palestine, est réveillé par la sonnerie de son téléphone. Il a à peine décroché qu'un engin placé sous la table explose. C'est par miracle que Mahmoud Hamchari est encore en vie. Ce n'est pas un accident, mais un attentat. Préparé, mis au point minutieusement, minuté. La veille Hamchari avait reçu un appel téléphonique d'un mystérieux « journaliste italien » qui lui donna rendez-vous. Il n'y était pas, mais Hamchari fut ainsi éloigné de son domicile. Les spécialistes avaient tout prévu : ils savaient que la femme d'Hamchari, française, emmenait tous les matins leur fille à la

crèche, et qu'à 8 H 30 le délégué de l'OLP était seul chez lui.

Ce n'est pas un acte isolé, l'action de quelques « irresponsables égarés ». Cet attentat est sans aucun doute l'œuvre de services spéciaux israéliens eux-mêmes : l'arrestation de deux israéliens, le 5 décembre, aux alentours du domicile d'Hamchari, les menaces de Golda Meir affirmant : « Nous poursuivrons les palestiniens partout où ils sont », l'assassinat dans des conditions identiques de Wael Zoaiter, délégué de l'OLP à Rome, qui assumait exactement les mêmes tâches qu'Hamchari ; autant de preuves. Cet attentat, après le climat créé autour de Munich, fait suite à l'explosion d'une bombe à la librairie Palestine, et à l'envoi de lettres piégées, dont une le 4 décembre à l'ancien président de l'Union des Etudiants Palestiniens en France (200 g d'explosifs !). Nous assistons à une campagne de liquidation de toute expression politique de la résistance palestinienne en Europe : en Allemagne, après l'expulsion massive de citoyens palestiniens et arabes (souvent vers Israël !) et l'interdiction des Unions des Etudiants et des travailleurs arabes, le gouvernement a pour l'instant

atteint son but. En Italie, l'assassinat du délégué de l'OLP, cheville ouvrière du mouvement de soutien, est un coup très dur. La France est aujourd'hui la cible privilégiée des services secrets et des bandes armées sionistes. Le bruit court par ailleurs que Golda Meir soi-même se rendrait à Paris début janvier... invitée par Mitterrand pour une conférence de l'Internationale Socialiste. Ses sbires préparent le terrain. Le gouvernement israélien est directement à l'origine de cette vaste et criminelle chasse à l'arabe, il répond l'idée selon laquelle la France serait « la plaque tournante du terrorisme arabe ». Selon l'hebdomadaire « Afrique-Asie », les services spéciaux israéliens ont en leurs mains une liste noire de militants palestiniens en Europe ; les délégués de l'OLP à Rome et à Paris seraient les premiers d'une succession de 30 noms.

Cet attentat n'est donc pas isolé. Parce qu'il n'est que le début d'une longue série, il appelle une riposte immédiate.

Alan Pontkallec

APPEL DU COMITE DE SOUTIEN HAMCHARI

A la suite de l'attentat perpétré contre Mahmoud El Hamchari, mari de notre collègue Marie-Claude Vignaud, le Comité de Soutien à Mahmoud El Hamchari et Marie-Claude Vignaud (INRA Economie Paris).

- exprime à Marie-Claude Vignaud sa sympathie et sa solidarité,
- proteste contre l'insuffisance de la protection assurée à un représentant officiel du peuple palestinien,
- proteste contre la campagne d'information tendant à masquer la réalité de l'attentat pour faire de la victime un coupable.
- dénonce la série d'attentats contre les dirigeants palestiniens résidant en Europe qui apparaît comme un plan sioniste visant la liquidation systématique des représentants du peuple palestinien,
- exprime sa solidarité avec la juste lutte du peuple palestinien pour sa dignité et son indépendance et n'admet pas que la liberté du peuple juif puisse passer par l'oppression du peuple palestinien. Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre.
- demande au gouvernement français de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des Palestiniens résidant en France comme cela est dû à tout étranger.
- appelle le personnel de l'INRA à signer cette motion et à soutenir moralement et matériellement Mahmoud El Hamchari et Marie-Claude Vignaud.

Paris, le 11 décembre 1972.

Adresser toute correspondance :
Comité de soutien HAMCHARI
INRA - 4 rue de Lasteyrie - 75 116 PARIS
Verser toute somme à :
Mme Marie-Louise SOLIMAN
CCP PARIS 222 49-59
avec la mention pour Comité HAMCHARI

SOUTIEN A MAHMOUD EL HAMCHARI MOTION SECTION SYNDICALE CGT INRA ECONOMIE.

La section syndicale CGT de la station centrale d'économie et de sociologie de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) :

- condamne fermement l'attentat perpétré, le vendredi 8 décembre, contre Mahmoud El Hamchari, représentant de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) à Paris, qui s'inscrit dans un plan général de l'Etat sioniste de liquidation physique des principaux représentants de la résistance palestinienne dans le monde.
- s'indigne de l'attitude de la police et de la version largement diffusée dans une certaine presse, visant à masquer le fait qu'il s'agit d'un attentat,
- assure Mahmoud El Hamchari, qui est grièvement blessé et sa femme Marie-Claude, qui est notre collègue à la station centrale et qui est membre de la section syndicale CGT, de son soutien matériel et moral.
- affirme son soutien à la lutte du peuple palestinien pour ses droits légitimes.
- participe au Comité de Soutien à Mahmoud El Hamchari et sa famille, formé par le personnel de la station centrale d'économie et de sociologie rurales de l'INRA.
- appelle les syndicats de l'INRA, le personnel de l'INRA, les organisations ouvrières et démocratiques à manifester sous toutes les formes appropriées leur soutien moral et matériel à Mahmoud el Hamchari et sa famille.

Paris le 11 décembre 1972
Section syndicale CGT.

TOUS A LA MANIFESTATION, samedi 16, 15 H, place Clichy, à l'appel de A.M.R., L.C., Révolution, F. Rouge, Ligne Rouge, G.R., comités Palestine-Yemen-golfe arabique, soutenue par les organisations palestiniennes.

TOUS AU MEETING de la G.U.P.S. (Union des Etudiants Palestiniens), le lundi 18 à 20 H 30 à la Mutualité. Soutenu par les organisations françaises.



Hamchari

DERNIERE MINUTE :

Un voyage en Tchécoslovaquie est organisé du 22 décembre au 1er janvier. Vous visiterez Prague, vous skiez dans les Hautes-Tatras.
Prix exceptionnel : 750 F de Paris à Paris
Dernier délai d'inscription : 18 décembre.
Renseignements, Inscriptions :
Inter-Europe, 22 rue Gay-Lussac
Paris 5ème
Tél : 326.57.34



Je désire prendre contact avec
la Ligue Communiste

NOM.....

ADRESSE.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

rouge

10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82
CCP 25 043 88 - paris

Directeur de la publication
Henri Weber

Secrétariat de rédaction
Philippe Beauchamp, Daniel
Bensaïd, Alain Clément, Ber-
trand l'heigouach, Joseph
Krasny, Alain Krivine, Michel
Lenoir, Philippe Sabathé,
Christiane Tillier.

Les articles signés n'engagent
pas nécessairement le point
de vue de l'organisation.

tarif des abonnements

	la france		l'étranger	
	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement
accompagnées de leur règlement im-
médiate sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, join-
dre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Moriamé
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

soutenez Rouge, abonnez-vous !

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....